



CIWA



RAPPORT ANNUEL 2025

Coopération
pour les eaux
internationales
en Afrique



HÉBERGÉ PAR
LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA

RAPPORT ANNUEL 2025

Coopération
pour les eaux
internationales
en Afrique

ATTRIBUTIONS

Ce rapport a été préparé sous la direction d'Anders Jagerskog et Ai-Ju Huang et a bénéficié des contributions des personnes suivantes : Azeb Belachew, Laura Bonzanigo, Joseph Brunton, Carine Durand, Charles Gilman, Ellen Hagerman, Shyam KC, Rochi Khemka, Anna Kim, Christina Leb, Pierre Lorillou, Kimberly Lyon, Palesa Mokorosi, Irene Bescos, Karen Schneider, Antonio Serrano, Clémentine Stip, Noosha Tayebi, Victor Vasquez, Lexi Wilson et Zacharias Ziegelhoefer.

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

Cet ouvrage a été préparé par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les constatations, interprétations et conclusions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les points de vue de la Banque mondiale, de son Conseil des administrateurs, ou des pays que ceux-ci représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces limites géographiques.

DROITS ET AUTORISATIONS

Le contenu du présent ouvrage fait l'objet d'un dépôt légal. La Banque mondiale encourage la diffusion de ses études et autorise la reproduction partielle ou intégrale à des fins non commerciales, du présent ouvrage, à condition d'en mentionner la source.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, notamment sur les droits dérivés, s'adresser à : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW Washington, DC 20433, USA ; fax : +1 (202) 522-2422; courriel : pubrights@worldbank.org

PHOTO CREDITS

Page de couverture : © Sue Madu/RawCreative/Programme CIWA/ WikimediaCommons/Pexels/LVBC/Freepik.

Page 10 : © Elias Garcias Carrera/Paris Print Shop; page 11 : © IBN/CIWA
pages 13–14 : © RCRP/CIWA; Pages 16, 28, 38, 46 : © NASA/JPL/NIMA/ Wikimedia Commons; page 19 : © Joseph Brunton/Programme CIWA;
page 20 : © FAO/Arete/Mohamed Mohamud Abdi; page 23 : © Edoardo Borromeo/Programme CIWA; page 24 : © Joseph Brunton/Programme CIWA; page 27 : © ENTRO; Wikimedia Commons/UNESCO; pages 29 : © Initiative du bassin du Nil; page 31 : © Initiative du bassin du Nil;
pages 32–33 : © Kim Lyon/Programme CIWA; page 35 : © Ryan Harvey;
pages 36–37 : © Milly Mbuliro/NELSAP-CU; page 47 : © SADC-GMI;
pages 48–49 : © Kondwanie Chiremba/Banque mondiale; page 53 : © SADC-GMI; pages 56–57 : © Dr. Chad Keates ; pages 58–59 : © SADC-GMI; pages 62–63 : © Wikimedia Commons/Shutterstock/ iStock/Nun Digital/grafis media ; pages 64–65 : © solvrs/Shutterstock/ Programme CIWA/iStock/Mohamad Almahad/MINUAD; pages 66–67 : © RawCreative/Getty/SADC/Wikimedia Commons; page 68 : © SADC;
pages 70–71 : © Shutterstock/Claire Chase/Banque mondiale;
pages 74–75 : © Programme CIWA; pages 78–79 : © Joseph Brunton/ Programme CIWA

SOMMAIRE

SIGLES ET ACRONYMES	07
AVANT-PROPOS	08
INTRODUCTION	10
Snapshot	12
CORNE DE L'AFRIQUE	16
Libérer le potentiel de résilience : Gestion et études des eaux souterraines dans les zones frontalières de la Corne de l'Afrique	17
Programme d'appui pour les eaux transfrontalières du Soudan du Sud	22
Point de vue du terrain : Longa Seme Isaiah : Un fervent défenseur de la coopération régionale	26
AFRIQUE DE L'EST	28
Projet de Coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil	29
Société civile du Nil pour la résilience climatique	34
Point de vue du terrain : Milly Mburo : Protéger le bassin du Nil contre la fureur des crues éclair	36
AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE CENTRALE	38
Amélioration de la gestion des ressources en eau dans le Sahel central et dans le Sahel occidental	39
Initiative sur la sécurité de l'eau du lac Tchad	42
Point de vue du terrain : Dr. Rafatou Fofana : Fervente militante des outils de données pour la coopération régionale	44
AFRIQUE AUSTRALE	46
Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC – Phase II	47
L'initiative de renforcement des organismes de bassins transfrontaliers grâce à l'élaboration de programmes et à l'accroissement des capacités en Afrique	54
Point de vue du terrain : Chipso Mungenge : Œuvrer pour un monde respectueux de la biodiversité	56
THÈMES TRANSVERSAUX	58
Révolution des données sur l'eau	60
Biodiversité et conservation	62
Résilience climatique	64
Parité femmes-hommes et inclusion sociale	66
Point de vue du terrain : Pinimidzai Sithole : Un Champion masculin militant actif en faveur de la parité femmes-hommes	68
Soutien aux régions touchées par la fragilité, les conflits et la violence	70
UNIR LES FORCES : RENFORCER LA COOPÉRATION ET LES INVESTISSEMENTS DANS LES EAUX TRANSFRONTALIÈRES À L'ÉCHELLE DE LA BANQUE MONDIALE	72
COMMUNICATION	74
PERSPECTIVES	76
ANNEXES	78

SIGLES ET ACRONYMES

ABN	Autorité du bassin du Niger	INMACOM	Commission sur les bassins de l'Incomati et de Maputo
ABV	Autorité du bassin de la Volta	LIMCOM	Commission du bassin du Limpopo
ASDI	Agence suédoise pour le développement international	LVBC	Commission du bassin du lac Victoria
BASM	Bassin aquifère sénégal-mauritanien	MDTF	Fonds d'affectation spéciale multidonateur
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement	NBD	Discours du bassin du Nil
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est	NBDF	Forum pour le développement du bassin d
CEDEAO	Commission du bassin du lac Tchad	NCCR	Projet de coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil
CGIAR	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale	NCORE	Projet de coopération à l'appui de résultats dans le bassin du Nil
CICOS	Commission internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha	NELSAP-CU	Unité de coordination du programme d'action subsidiaire des pays des lacs équatoriaux du Nil
CIWA	Coopération pour les eaux internationales en Afrique	Nile-Sec	Secrétariat de l'Initiative du bassin du Nil
CNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	NORAD	Agence norvégienne de coopération pour le développement
COP	Conférence des Parties	ODD	Objectif de développement durable
CUVECOM	Commission des cours d'eau de Cuvelai	ODP	Objectifs de développement du programme
DANIDA	Agence danoise de développement international	ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
DREVE	Développement, résilience et valorisation des eaux transfrontalières de l'Afrique de l'Ouest	OMVS	Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal
ENTRO	Bureau technique régional du Nil oriental	ONG	Organisation non gouvernementale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	OKACOM	Commission permanente des eaux du bassin de l'Okavango
FCDO	Ministère des Affaires étrangères, du Commonwealth et du développement	ORASECOM	Commission de l'Orange-Senqu
FEM	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
FF-Bén	Fonds fiduciaire exécuté par le bénéficiaire	RCRP	Programme régional de résilience climatique
FF-BM	Fonds fiduciaire exécuté par la Banque mondiale	SADC	Communauté de développement d'Afrique australe
FCV	Situation de fragilité, de conflits et de violence	SADC-GMI	Institut de gestion des eaux souterraines de la Communauté de développement d'Afrique australe
GDE	Ecosystème dépendant des eaux souterraines	SADRI	Initiative pour la résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse
GES	Gaz à effet de serre	SIG	Système intégré de gestion
GESI	Parité femmes-hommes et inclusion sociale	SIWI	Institut international de l'eau à Stockholm
GFDRR	Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement	USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
GW4R	Programme régional de la Banque mondiale sur la mise en valeur des eaux souterraines pour la résilience de la Corne de l'Afrique	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
IBN	Initiative du bassin du Nil	ZAMCOM	Commission du bassin du Zambèze
IDA	Association internationale de développement	ZRA	Autorité du fleuve Zambèze
IFC	Société financière internationale		
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement		

AVANT-PROPOS

L'eau est essentielle à la santé, à la sécurité alimentaire, à l'emploi et au bon fonctionnement des économies. Cependant, l'Afrique subsaharienne et ses eaux transfrontalières, tout en offrant des opportunités, restent l'un des foyers majeurs de risques à l'échelle mondiale.

Les effets dévastateurs du changement climatique, la gestion inadéquate des ressources en eau, ainsi que la montée de la fragilité, des conflits et de la violence ont continué à ébranler le continent au cours de l'exercice clôturé le 30 juin 2025.

La fragilité, les conflits et la violence (FCV) sont des enjeux majeurs dans de nombreux pays où le programme de Coopération pour les eaux internationales en Afrique (CIWA) intervient, notamment au Soudan du Sud, au Mali, en République démocratique du Congo, au Tchad et dans certaines régions de l'Éthiopie. Il est plus que jamais essentiel de renforcer la coopération autour des eaux partagées pour atténuer ces dynamiques en Afrique, car les risques hydriques transfrontaliers, tels que les inondations et les sécheresses, dépassent souvent la capacité d'adaptation des gouvernements et des institutions, ce qui alimente encore davantage la fragilité.

La Corne de l'Afrique et l'Afrique de l'Est sont confrontées à des inondations après cinq années consécutives de pénurie d'eau. Au Soudan du Sud, les fortes inondations ont aggravé la crise humanitaire provoquée par les conflits dans les pays voisins, entraînant l'arrivée de plus de 576 000 réfugiés et le déplacement interne de 2 millions de personnes. Ces pressions mettent à rude épreuve une gestion des ressources en eau déjà limitée par la fragmentation et le sous-financement des institutions, ainsi que par l'insuffisance des infrastructures hydrauliques. C'est pourquoi le lancement du système d'alerte précoce aux crues éclair dans le bassin du Nil (NB-FFEWS), soutenu par CIWA et ayant achevé sa première année complète de fonctionnement en juin 2025, s'annonce comme un outil essentiel pour le Soudan du Sud et les autres pays riverains du Nil.

En Afrique de l'Ouest, l'alternance d'inondations et de sécheresses a mis en évidence la nécessité de mieux se préparer aux chocs climatiques qui affectent les ressources en eaux transfrontalières. Au Niger, les pluies saisonnières et les crues touchent chaque année un nombre croissant de personnes, détruisant des habitations, des moyens de subsistance et emportant des vies humaines. Au Nigéria, l'assèchement des cours d'eau compromet fortement les rendements agricoles et les moyens de subsistance des petits exploitants – qui assurent pourtant près de 90 % de la production agricole nationale – et menace ainsi la sécurité alimentaire.

L'Afrique australe continue de subir les effets de la sécheresse, notamment le recul du taux d'emploi, en particulier chez les travailleurs agricoles indépendants. En Zambie, par exemple, l'une des sécheresses les plus graves jamais enregistrées touche près de 10 millions de personnes, provoquant des déplacements de population, une baisse de la production agricole et une détérioration des moyens de subsistance.

Renforcer la coopération dans un contexte de fragilité et de conflits

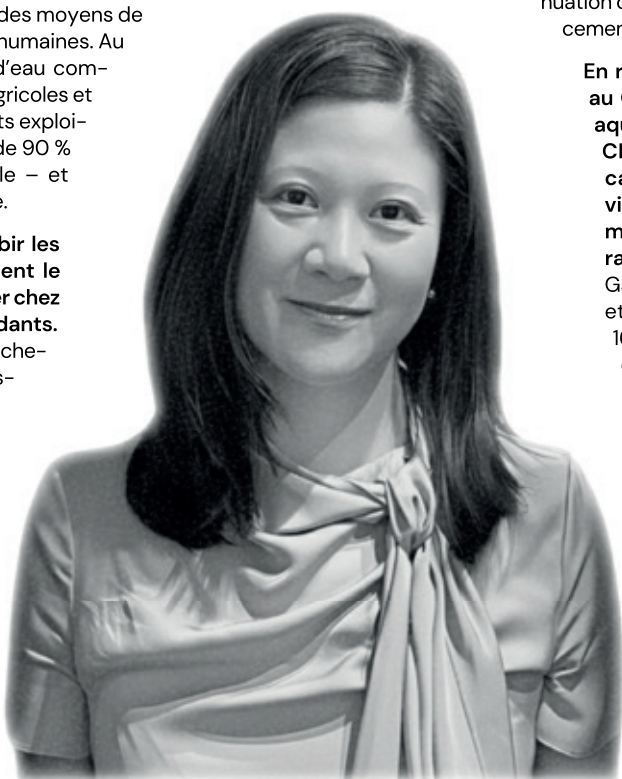
Les défis liés au changement climatique et aux situations de fragilité, de conflits et de violence mettent les relations entre pays riverains sous tension. Ces derniers poursuivent toutefois leur coopération autour des eaux partagées, en grande partie grâce au travail des organismes de bassin, soutenus et renforcés par le programme CIWA et les plateformes de dialogue qu'il propose.

Ces plateformes ont contribué à apaiser les tensions transfrontalières en période de conflit en offrant des espaces d'échange et de partage d'informations entre pays. Elles ont également permis au programme CIWA de répondre aux besoins immédiats des pays confrontés à des situations de FCV tout en maintenant un engagement dans la durée, y compris dans des contextes instables.

Le Burundi, la Tanzanie et le Rwanda, par exemple, ont continué de participer aux réunions de l'Initiative du bassin du Nil (IBN), en dépit de relations politiques par ailleurs tendues. S'agissant plus particulièrement du Soudan du Sud, CIWA s'attaque également à deux des principaux obstacles au développement durable, à la paix et à la stabilité, en évaluant la résilience du pays face au changement climatique et en identifiant les moyens de renforcer les interventions en faveur des réfugiés comme des communautés d'accueil.

CIWA et le Discours du bassin du Nil (NBD) ont lancé le projet Société civile du Nil pour la résilience climatique, ou projet NCSCR, (Nile Civil Society for Climate Resilience) à la fin de l'exercice 2025. Ce projet, d'une durée de deux ans et demi, financé au titre d'une activité exécutée par le bénéficiaire (le NBD), fournira une plateforme permettant aux citoyens de participer aux décisions d'investissement dans le bassin hydrographique et au dialogue entre les pays riverains, de s'informer sur les stratégies de gestion des risques climatiques et de renforcement de la résilience, et de faire valoir les avantages de la coopération. Il prévoit entre autres de travailler avec les communautés afin de générer des données citoyennes sur les impacts de l'eau et du changement climatique, lesquelles serviront à éclairer les politiques nationales et transfrontalières. Lorsque les communautés produisent elles-mêmes l'information, elles sont plus enclines à s'approprier les mesures d'atténuation du changement climatique et de renforcement de la résilience.

En renforçant son assistance technique au Groupe de travail régional du Bassin aquifère sénégal-mauritanien (BASM), CIWA contribue à l'élaboration de cadres et d'accords transfrontaliers visant à promouvoir une vision commune et un programme de coopération à long terme dans le bassin. La Gambie, la Guinée-Bissau, la Mauritanie et le Sénégal, qui comptent environ 16 millions d'habitants, devraient signer en décembre 2026, à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur l'eau, un accord portant sur la gestion conjointe du BASM.



AI-JU HUANG

Responsable adjointe
du programme

Renforcer la sécurité de l'eau à l'échelle régionale

CIWA a contribué à la préparation du programme régional de la Banque mondiale « Développement, résilience et valorisation des eaux transfrontalières de l'Afrique de l'Ouest » (DREVE). Ce programme, qui vise à renforcer la sécurité hydrique et la coopération dans la région, couvrira les bassins des fleuves Sénégal et Niger ainsi que des aquifères transfrontaliers clés, tels que les systèmes aquifères sénégal-mauritanien et de l'ullemeden. CIWA a appuyé des études sur le développement de la navigation sur le fleuve Sénégal, a fourni une assistance technique aux organisations régionales pour la préparation du pilier d'intégration régionale du programme DREVE – notamment à l'Autorité du bassin du Niger pour initier un processus de gestion du changement – et a organisé un forum visant à renforcer le dialogue avec les organisations régionales impliquées dans la gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest, y compris les bassins des fleuves Niger et Volta, autour des activités proposées pour l'identification d'investissements. CIWA a également soutenu des travaux d'analyse en vue de l'élaboration d'une stratégie régionale d'irrigation sur dix ans, qui alimentera le pilier irrigation et sécurité alimentaire du programme DREVE. Cette stratégie a été discutée avec des représentants de haut niveau de la région du Sahel lors d'un forum à Dakar. En parallèle, CIWA a participé à la préparation du pilier du programme DREVE visant à établir une plateforme et un mécanisme régionaux pour la mise en valeur concertée des ressources en eau, leur suivi et le renforcement de leur résilience.

CIWA s'est efforcé de renforcer la gestion des ressources en eau transfrontalières en mettant en œuvre des solutions fondées sur la nature en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, conformément à l'orientation générale vers un portefeuille d'investissements plus diversifié, telle que définie dans [CIWA 2.0](#). Le programme a produit des analyses sur le changement climatique dans les pays du Sahel qui participeront au programme DREVE, ainsi que sur l'impact de la couverture végétale sur les ressources en eau transfrontalières. Ces travaux comprennent la hiérarchisation des sites pour la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature, les interventions paysagères et l'agriculture régénératrice dans l'optique de protéger les ressources en eau et d'en renforcer la résilience. Ces solutions sont susceptibles d'augmenter la capacité de stockage d'eau et de soutenir la biodiversité et les écosystèmes qui en dépendent.

La première phase du programme DREVE sera présentée pour approbation en décembre 2025.

Mettre l'accent sur la contribution de l'eau aux moyens de subsistance et aux économies

Soixante-dix-neuf pour cent des emplois dans les pays africains à faible revenu sont tributaires des ressources en eau. Le continent compte également la plus forte proportion de populations pauvres vivant à proximité de bassins ou d'aquifères transfrontaliers.

Un consensus croissant se dégage dans le secteur de l'eau : les politiques et les investissements ne doivent plus se concentrer uniquement sur l'eau « bleue » des

rivières, des lacs et des aquifères, mais également sur l'eau « verte » atmosphérique, moins visible, provenant des sols, des plantes et des forêts, qui s'évapore et transpire dans l'atmosphère et génère environ la moitié des précipitations totales. Les évolutions des eaux atmosphériques combinées à la hausse des températures peuvent avoir des effets profonds sur les économies et les moyens de subsistance. Par exemple, une plus grande irrégularité des précipitations peut perturber les cycles de plantation et de récolte, réduisant ainsi les rendements agricoles. Dans le même temps, la hausse des températures peut accentuer l'évaporation, réduire la disponibilité des eaux de surface et souterraines et exercer une pression sur l'approvisionnement en eau, les systèmes d'irrigation et la production industrielle.

La Banque mondiale a lancé une grande étude panafricaine afin d'étudier l'impact de l'eau atmosphérique sur les bassins et les pays et de définir les mesures à prendre pour mieux gérer le cycle hydrologique à l'échelle régionale et mondiale. Ces travaux permettront de produire de nouvelles données et informations, et d'identifier des opportunités de tirer parti de la gestion concertée des ressources en eau transfrontalières afin de promouvoir une croissance économique résiliente, inclusive et créatrice d'emplois. CIWA a commencé à appuyer cette étude en produisant des connaissances visant à déterminer l'état des ressources en eau – en évaluant leur disponibilité, leur accessibilité et leur durabilité – et la manière dont ce capital naturel sous-tend les principaux moteurs de croissance économique dans les secteurs de l'énergie, des transports et de l'agriculture et contribue ainsi aux moyens de subsistance et à la résilience globale des communautés. Une compréhension approfondie de cette question devrait permettre de définir de nouvelles orientations stratégiques et de nouveaux points d'entrée pour l'appui de CIWA à ses efforts en faveur d'un développement économique global, contribuant directement aux moyens de subsistance, à la création d'emplois, et au renforcement de la sécurité alimentaire et humaine.

Au cours du dernier exercice, CIWA a également œuvré au renforcement des moyens de subsistance affectés par le changement climatique, en particulier dans le secteur agricole. Son appui aux programmes pour les jeunes professionnels et les stages permet de renforcer les compétences des spécialistes de l'eau et de les préparer à intervenir dans la gestion des ressources en eau transfrontalières.

Enfin, le programme CIWA a joué un rôle important dans la mise en œuvre de la Stratégie pour l'eau 2025–2030 du Groupe de la Banque mondiale, en contribuant à chacun des trois piliers : l'eau pour les populations, l'eau pour l'agriculture et l'eau pour la planète (développement durable). Il a aidé les pays et les organisations régionales à améliorer la gestion de cette ressource, qui ne constitue pas seulement un fondement du développement durable, mais est également essentielle à l'obtention de résultats positifs pour les populations et la sécurité alimentaire.



ANDERS JAGERSKOG
Responsable du programme

INTRODUCTION

Le programme de Coopération pour les eaux internationales en Afrique (CIWA) est un partenariat multidonateurs hébergé par la Banque mondiale, qui aide les pays riverains et les organisations régionales d'Afrique subsaharienne à promouvoir une gestion et une mise en valeur concertées des fleuves, lacs et aquifères partagés. Depuis 2011, CIWA intervient dans des contextes où la coopération est à la fois essentielle et difficile – souvent fragiles et marqués par les effets du climat – pour instaurer la confiance, renforcer les institutions et produire les données factuelles nécessaires à la transformation des défis liés à l'eau partagée en avantages communs. En combinant des financements exécutés par les bénéficiaires avec une assistance technique et des activités de concertation exécutées par la Banque, CIWA contribue à obtenir des résultats qu'aucun pays ne pourrait atteindre seul : des institutions de l'eau plus solides et inclusives, des systèmes de données et d'information qui sous-tendent des décisions éclairées et des investissements concertés bien préparés, qui renforcent la résilience, la sécurité de l'eau et les moyens de subsistance.

CIWA exerce un rôle catalyseur dans l'orientation des politiques et des décisions d'investissement liées à l'eau, en s'appuyant sur des données factuelles, des projets pilotes et une concertation stratégique pour débloquer et guider les investissements dans les ressources en eau. Le programme favorise également une transformation systémique de la gestion des ressources en eau, en influençant la manière dont les gouvernements, les autres banques de développement et les partenaires hiérarchisent, conçoivent et financent les investissements hydriques.

CIWA constitue un instrument essentiel pour la mise en œuvre de la Stratégie pour l'eau 2025–2030 de la Banque mondiale, laquelle appelle à renforcer la sécurité de l'eau et la résilience climatique, à améliorer les données et les institutions, à encourager la coopération autour des eaux partagées et à mobiliser des financements à grande échelle. CIWA transforme ces ambitions en actions concrètes en finançant des analyses en amont, des initiatives de renforcement de la confiance et des dispositifs institutionnels permettant aux pays de parvenir à des accords sur les eaux partagées et de les mettre en œuvre. Il favorise la résilience climatique à l'échelle des bassins à travers des actions sur les eaux souterraines, la gestion des risques de sécheresse et d'inondation, ainsi que les solutions fondées sur la nature. Il renforce les bases de données et d'information – à travers des systèmes ouverts, interopérables et des analyses appliquées – qui permettent une répartition transparente et une gestion adaptative. Il prépare également une réserve d'investissements concertés et résilients au climat, susceptibles d'être financés à travers la Banque mondiale et ses partenaires cofinanceurs. Ainsi, CIWA fait le lien entre la vision de la Stratégie et la mise en œuvre concrète sur le terrain, notamment dans les contextes complexes où la coopération est la plus difficile et la plus déterminante.

Théorie du changement de CIWA

CIWA veille à ce que ses travaux techniques s'inscrivent pleinement dans les processus de coopération. Il encourage la concertation entre les pays riverains, les organismes de bassin, les communautés économiques régionales, la société civile et les partenaires de développement afin de définir des voies de coopération et de poursuivre le dialogue. Il finance des analyses en amont – diagnostics de bassin, études sur la coopération, évaluations climatiques et hydrologiques, et planification multisectorielle – qui permettent de clarifier les options et arbitrages en matière de développement résilient au climat à l'échelle transfrontalière. CIWA renforce les institutions et les cadres juridiques, améliore le partage

d'informations et la prise de décision, et développe les capacités en matière de planification conjointe et de gestion adaptative. Il contribue également à définir, à planifier par étapes et à préparer des investissements concertés – allant de mesures de résilience à petite échelle ou fondées sur la nature à des infrastructures polyvalentes de plus grande envergure – en intégrant dès la conception la résilience climatique, le partage des bénéfices, et les dispositifs de sauvegarde environnementale et sociale. Dans l'ensemble de ses actions, CIWA adopte une approche sensible à la fragilité, promeut la parité femmes-hommes, l'inclusion sociale et la mobilisation citoyenne, et soutient des approches favorables à la biodiversité afin que la coopération génère des bénéfices tangibles et équitables. En renforçant la gouvernance, l'expertise technique, le suivi et la communication, CIWA contribue également à professionnaliser les organisations de la société civile et à en faire des partenaires attractifs pour les investissements d'autres banques de développement, des fonds climatiques et des initiatives régionales, favorisant ainsi la génération de revenus futurs au-delà de CIWA.

Lorsque les pays ont accès à des données et analyses fiables, participent à un dialogue soutenu et bien encadré, et sont appuyés par des institutions compétentes et légitimes, ainsi que par des orientations claires, ils sont davantage en mesure – et disposés – à coopérer. Cette coopération permet alors de hiérarchiser et de préparer des investissements qui favorisent le partage des avantages, la gestion des risques et le renforcement de la résilience à l'échelle du bassin, plutôt qu'au seul niveau national. À terme, elle réduit le risque de tensions liées à l'eau, renforce l'adaptation aux chocs climatiques et améliore la sécurité de l'eau, la croissance et la prospérité à l'échelle régionale. Cette trajectoire repose sur la volonté politique continue des pays riverains, sur la disponibilité de ressources suffisantes pour assurer le passage de la préparation au financement et à la mise en œuvre des investissements, ainsi que sur des dispositifs institutionnels capables de guider l'action conjointe et d'ajuster le cap en fonction de l'évolution des circonstances.



Empreinte de CIWA

La réserve de projets et les financements du programme témoignent d'une forte demande pour ce modèle de changement, porteur d'un développement durable. Comme indiqué dans les annexes de ce rapport, le programme CIWA dispose d'un portefeuille en phase de consolidation de financements en cours et d'une solide réserve de projets couvrant les principaux bassins africains et plateformes régionales. Les thèmes abordés portent sur le renforcement des institutions et des systèmes d'information, l'amélioration de la résilience face à la sécheresse et de la gestion des eaux souterraines, la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature et favorables à la biodiversité, ainsi que la préparation ciblée de projets concertés d'infrastructures, le cas échéant. Le fonds maintient un niveau soutenu d'engagements et de décaissements, avec des ressources allouées tant aux opérations exécutées par les bénéficiaires qu'aux activités analytiques et de dialogue stratégique menées par la Banque. Comme le soulignent les annexes, le programme présente une gestion rigoureuse de ses coûts de fonctionnement, mais il demeure nécessaire de mobiliser des ressources supplémentaires pour répondre à la demande croissante des bénéficiaires, notamment en matière de systèmes de données, de préparation d'investissements concertés et d'interventions dans des contextes de fragilité et de conflit.

Dépasser la seule question de l'eau pour faire des défis de l'Afrique en matière d'eau les moteurs d'un avenir meilleur

Structure du rapport

Les premières sections de ce rapport, consacrées aux régions, décrivent les différents financements accordés par CIWA, ainsi que les progrès réalisés et les résultats obtenus au cours de l'exercice 2025. Le rapport met l'accent sur les résultats obtenus durant l'exercice 2025, en mentionnant les réalisations antérieures, si nécessaire, à titre de référence. Il donne également des informations sur les différents projets et les résultats obtenus par les projets clos durant l'exercice écoulé. Le rapport fait ensuite le point sur les progrès affichés par le programme dans les thèmes transversaux, notamment la conservation de la biodiversité, les situations de FCV, la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale (GESI), la résilience climatique, l'initiative sur les données et la communication. La section Perspectives décrit l'évolution du portefeuille de CIWA durant la période considérée et son évolution probable pendant le prochain exercice. Les portraits inclus dans différentes sections du rapport donnent un aperçu plus personnel des activités de CIWA et des personnes avec lesquelles CIWA ou ses partenaires travaillent sur le terrain. Les annexes présentent : i) des analyses des allocations cumulées de CIWA, ii) les résultats annuels et cumulés des indicateurs, iii) une analyse des risques mettant l'accent sur les évolutions ou les possibilités d'atténuation récentes, iv) les états financiers cumulés sous une forme détaillée, v) une analyse de l'optimisation de l'emploi des ressources du portefeuille cumulé, et vi) le cadre de résultats pour les communications de CIWA.



THÉORIE DU CHANGEMENT DE CIWA

	Appuie le renforcement durable des capacités en matière d'	Appuie le renforcement durable des capacités des	Influence les activités régionales liées à l'eau en matière d'	
	Information	Institutions	Investissements	Vision de CIWA
Parité femmes-hommes et inclusion sociale	...sur les inégalités liées à la parité femmes-hommes et à l'inclusion sociale afin d'orienter l'élaboration de solutions équitables et inclusives	... en adoptant une approche globale intégrée de la parité femmes-hommes et de l'inclusion sociale	... en apportant un appui à la conception et la mise en œuvre de projets visant à remédier aux inégalités liées à la parité femmes-hommes et à l'inclusion sociale concernant les moyens de subsistance, l'emploi, les actifs, la gestion du temps et les normes sociales	Les institutions et les programmes de gestion des eaux transfrontalières en Afrique subsaharienne sont déterminés à donner aux femmes et aux hommes des chances égales de devenir des agents de changement et des décideurs dans les opérations de gestion des eaux transfrontalières, et sont en mesure de le faire
Biodiversité et conservation	... pour promouvoir la gestion intégrée de la biodiversité aux niveaux national et régional	... afin que les processus écologiques et de la biodiversité soient pris en compte dans les politiques et l'aménagement du territoire afin de protéger les habitats clés	... pour donner la priorité à un renforcement et à une augmentation des investissements bénéfiques pour la nature	Encourager la conservation de la biodiversité de façon à donner à des communautés plus résilientes des moyens d'anticiper et d'atténuer les chocs climatiques, de préserver leurs moyens de subsistance, leur santé et leur vie, et d'améliorer la situation économique
Résilience climatique	... pour proposer des plateformes et des services d'information régionaux efficaces qui favorisent le renforcement de la résilience face aux risques liés à l'eau et des mesures visant à lutter contre la diminution des ressources en eau et la dégradation de leur qualité face à l'évolution du climat	... pour être adaptable et assurer une gestion rigoureuse des ressources en eau malgré l'incertitude croissante liée au changement climatique et aux demandes d'eau concurrentes	... en instaurant une plateforme de coopération permettant aux pays riverains d'adopter une approche systémique de la sécurité de l'eau et d'atténuer les conséquences transfrontalières du changement climatique	Les plans de gestion de l'eau et d'investissement de l'Afrique subsaharienne tiennent compte des prévisions de changement climatique (sont adaptés au changement climatique) et les pays riverains adoptent une perspective régionale dans les efforts qu'ils déploient pour faire face aux risques liés au changement climatique
Situation de fragilité, de conflits et de violence (FCV)	... pour permettre aux pays riverains d'anticiper le niveau des ressources en eau disponibles pour leur population et d'atténuer les conflits liés à la pénurie ou à l'insécurité hydrique	...pour aider les parties prenantes touchées par les situations de FCV à préserver et à mettre en valeur les ressources en eau en dépit des difficultés de gouvernance ou des violents conflits	... pour aider les parties prenantes à identifier les facteurs de fragilité et les sources de résilience susceptibles d'influer sur la coopération dans le domaine de l'eau, afin d'éclairer l'identification et la conception d'investissements conjoints	La gestion concertée des ressources en eau transfrontalières dans les bassins touchés par les situations de FCV contribuera à apaiser les tensions, à promouvoir la stabilité et à renforcer la résilience face aux chocs hydriques

CIWA : L'EXERCICE 2025 EN BREF

Personnes qui bénéficient des investissements induits par CIWA

24 MILLIONS DE BÉNÉFICIAIRES

d'investissements mobilisés

62 MILLIONS DE BÉNÉFICIAIRES

From Potential Investments

\$17,4

MILLIARDS

de dollars d'investissement pour gérer les bassins versants, mettre en valeur les eaux souterraines, renforcer les capacités de stockage, etc.

\$10,87

MILLIARDS

de dollars d'investissements potentiels

\$6,52

MILLIARDS

de dollars d'investissements mobilisés



ZONES D'INTERVENTION



AFRIQUE DE L'OUEST
ET AFRIQUE CENTRALE

• BASM



CORNE DE
L'AFRIQUE

• IGAD



AFRIQUE
AUSTRALE

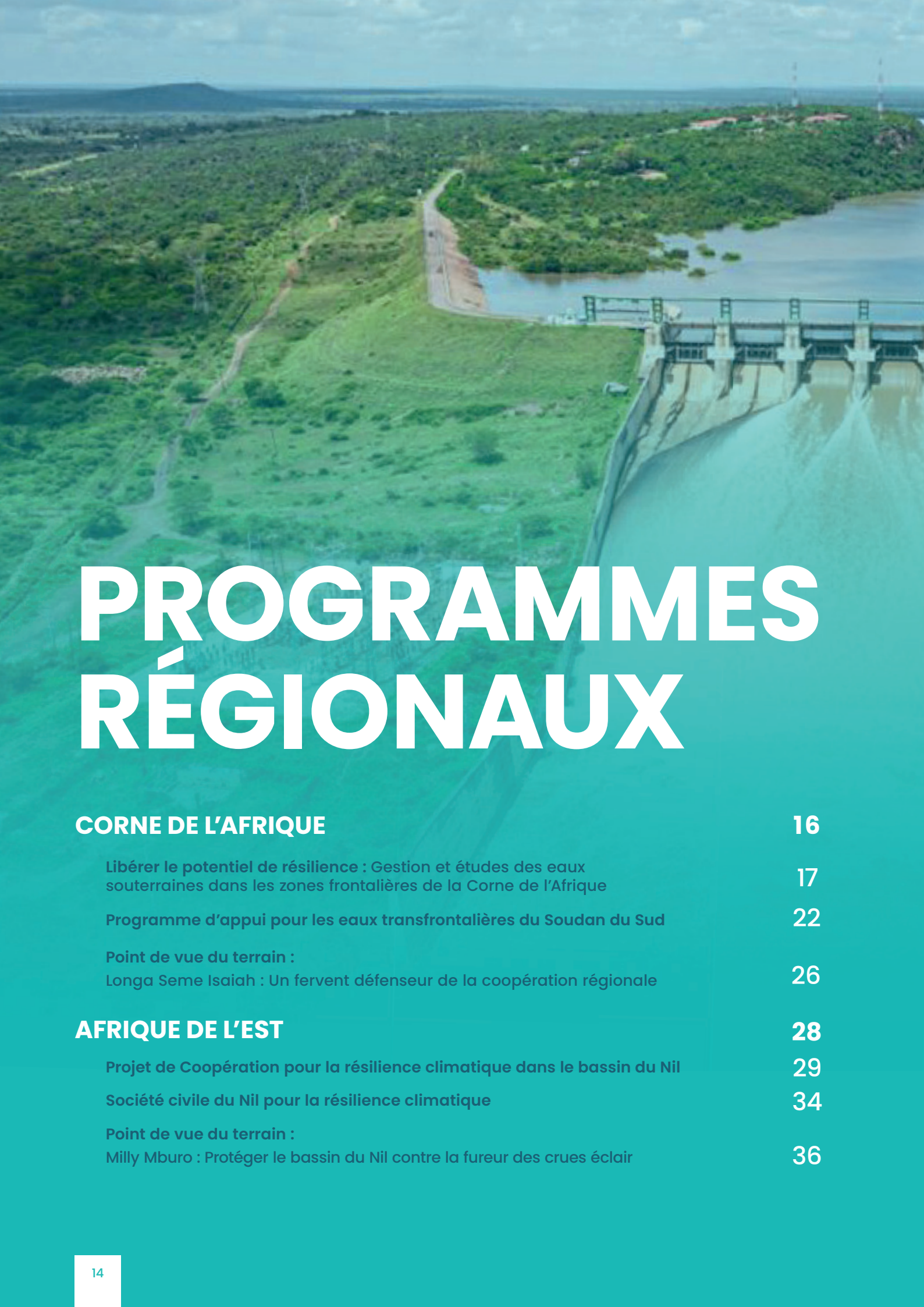
• SADC



BASSIN DU LAC
TCHAD



BASSIN DU NIL



PROGRAMMES RÉGIONAUX

CORNE DE L'AFRIQUE

16

Libérer le potentiel de résilience : Gestion et études des eaux souterraines dans les zones frontalières de la Corne de l'Afrique

17

Programme d'appui pour les eaux transfrontalières du Soudan du Sud

22

Point de vue du terrain :

Longa Seme Isaiah : Un fervent défenseur de la coopération régionale

26

AFRIQUE DE L'EST

28

Projet de Coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil

29

Société civile du Nil pour la résilience climatique

34

Point de vue du terrain :

Milly Mbuho : Protéger le bassin du Nil contre la fureur des crues éclair

36



AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE CENTRALE

Amélioration de la gestion des ressources en eau dans le Sahel central et dans le Sahel occidental

38

Initiative sur la sécurité de l'eau du lac Tchad

39

42

Point de vue du terrain :

Dr. Rafatou Fofana : Fervente militante des outils de données pour la coopération régionale

44

AFRIQUE AUSTRALE

46

Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC – Phase II

47

l'initiative de renforcement des organismes de bassins transfrontaliers grâce à l'élaboration de programmes et à l'accroissement des capacités en Afrique

54

Point de vue du terrain :

Chipo Mungenge : Œuvrer pour un monde respectueux de la biodiversité

56

Vue aérienne du barrage de Corrunama (Mozambique) © RCRP/CIWA

CORNE DE L'AFRIQUE

Après avoir subi la pire sécheresse qui se soit abattue sur la région en quarante ans, la Corne de l'Afrique est aujourd'hui en proie à des inondations récurrentes, en même temps qu'à des conflits, à une invasion de criquets pèlerins et à l'instabilité politique. Au cours de l'exercice 2025, CIWA a renforcé son appui à la sécurité de l'eau dans la région en améliorant l'accès aux eaux souterraines – une ressource vitale – en enrichissant la base des connaissances régionales, en renforçant les capacités dont disposent ses partenaires pour les gérer et les exploiter de manière durable, et en promouvant les initiatives régionales visant à renforcer la résilience à long terme. Le programme a également favorisé le dialogue et la coopération entre les pays de cette région exposée à de multiples risques de conflit.

LIBÉRER LE POTENTIEL DE RÉSILIENCE

Gestion et études des eaux souterraines dans les zones frontalières de la Corne de l'Afrique

CONTEXTE

La partie orientale de la Corne de l'Afrique reste confrontée à la hausse des températures, la variabilité accrue des précipitations ainsi qu'à l'accroissement de la fréquence et de l'intensité des inondations et des périodes de sécheresse. La région a connu des pluies et des inondations extrêmes entre 2019 et 2020, suivies d'une longue période de sécheresse de 2020 à 2023, puis d'importantes inondations de 2023 à 2024. Ces phénomènes, aggravés par le changement climatique, nuisent à l'agriculture, à l'élevage et à la pêche, et accentuent l'insécurité alimentaire et la pauvreté. La région est très vulnérable comme en témoignent les baisses significatives des rendements agricoles et une augmentation du stress et de l'insécurité hydriques. La propagation de maladies, la surexploitation des ressources, les conflits et l'affaiblissement des différents services sont autant d'effets indirects qui touchent de manière disproportionnée les femmes et les groupes de population vulnérables, qui sont davantage touchés par la pauvreté, ont une charge de travail plus lourde et une plus grande dépendance aux ressources naturelles.

La raréfaction des eaux de surface due à une évapotranspiration élevée rend l'utilisation durable des eaux souterraines essentielle au développement économique, à la paix et à la sécurité. Les zones frontalières de la Corne de l'Afrique, où les institutions sont fragiles, présentent un risque élevé de conflit dû aux pressions climatiques sur les ressources naturelles, une situation qui affecte les moyens de subsistance et les communautés.

L'utilisation durable des eaux souterraines favorise la résilience climatique et la sécurité hydrique, contribuant ainsi à lutter contre les causes de conflits et de migrations. Les eaux souterraines permettent d'atténuer les effets de la sécheresse et offrent un potentiel économique, notamment en renforçant les moyens de subsistance, mais elles restent mal comprises dans les zones en situation de fragilité. Ces ressources sont sous-exploitées en raison du manque de connaissances et de données, de l'insuffisance des infrastructures, de faiblesses institutionnelles et de gouvernance, ainsi que de contraintes financières et de capacités.

Compte tenu de la complexité des zones frontalières, le programme GW4R (*Groundwater for Resilience*) de la Banque mondiale sur la mise en valeur des eaux souterraines pour la résilience de la Corne de l'Afrique nécessite un suivi adapté, des mécanismes d'apprentissage et un renforcement institutionnel ciblé pour soutenir la coopération régionale autour des eaux souterraines. C'est précisément l'objectif de l'initiative de CIWA intitulée « Libérer le potentiel de résilience : gestion et études des eaux souterraines dans les zones frontalières de la Corne de l'Afrique ».

Au cours de l'exercice 2025, l'initiative « Libérer le potentiel de résilience » a développé une nouvelle approche d'utilisation des données issues du Système d'information de gestion (SIG) du programme GW4R dans les pays couverts par la phase I (Éthiopie, Somalie et Kenya). Les enseignements tirés des données recueillies sur le terrain et à l'échelle locale ont permis d'approfondir les analyses du SIG et d'intégrer par la suite les enseignements dans le programme GW4R.

Les experts de la Banque mondiale et les agences des Nations Unies (PNUD, UNESCO et UNICEF) ont utilisé ces connaissances pour renforcer la mise en œuvre à travers les trois piliers d'apprentissage de l'initiative « Libérer le potentiel de résilience ».

Au cours de sa quatrième année de mise en œuvre, l'initiative « Libérer le potentiel de résilience » a consolidé l'utilisation des données dans le cadre du programme GW4R mené dans les trois pays participants. L'appui de CIWA a contribué à renforcer la gestion conjointe des ressources en eaux souterraines transfrontalières entre les pays concernés et à évaluer la faisabilité de nouveaux investissements résilients dans la Corne de l'Afrique. Les outils et produits du savoir développés dans le cadre de l'initiative améliorent l'implication des communautés, l'application des mesures de sauvegarde environnementale et sociale, et assurent la résilience climatique ainsi que la durabilité du fonctionnement et de la maintenance des systèmes d'approvisionnement en eaux souterraines. Les retours d'expérience issus du terrain et les apprentissages tirés de la mise en œuvre du programme GW4R continuent d'être diffusés auprès des professionnels de l'eau aux niveaux national et régional afin de renforcer les capacités institutionnelles. Grâce à l'appui de CIWA, le programme GW4R continue d'avoir un impact positif sur les approches de gestion des eaux souterraines dans toute la Corne de l'Afrique.

PROGRÈS RÉALISÉS

Composante 1 : Amélioration des connaissances et de l'apprentissage sur les eaux souterraines dans la Corne de l'Afrique

Cette composante couvre le développement et l'utilisation de la plateforme de suivi à distance du programme GW4R et de son système d'information de gestion (SIG), fondé sur la plateforme GEMS (*Geo-Enabling Initiative for Monitoring and Supervision*) de la Banque mondiale. Le SIG permet d'améliorer le suivi dans les contextes de fragilité, conflit et violence (FCV), et de produire des outils de recherche et de formation autour des trois piliers d'apprentissage suivants : i) prestation de services durable en matière d'eaux souterraines ; ii) rôle des eaux souterraines dans la réduction de la fragilité et le renforcement de la résilience dans les zones frontalières ; iii) eaux souterraines et intégration régionale.

Au cours de l'exercice 2025, l'appui de CIWA a permis d'enrichir la plateforme avec de nouvelles couches spatiales essentielles, notamment la salinité, la présence de fluor, la sécheresse et la productivité de l'eau. Le SIG est désormais relié aux ensembles de données de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) sur l'hydrologie régionale. Ces ajouts ont renforcé les capacités d'analyse sur site pour les travaux d'infrastructure, et offrent un appui concret aux unités d'exécution des projets. L'initiative « Libérer le potentiel de résilience » a soutenu des sessions de formation initiale et de remise à niveau sur le SIG pour 130 membres du personnel

des unités d'exécution, dont environ un tiers de femmes. Des améliorations de l'interface du tableau de bord ont également été réalisées à partir des retours des utilisateurs.

Le SIG recense un total de 1 038 sites d'investissement potentiels, notamment des points de construction ou de réhabilitation pour l'approvisionnement en eau rurale, des sites d'irrigation, des emplacements envisageables pour la recharge dirigée des aquifères, ainsi que des forages d'exploration et de surveillance. Diverses parties prenantes utilisent la plateforme pour produire des analyses localisées qui éclairent directement la mise en œuvre du programme GW4R : l'agence de suivi tiers examine les fiches des sites un par un ; les partenaires des Nations Unies réalisent des analyses contextuelles ; l'UNICEF utilise les données pour recommander des modèles optimisés d'exploitation et maintenance ; et l'hydrogéologue du projet s'est appuyé sur le SIG pour sélectionner la deuxième vague d'investissements dans les eaux souterraines dans cinq comtés du Kenya. Le SIG commence également à servir au suivi de la fonctionnalité des ouvrages, notamment dans six sites

récemment achevés en Éthiopie. Ce projet pilote pourrait contribuer aux efforts nationaux visant à développer un SIG dédié au suivi de l'avancement et de la performance des sites. Parallèlement, l'Autorité des ressources en eau met en place un outil de suivi destiné aux associations des usagers de l'eau, en s'appuyant sur les éléments développés dans le SIG.

Accélération des progrès amorcés l'année précédente, l'initiative « Libérer le potentiel de résilience » a amélioré et opérationnalisé le Système d'information sur les eaux souterraines de l'IGAD (IGAD GWIS)¹ – une plateforme centralisée de stockage, de visualisation et de diffusion des données. Ce système vise à renforcer la transparence, la planification fondée sur les données et la prise de décision autour des eaux souterraines. Le partenariat Banque mondiale – UNESCO, soutenu par CIWA, a joué un rôle clé dans la définition des normes de données, leur collecte et leur partage régional, en s'appuyant sur de larges consultations avec les parties prenantes, ainsi que dans l'assistance technique à la conception du portail de données du IGAD GWIS.

PRODUITS DU SAVOIR :

Rôle des eaux souterraines dans la réduction de la fragilité et le renforcement de la résilience dans les zones frontalières



Directives sur la mobilisation communautaire :

L'appui de CIWA a permis au projet d'achever l'élaboration et la mise en œuvre de directives relatives à la mobilisation communautaire. Celles-ci appellent à la collaboration entre spécialistes des questions sociales, environnementales, de genre et techniques pour s'assurer que les investissements répondent aux besoins de l'ensemble des membres de la communauté. Elles veillent également à ce que la conception des sous-projets prenne en compte les femmes et les groupes de population vulnérable, et que les conflits soient identifiés et pris en charge dès les premières phases, de manière à permettre de mettre en place des mesures d'atténuation adaptées.



Analyse de la sensibilité aux conflits :

L'équipe a utilisé l'outil d'évaluation de la sensibilité aux conflits, élaboré dans le cadre de cette initiative, pour mener une analyse sur certains sites d'investissement du programme GW4R au Kenya. Cet outil a permis de mettre en évidence les risques transfrontaliers et de définir des stratégies d'atténuation appropriées.



Directives sur les parcours pastoraux :

L'équipe a élaboré des directives spécifiques pour les parcours pastoraux, afin d'aligner les interventions sur les eaux souterraines avec les stratégies de résilience des éleveurs nomades, et de garantir la mise en œuvre de mesures de sauvegarde appropriées lors de la réalisation du programme GW4R, notamment en ce qui concerne la dégradation de l'environnement, les conflits et les menaces pesant sur les moyens de subsistance des communautés.



Note de politique – Gestion des eaux souterraines dans la Corne de l'Afrique :

En collaboration avec l'Institut de la Vallée du Rift et le Centre for Humanitarian Change, l'équipe du projet a étudié le rôle des eaux souterraines dans la réduction de la fragilité et le renforcement de la résilience dans les zones frontalières de la Corne de l'Afrique. Elle s'est appuyée sur les résultats de cette étude pour produire une note de politique contenant des recommandations à l'attention des décideurs et des acteurs du développement et de l'humanitaire, prônant des approches de mise en valeur des ressources en eaux souterraines qui permettent de réduire les conflits et la fragilité. Ces recommandations préconisent notamment d'accorder une plus grande attention aux dynamiques de conflit, à la gouvernance et au contrôle dans la conception des projets ; de promouvoir une gouvernance plus souple intégrant les institutions formelles et informelles dans la gestion de l'eau ; d'élargir les processus de consultation et de mobilisation lors du développement des projets d'eau ; de clarifier et rendre plus équitables les accords de partage de l'eau, tout en mettant l'accent sur leur mise en œuvre effective ; d'accroître la résilience climatique des projets hydriques ; et de veiller à ce que la mise en valeur des eaux souterraines soit sensible aux conflits et adaptée au contexte.



Directives sur la salinité :

Des technologies d'osmose inverse sont actuellement expérimentées à titre pilote dans le comté de Wajir, au Kenya, dans le cadre de réseaux d'eau ruraux, afin de lutter contre la forte salinité, la présence de fluor et d'autres problèmes liés à la minéralisation. Les enseignements issus de ce projet pilote serviront à enrichir les directives sur la salinité, en particulier pour guider la sélection des sites d'approvisionnement en eau.

¹water.igad.int/gwis.php

Eaux souterraines et intégration régionale

Projets pilotes d'investissement transfrontalier dans les eaux souterraines :

Après dix-huit mois d'examen, le gouvernement kényan a approuvé le protocole d'accord facilité par l'IGAD pour le projet pilote Dhobley-Liboi, initialement identifié dans l'initiative de CIWA sur les eaux souterraines dans la Corne de l'Afrique, aujourd'hui clôturée. Ce protocole a été transmis au gouvernement somalien pour approbation en juillet 2025. Il s'agit d'investissements simultanés dans la mise en valeur des eaux souterraines, destinés aux communautés situées de part et d'autre de la frontière. L'accord définit les modalités de développement et de coordination du projet pilote ainsi que des futurs investissements dans l'aquifère de Merti. Il établit des comités de gestion conjoints et précise les rôles de chaque partie. Le processus a été porté par l'assistance technique continue de CIWA, qui s'est révélée essentielle pour maintenir le dialogue et instaurer la confiance. L'appui de CIWA contribue également à intégrer les

dimensions transfrontalières dans la conception des projets et les investissements, tout en assurant le suivi des interactions informelles de part et d'autre de la frontière via le système SIG, afin de documenter les dynamiques en jeu, les opportunités d'engagement futur et les possibilités de mise à l'échelle.

Études de faisabilité conjointes sur les aquifères transfrontaliers :

S'appuyant sur les enseignements tirés du projet pilote Dhobley-Liboi, l'appui de CIWA a permis de faire progresser l'agenda régional sur les eaux souterraines. Trois études de faisabilité sur les infrastructures d'eaux souterraines transfrontalières sont en cours dans les bassins du Shebelle et du Juba. Des études régionales conjointes sont également menées, notamment la cartographie en cours du potentiel de recharge des eaux souterraines à l'échelle de la Corne de l'Afrique. L'initiative « Libérer le potentiel de résilience » a joué un rôle déterminant dans la poursuite du dialogue et dans la qualité technique de ces livrables.





Liste de contrôle pour les investissements dans l'approvisionnement en eau souterraine résilient au client en milieu rural :

La liste de contrôle a été appliquée à 114 sites pendant la phase de conception des projets liés aux eaux souterraines. Elle repose sur des critères complets relatifs à la résilience climatique et à la durabilité des investissements, veillant à ce que les schémas de conception soient pensés à l'échelle du système afin d'optimiser le rapport coût-efficacité, de garantir une passation des marchés de qualité, de mettre en place des mécanismes dédiés à l'exploitation et à la maintenance, et d'inscrire les investissements dans la durée en responsabilisant les communautés et les autorités locales, plutôt qu'en s'appuyant sur des ONG. En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'équipe de la Banque mondiale s'est rendue sur la plupart de ces sites, accompagnée par l'unité chargée de la mise en œuvre du projet, afin d'examiner la mise en œuvre, de renforcer les capacités, et de produire des notes vulgarisation sur la manière d'appliquer la liste de contrôle.

Analyses du marché du forage pour l'eau souterraine en Éthiopie, au Kenya et en Somalie :

En partenariat avec l'UNICEF, une analyse est actuellement menée pour mieux comprendre le marché du forage de puits dans la région, dans le but d'aider le programme GW4R à garantir un accès aux eaux souterraines plus rentable, de meilleure qualité et plus durable. L'étude, qui touche à sa fin, a mobilisé des entreprises de forage privées, des institutions publiques et des ONG dans les trois pays afin d'évaluer la capacité technique et opérationnelle du secteur. Elle examine les procédures opérationnelles standard du forage et les projets antérieurs pour faire ressortir les bonnes pratiques, les risques techniques, les mesures d'atténuation possibles et les lacunes de capacité dans le secteur. Une des recommandations porte sur le renforcement de la gestion contractuelle afin d'améliorer la supervision et la redevabilité. La mise en œuvre des travaux prévus permettra de créer un nombre significatif d'emplois dans les zones rurales ciblées de la Corne de l'Afrique et de favoriser la participation du secteur privé local au développement des infrastructures hydrauliques, ainsi qu'à leur exploitation et leur maintenance, s'il manifeste un intérêt à cette fin.

Recherche opérationnelle sur les modèles de gestion des services d'eau en milieu rural dans la Corne de l'Afrique :

Cette étude, menée avec toutes les équipes nationales du programme GW4R, vise à définir des structures de gouvernance et d'exploitation et de maintenance solides et adaptées à chaque pays, pour garantir la durabilité des services d'approvisionnement en eau en milieu rural dans l'ensemble des pays du programme GW4R. Elle explore les facteurs de réussite ou d'échec des différents modèles de gestion, ainsi que les raisons pour lesquelles des modèles similaires réussissent dans certains contextes, mais échouent dans d'autres. Des cadres de gouvernance et d'exploitation et de maintenance adaptés aux contextes et aux capacités des gouvernements, des communautés et des prestataires privés sont élaborés en collaboration avec les partenaires nationaux et locaux. L'étude est désormais dans sa phase finale, avec des ateliers organisés dans chaque pays du programme GW4R afin de recommander des modèles de gestion spécifiques pour chaque infrastructure hydraulique.

Sur la base des enseignements tirés de cette recherche, le Kenya et la Somalie étudient la possibilité d'élargir le rôle du secteur privé local et de confier la gestion, l'exploitation et la maintenance des installations à des opérateurs professionnels en milieu rural, afin d'en renforcer la durabilité. Le Kenya prépare un projet pilote pour la gestion professionnelle de 33 systèmes d'eau relevant du programme GW4R, avec un financement basé sur les résultats pour encourager la performance des opérateurs.

Composante 2 : Renforcement des capacités institutionnelles pour la gestion des eaux souterraines

Troisième Forum régional de l'eau de l'IGAD à Addis-Abeba : Avec l'appui de CIWA et du programme GW4R, le troisième Forum régional de l'eau de l'IGAD s'est tenu en mai 2025. Une centaine de participants se sont réunis pour discuter des priorités stratégiques régionales et valider les premières conclusions des travaux d'analyse en cours dans les domaines mentionnés précédemment. Cette plateforme a permis de consolider l'adhésion politique en faveur de la gouvernance des eaux souterraines transfrontalières, un enjeu critique à la réussite du programme GW4R.

Avec l'appui de CIWA, l'IGAD et l'équipe de l'initiative « Libérer le potentiel de résilience » ont organisé le quatrième atelier semestriel d'apprentissage, réunissant les coordinateurs nationaux et les membres des équipes projet des pays de la Corne de l'Afrique, aux côtés de représentants de l'IGAD, de l'UNICEF, du PNUD et de bureaux d'études. L'événement a permis de faire le point sur l'avancement du programme GW4R, d'en tirer les enseignements et de discuter des principaux défis et opportunités liés à la gestion durable des eaux souterraines et à la coopération régionale dans la Corne de l'Afrique. L'atelier a contribué à mieux aligner les priorités des États membres et à renforcer la compréhension mutuelle des enjeux liés aux eaux souterraines. Par ailleurs, des réunions nationales des groupes de réflexion nationaux se tiennent toutes les deux semaines, réunissant les ministères et agences concernés : le ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Irrigation du Kenya ; l'Autorité des ressources en eau du Kenya ; le ministère de l'Eau et de l'Énergie d'Éthiopie ; et le ministère des Ressources en eau et de l'Énergie de Somalie. Ces réunions constituent une plateforme d'échange technique continu et de suivi de la mise en œuvre.

PROCHAINES ÉTAPES

L'équipe du projet compile l'ensemble des travaux d'analyse utilisés durant la conception et la mise en œuvre du projet dans un rapport complet, qui couvre également l'ensemble des activités de renforcement des capacités et des formations visant à transférer les connaissances acquises aux unités opérationnelles de la Banque mondiale. D'autres activités d'analyse, d'application des connaissances et de renforcement des capacités se poursuivront dans les domaines stratégiques pertinents pour la mise en œuvre du projet.

PROGRAMME D'APPUI POUR LES EAUX TRANSFRONTALIÈRES DU SOUDAN DU SUD

CONTEXTE

Le Soudan du Sud dispose de vastes ressources en eau, notamment la zone humide du Sudd, l'une des plus grandes au monde. Près de 90 % des eaux de surface du pays sont partagées avec des États voisins, ce qui fait de la gestion de l'eau un enjeu crucial pour le développement national et la stabilité régionale. Ces ressources sont essentielles à l'agriculture, aux moyens de subsistance et aux services écosystémiques, mais elles sont soumises à des pressions croissantes liées au changement climatique, à la croissance démographique, aux conflits et aux déplacements forcés. La zone humide du Sudd joue un rôle fondamental dans l'hydrologie régionale, la biodiversité et la régulation du climat. Elle contribue à l'atténuation des crues, à la circulation de l'humidité et au stockage du carbone, au bénéfice de l'ensemble des pays riverains du Nil.

Le Soudan du Sud, qui doit gérer durablement ces ressources naturelles, se heurte à d'importantes difficultés en matière de gouvernance de l'eau. Le pays souffre de capacités institutionnelles limitées, d'infrastructures insuffisantes et de contraintes techniques et financières qui restreignent sa capacité à participer aux initiatives régionales de gestion de l'eau, telles que les activités de l'Initiative du bassin du Nil (IBN). La faiblesse des systèmes d'alerte précoce et la disponibilité limitée des données aggravent les effets de la variabilité climatique, notamment la fréquence des inondations et des sécheresses.

En août 2024, le Soudan du Sud a connu des inondations sans précédent depuis 60 ans, causées par de fortes précipitations, une montée record du niveau du lac Victoria et les effets d'El Niño. Ces événements ont dévasté les terres agricoles et provoqué une famine généralisée, des épidémies et des déplacements de population. Le Soudan du Sud est le pays le plus vulnérable au changement climatique dans le monde, avec le plus faible niveau de capacité d'adaptation, selon l'indice INFORM de l'Union européenne.

Ces difficultés sont accentuées par l'histoire récente du pays, marquée par la violence, qui a entraîné des déplacements massifs de population et accru la vulnérabilité tant des réfugiés que des communautés d'accueil. De graves inondations ont exacerbé la crise humanitaire dans le pays, provoquant le déplacement interne de 2 millions de Soudanais du Sud, qui viennent s'ajouter aux 576 000 réfugiés qui ont fui les conflits dans les pays voisins.

Une gestion efficace des eaux transfrontalières est essentielle pour le développement durable du Soudan du Sud, la consolidation de la paix et la coopération régionale.

PROGRÈS RÉALISÉS

Le Programme d'appui pour les eaux transfrontalières du Soudan du Sud, qui représente la composante nationale du Programme régional pour la résilience climatique en Afrique de l'Est et australe (RCRP), a achevé sa deuxième année de mise en œuvre, avec des progrès notables dans ses trois piliers, un quatrième ayant été ajouté durant l'exercice 2025. Les activités du programme visent à renforcer les capacités du gouvernement du Soudan du Sud à faire progresser la coopération, la mise en valeur et la gestion des ressources en eau, du niveau local jusqu'au niveau transfrontalier.

PILIER 1 :

Appui à la gestion des eaux transfrontalières et à la planification des ressources en eau

Ce pilier vise à aider les autorités nationales à définir les priorités et plans de gestion de l'eau aux niveaux local, national et régional.

Le programme a permis de faire avancer le dialogue et les consultations entre les autorités nationales, les acteurs humanitaires et les parties prenantes locales, en particulier dans les zones accueillant des réfugiés. Une collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et la Commission des affaires relatives aux réfugiés a permis de recenser de manière exhaustive les agences humanitaires et de développement actives dans les initiatives liées à l'eau dans trois camps de réfugiés et communautés d'accueil sélectionnés. Un rapport sera produit pour améliorer la coordination, combler les lacunes et exploiter les synergies entre les parties prenantes.

Une évaluation holistique des risques climatiques est en cours. Elle se concentre sur les aléas, l'exposition et la vulnérabilité dans les zones accueillant des réfugiés et les communautés d'accueil, et comprendra un inventaire des infrastructures critiques exposées au changement climatique, telles que les routes, les digues anti-crues, ainsi que les systèmes d'eau, d'assainissement et d'hygiène. Les effets du climat aggravent la vulnérabilité des réfugiés et des communautés d'accueil, en raison de leur plus grande exposition aux phénomènes météorologiques extrêmes, de leur dépendance aux ressources naturelles et de leur très faible capacité d'adaptation.

Des interventions ciblées seront définies pour atténuer les risques climatiques pesant sur les réfugiés, les personnes déplacées et les communautés d'accueil. Il s'agira entre autres d'améliorer les politiques et la réglementation, d'intégrer la gestion des risques climatiques dans la planification du développement, de mettre en place des systèmes d'alerte précoce et de surveillance

des aléas, et de prendre des mesures d'atténuation des risques liés à l'approvisionnement en eau et aux infrastructures clés.

Le programme vise à renforcer les institutions et à accroître la capacité des organismes gouvernementaux à gérer des risques climatiques, en s'appuyant sur les meilleures pratiques internationales pour formuler des recommandations sur l'intégration de la gestion des risques climatiques dans les politiques et cadres relatifs aux réfugiés au Soudan du Sud. Des informations ont été diffusées auprès des principales parties prenantes, une cartographie des acteurs a été réalisée, et la collecte de données a été lancée.

PILIER 2 :

Renforcement de l'échange d'informations à l'échelle régionale

Ce pilier vient en appui à l'élaboration de protocoles d'échange d'informations entre le Soudan du Sud et l'IBN, ainsi qu'aux échanges et concertations sur les politiques à mener avec les pays riverains voisins.

L'une des priorités de l'exercice 2025 fut de renforcer les capacités du ministère des Ressources en eau et de l'Irrigation du Soudan du Sud, du Bureau technique régional du Nil oriental (ENTRO) et de l'Unité de coordination du programme d'action subsidiaire des pays des lacs équatoriaux du Nil (NELSAP-CU) en matière de développement de systèmes et services d'alerte précoce multirisques. L'accent a été mis sur l'amélioration du système d'alerte précoce par le renforcement des capacités d'observation, de suivi et de prévision, ainsi que sur l'amélioration de la communication et de la diffusion des alertes. Ces améliorations incluent la diffusion régulière de cartes hebdomadaires de l'observation de la Terre, destinées à appuyer le suivi des crues et la prise de décision. Un second atelier sur les données de suivi en temps réel des inondations a été organisé, réunissant en ligne les équipes du ministère des Ressources en eau et de l'Irrigation, d'ENTRO et de la NELSAP-CU avec pour objectif de renforcer leur compréhension commune des sources de données et des méthodologies

utilisées pour le suivi et la prévision des inondations. L'atelier s'est également concentré sur le renforcement des capacités techniques nécessaires au développement de systèmes d'alerte précoce multirisque, essentiels pour permettre une réponse rapide et efficace aux catastrophes.

Le Programme régional pour la résilience climatique (RCRP) a jeté des bases solides pour la collaboration et l'échange de connaissances entre les pays clients (Comores, Madagascar, Mozambique et Soudan du Sud) et les institutions régionales. En juin 2025, la délégation du Soudan du Sud s'est jointe aux autres pays du RCRP au Mozambique pour un atelier régional. Les sessions ont porté sur la capitalisation des enseignements tirés en vue d'éclairer la conception, la programmation et la maintenance futures des infrastructures. Les discussions techniques ont abordé la gestion résiliente des ressources en eau, la variabilité climatique, les défis liés à l'entretien, et la prise en compte de la dimension de genre.

PILIER 3 :

Production de connaissances et renforcement des capacités

Ce pilier vise à renforcer les capacités fondamentales du secteur et la base de connaissances, en mettant l'accent sur la biodiversité et les situations de FCV.

L'exercice 2025 a été marqué par le renforcement des capacités nécessaires à la future gestion transfrontalière des ressources en eau et à la hiérarchisation des investissements, l'accent étant mis sur la biodiversité et les contextes de FCV afin d'améliorer la prise de décision. Le programme mène une étude stratégique sur les services hydrologiques fournis par les écosystèmes du Soudan du Sud, en particulier la zone humide du Sudd. Cette étude, actuellement en phase de lancement, a pour objectif de produire une analyse approfondie de l'influence des écosystèmes du Soudan du Sud sur l'équilibre hydrologique du bassin du Nil, au bénéfice de l'ensemble des pays riverains. L'étude s'appuie sur les cadres d'analyse de CIWA en matière de FCV et de biodiversité.



RÉSULTATS ATTENDUS DE L'ÉTUDE



Cartographie des écosystèmes et évaluation des services écosystémiques :

Synthèse des données sur l'étendue de la zone humide, les caractéristiques et l'état de la zone humide du Sudd, y compris son lien avec les flux transfrontaliers d'eaux de surface et souterraines. Les livrables comprendront des couches spatiales sur les zones humides et les services écosystémiques, un rapport d'orientation de 20 pages avec des cartes et figures de haute qualité, ainsi qu'une annexe technique de 30 à 40 pages.



Données sur la biodiversité en eau douce :

Établissement de la situation de référence de la biodiversité pour le suivi et l'évaluation, incluant la synthèse des données existantes et l'expérimentation de techniques novatrices de collecte de données (par exemple, enquêtes eADN). Les livrables comprendront une description de la situation de référence de la biodiversité dans la zone humide du Sudd, une documentation des métadonnées, ainsi qu'une note technique fournissant des orientations concrètes pour le suivi de l'impact de la mise en valeur des ressources en eau sur la biodiversité.



Évaluation des pressions multiples et des réponses :

Identification et évaluation des effets des pressions anthropiques (pollution, changement climatique, espèces invasives, etc.) sur les écosystèmes et leurs services. Les livrables comprendront des données spatiales, un rapport d'orientation de 20 à 30 pages et une annexe technique.



Renforcement des capacités et diffusion :

Cette activité prévoit l'élaboration de supports de formation et l'organisation de deux ateliers en vue de renforcer les capacités institutionnelles et de diffuser les résultats.

PILIER 4 :

Intégration des connaissances sur les risques d'inondation et de la planification des infrastructures

Ce nouveau pilier, lancé au cours de l'exercice 2025, vise à renforcer la capacité du Soudan du Sud à planifier, hiérarchiser et mettre en œuvre une gestion résiliente des inondations en intégrant les données sur les risques d'inondation dans les processus décisionnels.

Ce pilier reflète l'élargissement des actions techniques et de renforcement des capacités en appui au ministère des Ressources en eau et de l'Irrigation dans l'amélioration de la gestion des inondations. L'élargissement du champ d'action vise à renforcer l'intégration des connaissances sur les risques d'inondation dans la planification des infrastructures, en mettant l'accent sur la prise de décision fondée sur les données, l'analyse spatiale et la hiérarchisation des investissements. Les activités prévues sont les suivantes :



Analyse des événements passés et des dynamiques hydrologiques, repérage des zones de risque élevé en matière d'inondation :

L'étude s'appuie sur les relevés hydrologiques, les images satellites et les observations de terrain pour analyser les régimes d'inondation et évaluer les flux d'eau transfrontaliers, en prêtant une attention particulière aux infrastructures en amont (telles que le barrage d'Owen Falls en Ouganda) qui régulent et modifient les débits en aval. L'identification des zones de risque élevé permettra de générer des données factuelles pour orienter les stratégies nationales et régionales de gestion des risques d'inondation.



Renforcement des stratégies d'atténuation des inondations :

Évaluation des performances des infrastructures naturelles et construites d'atténuation des inondations, examen des stratégies existantes, intégration de solutions fondées sur la nature, telles que la restauration des écosystèmes et le développement de plans intégrés de gestion des risques d'inondation dans les bassins transfrontaliers.



Renforcement des cadres politiques et réglementaires, mobilisation des parties prenantes et renforcement des capacités :

Mise en place d'un cadre de gestion des bassins versants pour mieux intégrer les risques d'inondation, organisation d'ateliers et renforcement de la collaboration avec les partenaires régionaux.

PROCHAINES ÉTAPES

L'élargissement proposé du programme permettra de prolonger la période de mise en œuvre afin d'intensifier les interventions, en particulier dans le cadre du nouveau pilier consacré à la gestion des inondations. Cet élargissement garantira une plus grande adéquation entre les priorités gouvernementales et celles des partenaires au développement, positionnant le programme comme levier de gestion durable, inclusive et résiliente des ressources en eau au Soudan du Sud et dans la région élargie du bassin du Nil.

S'appuyant sur les avancées réalisées durant l'exercice 2025, le Programme d'appui pour les eaux transfrontalières du Soudan du Sud poursuivra plusieurs activités importantes. Tout d'abord, l'équipe achèvera la cartographie des parties prenantes et l'évaluation de la vulnérabilité climatique. Il s'agira ainsi d'affiner la cartographie initiale en menant davantage d'entretiens sur le terrain et de mener à bien l'évaluation de référence, afin d'obtenir une image plus claire des principaux acteurs, des risques et des actifs dans les zones d'accueil des réfugiés. Ces informations permettront d'élaborer des interventions ciblées.

Par la suite, le programme exploitera les résultats de ces évaluations pour hiérarchiser et mettre en œuvre des interventions renforçant la résilience dans les zones de réfugiés et les communautés d'accueil. Ces efforts incluront des réformes politiques ainsi que des mesures concrètes pour protéger les infrastructures critiques et soutenir les moyens de subsistance.

Le développement des capacités institutionnelles restera une priorité. Le programme accompagnera les agences gouvernementales dans l'intégration de la gestion des risques climatiques dans leur planification du développement, tant au niveau national que local. Des formations et une assistance technique seront dispensées afin que les agences soient davantage en mesure de gérer et de coordonner l'aide apportée aux populations déplacées.

L'échange d'informations à l'échelle régionale sera également renforcé. Le programme visera à mettre en place des protocoles de partage d'informations entre le Soudan du Sud et l'IBN, et poursuivra sa collaboration avec les partenaires régionaux afin d'améliorer les systèmes d'alerte précoce et la planification conjointe de la gestion des risques d'inondation.

La production de connaissances constituera également un axe prioritaire. Le programme approfondira ses travaux sur les services hydrologiques et la gestion des écosystèmes et exploitera les connaissances acquises pour orienter les futurs investissements dans la gestion transfrontalière des ressources en eau. L'objectif est d'assurer que ces investissements s'appuient sur des données solides et soient en adéquation avec les priorités en matière de biodiversité et de FCV.

Enfin, un nouveau pilier sera consacré à l'intégration des connaissances sur les risques d'inondation dans la planification des infrastructures. L'utilisation d'outils de modélisation et d'analyse spatiale permettra au programme d'identifier les zones à haut risque d'inondation et d'orienter un développement résilient afin de protéger les communautés vulnérables. Cela impliquera notamment l'évaluation des infrastructures naturelles et bâties de réduction des inondations, l'analyse des stratégies d'atténuation, l'élaboration d'un cadre de gestion des bassins versants et la mobilisation des parties prenantes à travers des activités de renforcement des capacités.

LONGA SEME ISAIAH

Un fervent défenseur de la coopération régionale

Le Soudan du Sud regorge de ressources en eau. Le Nil, la rivière Sobat et la zone humide du Sud, entre autres, font vivre des millions de personnes et alimentent la croissance économique.

Mais ces sources de subsistance et de développement présentent également de graves risques pour les populations, en raison de la pénurie d'eau pendant la saison sèche et surtout des inondations saisonnières, aggravées par le changement climatique. Dans un contexte de fragilité, de conflit et de violence, le Soudan du Sud est particulièrement vulnérable aux phénomènes météorologiques extrêmes et dispose de moins de capacités pour faire face aux catastrophes qui surviennent. En 2019, de graves inondations ont détruit les moyens de subsistance et bouleversé la vie d'environ un million de personnes.

« Tout le monde a été pris par surprise », déclare Longa Seme Isaiah, analyste en systèmes d'information géographique (SIG) et en données au ministère des Ressources en Eau et de l'Irrigation du Soudan du Sud. « Les maisons ont été inondées, le bétail a été tué, les champs détruits. Les gens ont dû fuir pour sauver leur vie. »

Isaiah était résolu à aider ses compatriotes. Il explique qu'un stage au sein de ENTRO, dans le cadre du projet de coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil (NCCR), a été une expérience transformatrice. Il a en effet permis d'améliorer la capacité de son pays à prévoir et à faire face à des chocs tels que les inondations et les sécheresses grâce à des systèmes d'alerte précoce sophistiqués qui permettent à la population de prendre des précautions. Il en est également ressorti profondément convaincu de l'importance de la coopération transfrontalière.

Les inondations de 2024, dit-il, ont touché 53 % de personnes de moins.

Le triple défi de la fragilité, du changement climatique et de la pauvreté

Depuis 2022, l'indice Inform de l'Union européenne classe le Soudan du Sud comme le pays le plus vulnérable face au changement climatique et le moins à même d'y faire face.

L'un des pays les plus fragiles sur le plan politique, le Soudan du Sud est devenu indépendant en 2011, à la suite d'une guerre civile au Soudan, mais a été confronté à des conflits internes en 2013 et 2016. Sa situation économique reste stagnante.

La pauvreté et l'insécurité alimentaire sont omniprésentes, aggravées par les conflits, les déplacements et les chocs externes. Le Soudan du Sud traverse une crise humanitaire, avec plus d'un million de réfugiés fuyant le conflit qui sévit actuellement au Soudan.

Bien que le pays ait réalisé d'importants progrès malgré les défis considérables auxquels il est confronté, le manque d'infrastructures d'approvisionnement en eau, dont une grande partie a été détruite pendant les années de conflit, et la faible capacité des institutions chargées de la gestion des ressources en eau accentuent sa vulnérabilité, selon l'indice INFORM, outil mondial en open source d'évaluation des risques liés aux crises humanitaires et aux catastrophes.

La Banque mondiale et CIWA s'emploient à changer la donne. Dans le cadre de son programme d'appui pour les eaux transfrontalières du Soudan du Sud, CIWA contribue à la composante nationale du RCRP en renforçant les capacités techniques et les connaissances.

CIWA soutient également les stages au sein de ENTRO, dans le but de renforcer les compétences du personnel chargé de la gestion des ressources en eau. À ce jour, 51 jeunes professionnels sud-soudanais ont été formés à la gestion de l'eau : télédétection par imagerie satellite pour la collecte de données, utilisation des SIG pour l'analyse spatiale, et modélisation hydrologique. Isaiah faisait partie de la promotion 2023 de stagiaires venus d'Égypte, d'Éthiopie, du Soudan et du Soudan du Sud.

Un stage qui change une vie

Né dans le sud du Soudan, mais ayant grandi en Ouganda durant la guerre civile, Isaiah, 41 ans, s'est d'abord formé comme ingénieur en électricité avant de se tourner vers la gestion des ressources en eau. Comme il le dit, « l'eau touche toutes les communautés, et moi, je voulais toucher davantage de vies. »

Il a rejoint le ministère de l'Eau en 2008 et, en 2013, a mis en place la toute première base de données sur les eaux souterraines du pays afin de recenser les points d'eau, le nombre de personnes desservies et leur état de fonctionnement. Cependant, la guerre civile de décembre 2013 a rendu difficiles les mises à jour, et la base de données s'est peu à peu dégradée. Avec le soutien de partenaires, Isaiah et ses collègues s'emploient aujourd'hui à en rétablir le bon fonctionnement.

Le stage d'Isaiah à ENTRO a eu un impact profond. Sa promotion s'est concentrée sur l'analyse des risques d'inondation et l'amélioration des décisions de gestion de l'eau fondées sur les données. Isaiah y a acquis une expérience pratique en modélisation hydrologique et hydraulique, en utilisant les données pluviométriques et hydrologiques pour prédire les inondations avec une plus grande précision, et fournir des prévisions quotidiennes, hebdomadaires et saisonnières.

Ce stage lui a également permis d'approfondir ses compétences en SIG, un outil puissant au service de la gestion des ressources en eau, qui facilite l'analyse spatiale, améliore l'intégration des données et renforce les processus décisionnels.

« Nous utilisons les informations générées par ENTRO et le même système d'information géographique (SIG) pour les diffuser aux niveaux locaux », explique-t-il. « L'avantage du SIG est qu'il nous aide à cerner les zones susceptibles d'être touchées par les inondations, afin que les populations puissent prendre des précautions, par exemple en évacuant les lieux ou en prenant des mesures pour en atténuer les effets », comme la construction de digues. Le ministère diffuse les prévisions d'inondations en ligne, par e-mail aux organisations humanitaires, ainsi qu'aux agriculteurs et aux habitants par radio, télévision nationale et téléphones portables.

Comme le dit Isaiah, le stage lui a aussi montré que « les SIG améliorent la coopération parce qu'ils permettent de délimiter les zones des eaux transfrontalières ». Il reconnaît que « ce fut un tournant dans ma carrière » qui m'a permis de développer une vision régionale et m'a encouragé à promouvoir la coordination transfrontalière pour relever les défis communs liés à l'eau.

« J'ai compris combien la coopération est essentielle, et pourquoi il est si important que les pays du bassin du Nil adoptent et promeuvent la collaboration », explique-t-il. Ma promotion « avait à cœur d'améliorer la collaboration entre nos pays » et continue d'échanger des informations et des connaissances.

« Sans coopération, il y a un risque de conflit qui peut conduire à la guerre », ajoute-t-il. « Nous devons convaincre nos pays que pour prospérer, il faut agir ensemble. Si vous voulez un développement durable, coopérez. Si vous voulez être à la traîne, agissez seul. »



AFRIQUE DE L'EST

L'Afrique de l'Est reste confrontée à des menaces multiples et croissantes, notamment l'insécurité alimentaire et hydrique, la fragilité, les conflits et les déplacements de population. L'aggravation des chocs climatiques a entraîné une famine extrême qui touche des millions de personnes et perturbé les systèmes agricoles et hydriques. L'instabilité persistante est de plus en plus préoccupante : le Soudan du Sud est au bord d'une nouvelle guerre civile, sur fond de conflits ethniques et de menaces pour la sécurité dans la région des lacs équatoriaux du Nil. Les conflits internes se poursuivent en RDC et au Soudan, exacerbant les tensions régionales. CIWA s'efforce de renforcer la résilience régionale face à l'insécurité climatique et hydrique, de faire entendre la voix de la société civile dans les décisions relatives aux ressources en eau et de promouvoir un dialogue équitable et inclusif entre les pays riverains ainsi que la diplomatie de l'eau.

PROJET DE COOPÉRATION POUR LA RÉSILIENCE CLIMATIQUE DANS LE BASSIN DU NIL

CONTEXTE

Une gestion efficace et concertée des ressources en eau transfrontalières du bassin du Nil est essentielle, non seulement pour favoriser la prospérité, mais aussi pour réduire les risques de conflit. Les pays riverains du Nil sont unis par un objectif commun : parvenir à un développement socio-économique durable, ce qui requiert nécessairement une action concertée. Le bassin du Nil, qui s'étend sur 11 pays, regroupe des nations aux caractéristiques diverses, mais toutes engagées à réaliser leurs objectifs de développement national ambitieux qui dépendent fortement d'une utilisation responsable et durable des ressources en eau partagées. En adoptant une approche régionale du développement, ces pays peuvent maximiser les bénéfices et la durabilité de leurs investissements, en exploitant pleinement le potentiel du bassin grâce à une action conjointe et à un soutien mutuel.

Le projet de Coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil (NCCR), lancé en mars 2021, bénéficie d'un financement de 30 millions de dollars de CIWA, et devrait s'achever en novembre 2025. Il met fortement l'accent sur la durabilité et la poursuite des effets du projet au-delà de sa clôture. En offrant une plateforme de coopération entre communautés, décideurs politiques et gestionnaires de l'eau, il vient en appui à l'utilisation durable et équitable des ressources en eau du bassin du Nil, contribuant ainsi à la résilience climatique et au développement régional à long terme. Les efforts concertés des trois centres de l'IBN (ENTRO, NELSAP-CU et Secrétariat de l'Initiative du bassin du Nil [Nile-SEC]), associés à ceux du NBD et de la Commission du bassin du lac Victoria (LVBC), permettent au projet de s'attaquer à des questions prioritaires telles que la gestion des risques d'inondation et de sécheresse, la sécurité des barrages, l'amélioration de la qualité de l'eau et la diffusion d'informations destinées à faciliter la planification d'investissements résilients au changement climatique.

PROGRÈS RÉALISÉS

Plateforme de coopération :

Au cours de l'exercice 2025, le Secrétariat de l'initiative du bassin du Nil a mis à jour sa stratégie de communication et de mobilisation des parties prenantes, et a recruté un spécialiste régional chargé de la communication et de la mobilisation. Une visite immersive à la Commission du cours d'eau du Zambèze (ZAMCOM) a été organisée en juillet 2024 pour les secrétaires permanents en charge de l'eau, des finances et des affaires étrangères des États membres. La Journée annuelle du Nil s'est tenue à Addis-Abeba le 22 février 2025, précédée par une réunion du Conseil des ministres du Nil et une table ronde avec les partenaires de développement, avec la pleine participation des pays du bassin.

La NELSAP-CU a achevé la rédaction de rapports techniques consacrés aux inondations et aux sécheresses, à la sécurité des barrages et à la qualité de l'eau. Elle a également élaboré divers supports de communication, notamment une vidéo explicative sur le système renforcé d'alerte précoce aux crues éclair, des bulletins d'information, ainsi que des notes techniques sur les inventaires de barrages et le cadre de gestion des risques. Des notes de projet supplémentaires ont été produites sur la qualité de l'eau et les crues éclair. Six brochures nationales présentant les avantages que tirent les pays de leur collaboration avec l'Initiative du bassin du Nil (IBN) et de la coopération régionale en général ont été finalisées et publiées. Des journalistes spécialisés en environnement et en sciences, issus des pays du bassin du Nil, ont été formés et continuent de jouer le rôle d'ambassadeurs en mettant en avant des récits qui valorisent la résilience climatique et la planification des investissements.

La quatrième promotion du programme de stages pour jeunes professionnels a été accueillie par le Nil-SEC d'octobre à décembre 2024. Elle comprenait trois participantes, originaires respectivement d'Éthiopie, du Soudan du Sud et du Soudan.



CIWA a soutenu une formation à la sensibilisation et à l'intégration du genre en août 2024 à l'intention du personnel du Nil-Sec et du NBD. La diffusion de la Stratégie d'intégration du genre de l'IBN est prévue pour 2026, en marge de la Journée du Nil. ENTRO, la LVBC et la NELSAP-CU ont également achevé des formations sur le genre intégrant la méthodologie d'Equal Aqua, une plateforme mondiale qui promeut la diversité de genre dans les métiers du secteur de l'eau, afin de cerner les faiblesses dans les pratiques institutionnelles. ENTRO a élaboré un plan d'action institutionnel, en cours de mise en œuvre, et prévoit une formation de deux jours sur le genre et les médias en septembre 2025 pour la région du Nil oriental. La NELSAP-CU appuie la prise en compte des questions de GESI lors des consultations avec les parties prenantes dans les zones sujettes aux inondations et les points sensibles en matière de qualité de l'eau en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda, au Rwanda, au Soudan du Sud et en Tanzanie. Dans le cadre de son Plan d'action genre, visant à améliorer les perspectives d'emploi équitables à tous les niveaux, la NELSAP-CU a recruté une responsable des ressources humaines, des stagiaires et une chargée de communication, afin d'encourager la participation des femmes dans les institutions travaillant sur les ressources en eau transfrontalières.

Services d'information innovants pour une planification des investissements résiliente au climat :

Le Secrétariat de l'initiative du bassin du Nil procède au recrutement d'un cabinet qui sera chargé de renforcer et d'affiner le système de prévision des débits du bassin du Nil et de publier un bulletin mensuel de prévision de la sécheresse à l'échelle du bassin, à destination des parties prenantes. Un atelier hybride a été organisé pour former les participants aux produits d'observation de la Terre et à GeoGLOWS (*Group on Earth Observations Global Water Sustainability*), un cadre essentiel de gestion des ressources en eau qui fournit des capacités mondiales de modélisation et de prévision hydrologique adaptées aux besoins régionaux.

ENTRO a mené à bien l'étude basée sur le système GeoNetCast d'EUMETSAT, un réseau mondial de diffusion de données environnementales par satellite, et a tenu une consultation avec les parties prenantes pour évaluer le modèle de planification des ressources en eau existant et élaborer un rapport d'analyse des besoins et des lacunes en matière de planification des ressources en eau.

ENTRO a également piloté une étude sur l'irrigation hydro-intelligente, débutant par un atelier de lancement en janvier 2025 à Entebbe (Ouganda), suivi d'un rapport diagnostique final et de directives complètes sur l'irrigation hydro-intelligente. Le Tableau de bord de l'irrigation hydro-intelligente pour le bassin du Nil a été lancé en juin 2025. Le projet s'est clôturé par un atelier de validation et de formation à Nairobi (Kenya), où les participants ont été formés aux dernières technologies d'observation de la Terre afin de renforcer les pratiques d'irrigation hydro-intelligente dans l'ensemble du bassin.

Atténuation des risques d'inondation et de sécheresse :

Le Comité technique consultatif des lacs équatoriaux du Nil a donné son accord provisoire en juillet 2024 au [système de prévision et d'alerte précoce aux crues éclair](#) de la NELSAP-CU, en vue de sa mise en œuvre au niveau national. Ce système, désormais opérationnel, a permis d'émettre des alertes pendant les saisons de crue dans les pays du bassin du Nil. Il est désormais mis en lien avec le Portail intégré des connaissances, permettant l'envoi d'alertes par courriel à différents niveaux (administratif, bassin, pays).

Le [système renforcé d'alerte précoce des crues éclair dans le Nil oriental](#) (EN-FFEWS) est désormais pleinement opérationnel

pour les zones de Tekeze-Setit-Atbara, Nil Bleu, lac Tana et Baro-Akobo-Sobat. Il compte 35 points de prévision, et intègre effectivement les données de précipitation de 55 bassins versants. Les systèmes de modélisation sont hébergés sur des machines virtuelles Azure du Nil pour l'informatique en nuage, en attente de l'installation du Modèle de recherche et de prévision météorologique (WRF) dans le cloud de l'IBN.

Par le passé, le NBD a collaboré avec ENTRO pour mener des ateliers communautaires de préparation aux inondations, lesquels ont abouti à l'élaboration de plans de sensibilisation, de préparation et de gestion des crues pour 17 sites vulnérables aux inondations. Ces actions étaient fondées sur une évaluation de l'impact sexospécifique d'un système d'alerte précoce menée à Juba (Soudan du Sud) avec le soutien du fonds fiduciaire GFDRR. Pendant la saison des crues 2024, ENTRO a testé les résultats des modèles de crue et renforcé sa coopération avec les pays du Nil oriental, notamment par la diffusion d'alertes via les réseaux sociaux. Une formation de renforcement des capacités a été dispensée aux experts du système EN-FFEWS, dont ont bénéficié plus de 200 parties prenantes. Ces efforts ont permis d'améliorer considérablement la précision des prévisions ainsi que la diffusion d'informations cruciales, renforçant ainsi la préparation face aux inondations dans la région.

ENTRO a finalisé et mis en service le tableau de bord du système d'alerte précoce à la sécheresse du Nil, un outil complet conçu pour renforcer la préparation régionale grâce à une modélisation hydrologique avancée, à l'identification et à la détection des changements des plans d'eau de surface, ainsi qu'à la surveillance et à la prévision des sécheresses. S'appuyant sur des systèmes de données robustes facilitant à la fois le partage d'informations et l'implication des utilisateurs, le tableau de bord a fait l'objet d'un processus rigoureux de validation en deux étapes : une première validation provisoire menée en janvier 2025 à Nairobi (Kenya) par le Comité technique consultatif du Nil, le groupe de travail technique sur les inondations et les sécheresses, ainsi que les partenaires régionaux ; puis une validation finale de la version définitive par le Comité technique consultatif du Nil en mai 2025, marquant l'achèvement du tableau de bord du système d'alerte précoce à la sécheresse du Nil.

Planification et hiérarchisation des investissements dans la qualité de l'eau :

Le Nile-Sec a achevé la mise au point d'une base de données sur la qualité de l'eau, dans laquelle les données historiques ont été intégrées. Des données plus récentes du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie y ont été ajoutées, et la base de données fera l'objet de mises à jour régulières.

Le Nile-Sec procède à l'acquisition de kits de terrain pour la mesure de la qualité de l'eau, d'équipements de laboratoire et d'instruments destinés à être installés dans l'ensemble des pays du bassin du Nil. Le matériel a été livré dans six pays, et l'installation est finalisée au Burundi et au Rwanda. Une fois l'ensemble des équipements installés et calibrés, les données collectées viendront alimenter la base de données sur la qualité de l'eau. Le Nile-Sec prépare également des documents de synthèse sur le projet, un manuel de référence sur la qualité de l'eau, des supports d'apprentissage en ligne et un documentaire vidéo sur les interventions du projet. Une carte des risques liés à la qualité de l'eau a été produite et imprimée.

L'analyse multicritère sur la qualité de l'eau, menée par la NELSAP-CU, a permis de repérer et de classer les principaux points sensibles. Les sites retenus – le golfe de Mwanza (lac Victoria) en Tanzanie, le Gilgel Abbay (affluent du lac Tana) en Éthiopie, la rivière Akagera au Rwanda, et le tronçon du Nil Blanc allant de Malakal (Soudan du Sud) à Assalaya (Soudan) – ont fait l'objet d'une analyse approfondie afin de déterminer les principaux facteurs de pollution et leurs causes sous-jacentes. Une série

d'interventions, tant structurelles que non structurelles, ont ensuite été définies. Ces interventions ont été évaluées pour permettre leur intégration dans des stratégies cohérentes et l'élaboration d'actions stratégiques chiffrées. Les rapports finaux des volets 1 et 2 ont été soumis en août 2025.

La Commission du bassin du lac Victoria (LVBC) a rédigé deux documents importants : la Politique de gestion de la qualité de l'eau de la Communauté de l'Afrique de l'Est et le projet final de Stratégie et plan d'action pour la gestion de la qualité de l'eau.

La Banque mondiale a publié un document sur la Stratégie d'assainissement inclusif à l'échelle du lac, s'appuyant en partie sur les résultats de cette composante du projet NCCR. L'équipe

du projet finalise actuellement les consultations nationales sur les interventions potentielles en matière de qualité de l'eau et les options de gestion, tout en développant des modèles de qualité de l'eau dans le cadre de l'analyse multicritère. L'installation des équipements de surveillance de la qualité de l'eau est en cours, mais est compliquée par la situation sécuritaire dans plusieurs pays.



Renforcement des capacités en matière de sécurité des barrages :

Dans ce domaine thématique, la NELSAP-CU a bien avancé, plusieurs activités étant proches de leur achèvement. Les données collectées dans le cadre de l'inventaire régional des barrages ont été intégrées dans une base de données en ligne centralisée, validée au niveau de la gouvernance, et désormais accessible sur le site web de l'Initiative du bassin du Nil (IBN). La NELSAP-CU a également facilité des missions de terrain visant à valider certains enregistrements nouvellement ajoutés qui ont été relevés par télédétection. Ces visites de terrain ont eu lieu en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda, au Rwanda et en Tanzanie.

La mise en place et le renforcement des unités de sécurité des barrages au niveau national ont fait l'objet de plusieurs cycles d'amélioration de la qualité. De nouvelles unités ont été mises en place au Burundi, en République démocratique du Congo (RDC) et au Soudan du Sud.

ENTRO poursuit ses activités dans ce domaine thématique. Il a finalisé le Cadre réglementaire de référence et ses produits associés. Une feuille de route de mise en œuvre a été élaborée pour chaque État membre participant, et ENTRO travaille avec chaque pays pour renforcer la sensibilisation et l'adoption de ces documents de référence.

PROCHAINES ÉTAPES

Le système d'alerte précoce à la sécheresse est en cours de développement depuis octobre 2023 et sera validé au cours de l'exercice 2026, parallèlement au renforcement des capacités de prévision de la sécheresse dans les centres nationaux de prévision. ENTRO impliquera des jeunes professionnels dans les activités de prévision et d'alerte précoce durant la saison des crues 2025 pour les pays du Nil oriental, tandis que la NELSAP-CU poursuivra la diffusion des prévisions d'inondations soudaines dans le bassin du Nil.

Le Nile-Sec terminera l'installation et les tests des équipements de mesure de la qualité de l'eau pour les derniers pays. La NELSAP-CU organisera un atelier régional final pour valider les livrables et finaliser les rapports des volets 1 et 2.

S'agissant de la plateforme de coopération, le contexte général a évolué au cours de l'exercice 2025, notamment avec l'entrée en vigueur de l'[Accord-cadre de coopération du bassin du Nil](#) en octobre 2024. Les pays du bassin discutent actuellement des modalités de coopération entre les pays membres de cet accord et les non-signataires, notamment en ce qui concerne la transition prévue entre l'IBN et la Commission du bassin du Nil (NRBC)². Cette transition devrait être progressive et ne pas perturber les activités actuelles de l'IBN ni du NCCR.

Les agences de mise en œuvre ont signalé une faible disponibilité de financements pour maintenir les activités de l'IBN au-delà de novembre 2025, date de clôture du projet NCCR. L'équipe de la Banque mondiale travaille en étroite collaboration avec ces agences pour assurer la pérennité des résultats du projet.





SOCIÉTÉ CIVILE DU NIL POUR LA RÉSILIENCE CLIMATIQUE

CONTEXTE

Le NBD et la société civile ont joué un rôle essentiel dans la sensibilisation aux avantages de la coopération autour du Nil et dans la mobilisation en faveur d'un dialogue et d'une action concertée. Le NBD, qui regroupe plus de 640 ONG locales et nationales, renforce la participation de la société civile à la mise en valeur du bassin du Nil depuis plus de deux décennies. Il offre un espace politiquement neutre pour le dialogue aux niveaux communautaire, national et régional, permettant de faire entendre les voix des communautés de base pour renforcer les programmes et projets transfrontaliers. Le nouveau projet du NBD, le NCSCR, s'appuie sur des projets réussis soutenus par CIWA, dont le NCCR et le projet « Mobilisation de la société civile pour la résilience sociale et climatique dans le bassin du Nil ».

Description du projet

Le NCSCR est un projet de deux ans, doté d'un budget de 3 millions de dollars, approuvé par la Banque mondiale en mars 2025. Il s'inscrit dans le cadre du Programme mondial pour la sécurité hydrique et l'adaptation au changement climatique de la Banque mondiale et vise à renforcer la participation des communautés au développement et à la gestion des projets transfrontaliers liés à l'eau dans le bassin du Nil. Il est également conçu pour aider les communautés à devenir plus résilientes face au changement climatique, à améliorer la collecte et la diffusion de données sur les conditions environnementales et les aléas naturels, à renforcer les capacités du NBD et de ses parties prenantes, et à promouvoir les avantages de la coopération dans le bassin du Nil.

LE PROJET COMPORTE TROIS COMPOSANTES :



Component 1: Community engagement and capacity building

Cette composante vient en appui à un programme piloté par les citoyens pour collecter et partager des données sur la qualité et les débits de l'eau, la dégradation des sols et des zones humides, l'érosion des sols et les aléas climatiques, avec pour objectif d'influencer les politiques, l'allocation des ressources et les comportements communautaires, et de prévenir les catastrophes. Elle favorisera également la mobilisation communautaire sur les stratégies et projets de développement transfrontaliers, et appuiera le dialogue, la sensibilisation, les formations, la collaboration et les partenariats avec les médias pour le partage d'informations. Elle renforcera la capacité des forums de discours nationaux, qui contribuent à la collecte des données citoyennes et à faire entendre leur voix ; elle permettra de promouvoir les perspectives nationales, notamment au travers de formations sur la mobilisation des ressources, le leadership, la gestion et la mobilisation des parties prenantes ; et établira des relations stratégiques entre les forums des discours nationaux et les ministères concernés ainsi que les médias.



Composante 2 : Plateformes innovantes pour le dialogue et l'action des parties prenantes

Cette composante mettra en valeur les voix des femmes et des jeunes et renforcera leur participation à la coopération sur le Nil dans les dialogues, la planification, la conception et la mise en œuvre des projets de développement. Elle permettra d'élaborer et de mettre en œuvre des plans d'action sur le genre pour le NBD et les forum de discours nationaux ; d'organiser des ateliers pour les réseaux nationaux de femmes sur la gestion de l'eau et l'adaptation au changement climatique ; et d'établir des réseaux de jeunes du Nil aux niveaux national et régional. Elle exploitera également les plateformes existantes pour le dialogue et le partage des connaissances transfrontaliers, notamment par l'organisation d'un Sommet du NBD pour partager les meilleures pratiques ; définira des solutions innovantes de gestion transfrontalière de l'eau ; développera des stratégies conjointes et des plans d'action ; organisera des réunions de gouvernance du NBD et des formations pour les membres de son Conseil d'administration ; et soutiendra la participation du NBD à la Semaine mondiale de l'eau. Elle financera le recrutement, les indemnités et les déplacements de 30 stagiaires issus de 10 pays, en portant une attention particulière aux femmes et aux jeunes.



Composante 3 : Gestion de projet

Cette composante financera le personnel du NBD chargé de la coordination du projet, de la gestion financière, de la passation des marchés, du suivi et de l'évaluation, ainsi que de la communication. Elle appuiera également les actions visant à mettre en œuvre les recommandations pour assurer la pérennité à long terme du NBD, notamment en mobilisant des ressources financières pour garantir la réussite et l'impact de ses projets.

PROCHAINES ÉTAPES

Le projet a été lancé en avril 2025 et est en cours de mise en œuvre. Le Secrétariat du NBD renforce ses effectifs en experts techniques et consultants, identifie les principales parties prenantes, mobilise les communautés locales dans les zones cibles du bassin et établit des partenariats avec le Réseau des médias du Nil ainsi que des relations stratégiques entre les forum de discours nationaux, les ministères concernés et le Réseau des médias.

Le NBD procède au recrutement d'une société qui sera chargée de piloter les activités scientifiques participatives dans la première phase de son Initiative citoyenne sur les données, un élément clé de sa stratégie plus large visant à promouvoir la collecte et la gestion communautaires des données. Cette initiative, lancée dans le cadre de la sous-composante 1A du projet, est conçue pour permettre aux communautés locales de produire des données fiables sur la qualité de l'eau, la dégradation des sols et des zones humides, ainsi que sur les aléas climatiques. Elle vise à améliorer la prise de décision, la réponse aux catastrophes et la gestion durable des ressources en eau, tout en renforçant la mobilisation citoyenne et en intégrant les savoirs locaux dans la gouvernance environnementale. Grâce à son réseau local de proximité, le NBD dispose d'un atout unique pour mobiliser les communautés et recueillir, à moindre coût, des données exploitables sur le terrain, que les gouvernements et les institutions de recherche peinent souvent à obtenir à grande échelle.

L'initiative sera déployée en deux phases principales : une phase de conception, comprenant des consultations avec les parties prenantes, des visites exploratoires et l'élaboration d'un cadre technique complet, et une phase de mise en œuvre, axée sur le déploiement des outils, la collecte de données, l'assurance qualité, les formations et la maintenance du système de données citoyennes. Les sites pilotes comprennent la zone humide de Sio-Siteko (Kenya-Ouganda) et les zones humides de Mara (Tanzanie-Kenya), toutes deux soumises à de fortes pressions environnementales dues à la pollution et aux changements d'affectation des sols. À partir des enseignements tirés de cette phase, le modèle sera élargi au bassin du fleuve Kagera – l'un des sous-bassins les plus essentiels sur les plans écologique et socio-économique, alimentant le lac Victoria. Cette démarche progressive vise à élaborer un modèle reproductible favorisant la transparence, le renforcement de la gouvernance et une résilience climatique éclairée et portée par les citoyens sur l'ensemble du bassin du Nil.

Les prochaines étapes de la Composante 2 du projet portent sur le renforcement de l'autonomisation des femmes et de la mobilisation des jeunes dans la coopération autour du bassin du Nil. Un atelier régional sera organisé pour le Réseau des femmes du Nil afin d'évaluer les progrès, partager les bonnes pratiques en matière de réseautage, et élaborer des stratégies de durabilité à long terme ainsi que des partenariats stratégiques pour amplifier la voix des femmes dans la gouvernance des eaux transfrontalières. Parallèlement, le programme de stages sera lancé avec le recrutement de 10 stagiaires affectés à leurs forum de discours nationaux respectifs, ainsi qu'un jeune professionnel basé au Secrétariat du NBD à Entebbe, en appui au renforcement des capacités et à la participation des jeunes au dialogue régional sur l'eau.



MILLY MBULIRO

Protéger le bassin du Nil contre la fureur des crues éclair

« Le système d'alerte précoce des crues éclair du bassin du Nil (NB-FFEWS) prévoit aujourd'hui la survenue de crues éclair pour demain soir, vendredi 28 mars 2025, dans les zones orientales autour du lac Victoria, dans la région de Mara », en Tanzanie, annonce Milly Mbuliro, responsable des ressources en eau à la NELSAP-CU, à ses collègues sur LinkedIn. La Tanzanie a reçu des informations plus détaillées sur l'heure prévue de ces crues, leur intensité, les zones menacées, et le nombre de personnes susceptibles d'être touchées.

L'émission de ces alertes est importante pour Mbuliro, qui a dirigé pendant deux ans le développement du NB-FFEWS, le système d'alerte précoce aux crues éclair soutenu par CIWA et en service depuis juin 2024.

Les conséquences des inondations remplissent Mbuliro de tristesse. Elle en constate les ravages lors de ses déplacements professionnels à travers les pays du bassin du Nil, dans le cadre de ses fonctions de coordinatrice du volet transfrontalier du projet régional de résilience climatique (RCRP) pour la NELSAP, ainsi que de responsable thématique pour l'atténuation des risques d'inondation et de sécheresse dans le cadre du NCCR. Son travail avec le NCCR l'amène à se rendre fréquemment dans des zones sujettes aux inondations, afin d'identifier des interventions adaptées pour améliorer la gestion des risques d'inondation et de préparer un plan d'investissement dans ce domaine.

« Les crues éclair surviennent très rapidement et sans avertissement, généralement après de fortes pluies », explique Mbuliro, 45 ans, originaire d'Ouganda mais résidant à Kigali, au Rwanda, avec ses deux enfants adolescents.

Les crues éclair peuvent durer de 30 minutes à plusieurs heures, voire plus longtemps dans les plaines inondables. Contrairement aux crues fluviales, les crues éclair prennent souvent les populations par surprise – notamment en l'absence de précipitations locales – lorsque l'eau dévale les hauteurs vers les zones basses plus vite que le sol ne peut l'absorber. Elles se produisent aussi en milieu urbain, lorsque la pluie submerge des systèmes de drainage insuffisants, souvent obstrués par des déchets solides.

De plus en plus fréquentes et intenses, les crues éclair peuvent aggraver l'insécurité alimentaire, provoquer des flambées de maladies et endommager les infrastructures.

Le bassin du Nil a connu l'une de ses pires années en matière d'inondations en 2024. Pendant la saison des pluies de printemps, de fortes précipitations ont causé de graves inondations et des crues éclair au Burundi, en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie. À la fin de l'année, plus de 5 millions de personnes avaient été touchées, avec des centaines de milliers de déplacés et plusieurs centaines de morts ou de blessés.

Au Kenya, plus de 293 000 personnes ont dû quitter leur domicile au printemps en raison des fortes pluies et des crues éclair. Au moins 315 personnes ont perdu la vie. Des centaines de milliers d'enfants ont manqué l'école – et, avec elle, les repas scolaires sur lesquels ils comptaient pour se nourrir.





Mbuliro a également été témoin des ravages causés à Kisumu, près du lac Victoria, ce printemps-là.

« Les gens ont fui leurs maisons. Ils se sont réfugiés dans des camps. Les écoles ont été abandonnées. Les centres de santé ont été abandonnés. » Certaines parties de la ville autour du lac ont été submergées pendant plus d'un mois en raison des effets de refoulement (lorsque l'eau remonte ou ne peut plus s'écouler en aval) du lac Victoria.

« Quand on voit cela, on est poussé à agir... à avertir les populations de rester à l'écart ou à protéger les communautés », dit-elle.

Les pluies n'ont pas cessé pendant les mois qui ont suivi. En Éthiopie, durant la saison des pluies d'automne, Mbuliro a observé de profonds ravins creusés par les crues éclair, coupant des terres agricoles en deux. « Les gens me disaient : "Nous ne pouvons plus accéder à nos champs. Nous avons perdu notre bétail. L'eau est arrivée sans prévenir." »

Mise en place d'un système vital

Les systèmes d'alerte précoce aux crues éclair peuvent avoir un impact considérable : ils permettent de sauver des vies, de protéger la santé et de préserver les moyens de subsistance en atténuant les effets néfastes des inondations sur l'agriculture et d'autres activités économiques.

Avant le NB-FFEWS, l'IBN produisait des prévisions saisonnières, d'une utilité limitée face au caractère imprévisible des crues éclair. « Aujourd'hui, nous pouvons alerter les communautés avec des informations précises sur l'emplacement, l'intensité et le moment attendu des crues », explique Mbuliro.

Pour développer le système, la NELSAP-CU a d'abord travaillé avec le NBD et des experts des pays du bassin du Nil afin de repérer et de cartographier les zones vulnérables aux crues

éclair. Ensuite, l'équipe de Mbuliro, appuyée par des consultants, a mis au point le système renforcé d'alerte précoce des crues éclair, qui repose sur des prévisions satellitaires de précipitations issues du *Global Forecast System*, ainsi que sur des données atmosphériques et pédologiques, notamment les températures, les vents, les précipitations, l'humidité des sols et la concentration d'ozone atmosphérique, grâce aux technologies de télédétection.

Le système renforcé d'alerte précoce des crues éclair interprète ensuite la manière dont les différentes zones du bassin du Nil sont susceptibles de réagir aux prévisions de pluie, en tenant compte de facteurs tels que le degré de saturation des sols, leur capacité d'absorption, la présence de végétation ou la pente du terrain. Enfin, il prévoit la gravité de la crue soudaine ainsi que le moment de sa survenue. Le système est actualisé toutes les 24 heures et diffuse des prévisions pour les 48 heures suivantes.

Avant le déploiement du NB-FFEWS via le portail de données du bassin du Nil, l'équipe de Mbuliro a élaboré une stratégie pour intégrer le système dans les circuits nationaux existants de diffusion des alertes, et a formé les experts nationaux à l'accès au système et à l'interprétation des informations techniques.

Un maillon essentiel de la chaîne, entre l'émission d'une alerte par le NB-FFEWS et la réception de l'information par les communautés, reste la capacité des autorités nationales à diffuser l'information par des canaux tels que les SMS, le courrier électronique, ainsi que la radio et la télévision nationales. Mais, selon Mbuliro, cette diffusion de l'information n'a pas toujours lieu.

« Nous rencontrons encore des difficultés, dit-elle. Cela me brise le cœur lorsque l'information n'atteint pas les communautés à temps... Je veux contribuer à réduire les pertes économiques et les pertes en vies humaines causées par les inondations. C'est ce qui me motive. »

AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE CENTRALE

Au cours de l'exercice 2025, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale ont été confrontées à des pressions climatiques croissantes, marquées par de longues périodes de sécheresse et des précipitations de plus en plus imprévisibles, provoquant des inondations dévastatrices dans la région du Sahel. Ces chocs ont amplifié la fragilité, la violence et l'instabilité politique existantes, tandis que les conflits armés continuent d'amplifier les déplacements de population. Les femmes sont particulièrement touchées, supportant de manière disproportionnée les effets de l'insécurité, du faible accès aux ressources et de l'exclusion des processus décisionnels. Le programme renforce la gestion des ressources en eau en identifiant les investissements prioritaires, en comblant les lacunes politiques et les déficits de connaissances, et en renforçant les capacités pour favoriser la résilience et le développement durable.

AMÉLIORATION DE LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU DANS LE SAHEL CENTRAL ET DANS LE SAHEL OCCIDENTAL

CONTEXTE

En 2024 et 2025, la région du Sahel a été confrontée à d'importants remaniements politiques, à des défis sécuritaires persistants et en constante évolution, à l'intensification des pressions climatiques et de l'insécurité alimentaire, ainsi qu'à la reprise des efforts de coopération et d'adaptation au niveau régional. En janvier 2024, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont conjointement annoncé leur retrait de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), officialisant leur sortie du cadre du G5 Sahel et créant l'Alliance des États du Sahel. Ces pays demeurent membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), mais cette nouvelle configuration représente une inflexion majeure des alliances et des orientations politiques régionales, ce qui accentue les incertitudes sur les plans politique et stratégique.

En 2025, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale ont connu une sécheresse persistante, bien que certaines régions aient enregistré des précipitations supérieures à la moyenne et que le phénomène La Niña ait provoqué des inondations localisées et des pertes de récoltes, ainsi qu'une hausse des températures. Les ressources en eau ont atteint des niveaux critiques dans certains bassins fluviaux, comme ceux du Niger et de la Volta. L'insécurité alimentaire reste aiguë, aggravée par les conflits, les mauvaises récoltes et les prix élevés des denrées alimentaires. Au Nigeria, l'inflation alimentaire a atteint 39,2 % fin 2024, une tendance similaire étant observée au Mali.

L'objectif de l'initiative de CIWA, intitulée « Amélioration de la gestion des ressources en eau dans le Sahel central et le Sahel occidental » est de contribuer à une meilleure gestion des ressources en eau par le biais d'interventions ciblées dans les bassins et pays du Sahel. Elle poursuit cet objectif en i) identifiant des investissements pragmatiques et des actions politiques susceptibles d'être soutenus dans le cadre d'opérations futures et ii) en comblant des lacunes critiques en matière d'analyse et de renforcement des capacités grâce à des évaluations de la gestion des ressources en eau et à une assistance technique adaptées aux contextes locaux. Toutes les interventions s'inscrivent dans une approche qui prend en compte, de manière proactive, les impacts du changement climatique et les défis propres aux contextes de FCV, tels que l'instabilité, la faible capacité des institutions étatiques et les crises politiques prolongées.

Lancé en janvier 2020, ce programme a débuté par une première phase financée à hauteur de 1,9 million de dollars jusqu'en février 2023, prolongée par une seconde phase de 1,4 million de dollars jusqu'en février 2025. Une troisième phase, d'un montant additionnel de 1,5 million de dollars, a été approuvée en raison des résultats positifs de l'initiative, et court jusqu'en février 2027. Cette phase appuie la consolidation d'une vision commune pour la gestion transfrontalière

des ressources en eau, à travers la nouvelle Stratégie régionale sur l'eau de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest, dans le cadre de son programme mondial pour la sécurité hydrique et l'adaptation au changement climatique. Elle vise aussi à appuyer la préparation du programme transfrontalier ambitieux exécuté par les bénéficiaires pour le Sahel (lié à l'approche programmatique à phases multiples DREVE), et à répondre à des demandes ponctuelles des parties prenantes de la région. Cette prorogation permettra en outre de soutenir la mise en œuvre de la stratégie de gestion des ressources en eau transfrontalière définie dans le rapport intitulé « *Strengthening Regional Water Security for Greater Resilience in the G5 Sahel* »³, qui s'appuie sur les enseignements tirés du rapport de la Banque mondiale « *Engagement in Transboundary Waters in West Africa: Retrospective and Lessons Learned* »⁴.

PROGRÈS RÉALISÉS

Préparation du programme DREVE : Développement, résilience et valorisation des eaux transfrontalières de l'Afrique de l'Ouest

Cette initiative menée au Sahel contribue de manière décisive à la préparation du programme DREVE, en approfondissant le dialogue avec les partenaires régionaux et en conceptualisant une vision commune pour une initiative régionale en matière de sécurité de l'eau. Le programme devrait être soumis à l'examen du Conseil d'administration de la Banque mondiale pour approbation d'ici fin 2025. Ce nouveau programme couvrira à la fois les bassins fluviaux du Sénégal et du Niger, ainsi que d'importants aquifères transfrontaliers tels que le bassin aquifère Sénégal-Mauritanien (BASM) et le système aquifère de l'ullemmeden.

Au Sahel, 88 % des ressources en eau sont transfrontalières. Le programme DREVE sera donc le premier programme régional à grande échelle à traiter conjointement les questions relatives aux eaux de surface, aux eaux souterraines et à l'irrigation en Afrique de l'Ouest. Faisant suite au projet de développement multi-usages des ressources en eau du bassin du fleuve Sénégal et au projet d'appui à l'initiative d'irrigation au Sahel, ce programme offrira aussi une occasion unique de soutenir la mise en œuvre de la Stratégie d'irrigation du Sahel. Les pays du Sahel ainsi que les organismes de bassin (notamment l'Autorité du bassin du Niger) ont exprimé un fort intérêt pour un appui de la Banque mondiale au travers de ce programme. CIWA soutient la préparation du programme DREVE de multiples manières : en finançant des études sur la navigation, en fournissant une assistance technique pour l'intégration régionale, et en appuyant l'identification des investissements et le cofinancement du Pilier 4, visant à renforcer la sécurité régionale de l'eau et la résilience climatique.

³ Renforcer la sécurité régionale de l'eau pour une plus grande résilience au sein du G5 Sahel.

⁴ Engagement pour les eaux internationales en Afrique de l'Ouest : rétrospective et retours d'expérience.

Le programme DREVE s'articulera autour de quatre piliers : Pilier 1, Développement, résilience et gouvernance des bassins fluviaux transfrontaliers ; Pilier 2, Mobilisation des eaux souterraines pour le développement et la résilience ; Pilier 3, Mise en valeur des eaux transfrontalières pour l'irrigation et la sécurité alimentaire ; et Pilier 4, Renforcement de la sécurité de l'eau et de la résilience climatique à l'échelle régionale.

L'initiative de CIWA a apporté une assistance technique au Centre de gestion des ressources en eau de la CEDEAO, au Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et à l'UEMOA. Elle a soutenu la mobilisation d'un ensemble de groupes de travail thématiques réunissant ces trois organisations, la Banque mondiale et d'autres acteurs afin de réfléchir au renforcement de la coopération sur les ressources en eau dans le cadre du programme DREVE. CIWA a appuyé la conception des activités du Pilier 4 du programme DREVE, qu'elle cofinancera pour en soutenir la mise en œuvre. En 2024, CIWA a également soutenu une présentation du programme DREVE à l'occasion de la 11^e session du comité technique des experts du Cadre permanent de coordination et de suivi de la gestion intégrée des ressources en eau en Afrique de l'Ouest, ainsi qu'au 5^e Comité ministériel de suivi de la gestion intégrée des ressources en eau dans la région.

CIWA a financé l'expertise nécessaire à la conception d'une structure pour le Fonds pour l'eau en Afrique de l'Ouest. Ce fonds, qui pourrait être mis en œuvre via des organisations régionales telles que l'UEMOA ou la CEDEAO, appuierait à la fois des études stratégiques en matière de gestion des ressources en eau et des études de faisabilité pour des investissements hydrauliques transformateurs en Afrique de l'Ouest. Il serait accessible aux pays, aux organisations régionales et au secteur privé dans le cadre d'un processus de candidature soutenu par le programme DREVE.

CIWA a également contribué à l'examen d'études visant à développer la navigation sur le fleuve Sénégal, qui sera financé dans

le cadre du programme DREVE, et devrait générer des retombées régionales importantes. L'examen technique de CIWA a permis à l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) de s'assurer de la qualité des études existantes pour la construction d'écluses et de digues.

Stratégie d'irrigation du Sahel

Le Sahel est caractérisé par un climat chaud et aride, aggravé par une pluviométrie irrégulière et les effets croissants du changement climatique, qui menacent la sécurité hydrique. Le stress hydrique, accentué par les sécheresses, les inondations et la détérioration de la qualité de l'eau, compromet la croissance économique qui reste tributaire de secteurs fortement consommateurs d'eau, tels que l'agriculture, l'exploitation minière et le tourisme. Les eaux de surface, qui représentent la majorité des ressources en eau renouvelables de la région et constituent la principale source d'approvisionnement pour l'agriculture, sont en grande partie transfrontalières et ne permettent déjà plus, lors des années sèches, de répondre à la demande.

CIWA a contribué à la planification et à la conception du volet irrigation prévu au titre du programme DREVE, en évaluant, dans le cadre de la Stratégie d'irrigation du Sahel⁶, les activités menées au cours de la décennie écoulée, par le département de l'eau de la Banque mondiale, en analysant leurs impacts socioéconomiques et en identifiant les leviers permettant d'accélérer les progrès nécessaires à la sécurité alimentaire. À ce jour, environ 285 000 hectares sont irrigués dans le Sahel, ce qui, malgré les avancées réalisées, reste bien en deçà de l'objectif d'un million d'hectares fixé en 2013. Ce déficit s'explique notamment par l'insuffisance de financements durables pour l'irrigation et par des difficultés liées à l'exploitation et à la maintenance des infrastructures.



⁶ <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099070725122032185>

La Stratégie d'irrigation du Sahel s'appuie sur ces enseignements pour proposer des solutions concrètes, évolutives et adaptées aux réalités locales, visant à renforcer durablement la sécurité alimentaire, stimuler une croissance inclusive, favoriser la création d'emplois en milieu rural, et accroître la résilience face aux risques climatiques. Ces solutions incluent l'exploitation d'outils innovants tels que la télédétection et la cartographie des ressources en eau pour mieux orienter les investissements futurs. Le développement à grande échelle de l'irrigation de petite taille, notamment à travers l'utilisation durable des nappes peu profondes, pourrait permettre la mise en valeur de près d'un million d'hectares irrigués supplémentaires.

La stratégie fixe des objectifs actualisés et partagés pour l'agriculture irriguée à court terme (2035), moyen terme (2045) et long terme (2055). Elle offre aux pays du Sahel une occasion unique de repenser leurs investissements dans l'irrigation, de transformer la gestion de l'eau et le développement agricole.

CIWA a contribué à la tenue du Forum de haut niveau sur l'irrigation en avril 2025 à Diamniadio, au Sénégal, qui a permis aux participants de i) faire le point sur les réalisations, les retours d'expérience et les nouveaux défis depuis la Déclaration de Dakar de 2013 ; ii) encourager une action collective pour accélérer le développement de l'irrigation dans le Sahel ainsi qu'en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale ; et iii) explorer des solutions technologiques de pointe pour transformer l'agriculture irriguée, notamment l'irrigation solaire, les systèmes économes en eau et les outils numériques pour les petits exploitants agricoles. Ce forum, marqué par l'adoption de la nouvelle Stratégie d'irrigation du Sahel assortie d'objectifs concrets, a réuni les ministres de l'Eau, de l'Agriculture et de l'Environnement des six pays sahéliens (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad), ainsi que des représentants de haut niveau des ministères des Finances. Les ministres des pays du Sahel ont convenu d'accélérer les investissements pour mettre en valeur un million d'hectares de terres irriguées d'ici 2035, et de mettre les financements des bailleurs de fonds en adéquation avec les priorités nationales, notamment les initiatives d'irrigation transfrontalière en vue d'harmoniser les normes. Des représentants d'autres pays non sahéliens, tels que le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée et le Togo, étaient également présents. Cette approche multipartite met l'accent sur la coopération régionale et l'échange de connaissances pour relever les défis liés à la gestion de l'eau et mobiliser l'expertise régionale.

Les ministres ont aussi demandé la prorogation du Projet d'appui à l'initiative pour l'irrigation au Sahel, financé par la Banque mondiale (dans le cadre du DREVE) et récemment clôturé. Ils ont souligné l'importance de mettre en place des mécanismes innovants de financement et d'exploitation et de maintenance pour les infrastructures d'irrigation et la gestion des ressources en eau transfrontalières.

Assistance technique à la coopération internationale sur le bassin aquifère sénégalo-mauritanien (BASM)

Au cours de l'exercice 2025, le groupe de travail régional du BASM a sélectionné et approuvé une option de mécanisme de coopération institutionnelle entre les pays concernés. Cette option s'appuie sur le cadre de coopération existant entre les pays du BASM – à savoir le groupe de travail régional (composé de représentants de haut niveau des quatre pays riverains, de l'OMVS, de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie, et de l'Observatoire du Sahara et du Sahel). Elle prévoit également la création d'un secrétariat permanent chargé de soutenir à la fois le groupe de travail régional et le Conseil des ministres de l'eau, ainsi qu'un comité scientifique pour fournir des avis techniques. Les partenaires de développement sont intégrés à ce mécanisme afin d'assurer un appui continu à tout projet du BASM. Cette approche a été formalisée dans un projet d'accord de coopération, transmis aux pays suite à la décision ministérielle prise en 2024.

Le groupe de travail régional a également élaboré un concept de projet pour la gestion du BASM, devenu depuis la référence principale pour toutes les initiatives menées dans ce cadre. Sur cette base, dix activités prioritaires ont été identifiées : i) une plateforme harmonisée de données hydrogéologiques ; ii) une évaluation transfrontalière de la qualité et de la vulnérabilité des eaux souterraines ; iii) des outils de gestion des eaux souterraines ; iv) la gestion de la recharge de l'aquifère via des solutions fondées sur la nature ; v) la mise en œuvre de la gestion des ressources en eau ; vi) le renforcement des capacités des États membres dans la gestion des eaux souterraines partagées ; et vii) l'élaboration d'un plan stratégique de gestion. Une assistance technique est également fournie en vue de l'élaboration de trois projets principaux tirés de cette liste, qui seront examinés dans le cadre de la Phase II du programme DREVE.

PROCHAINES ÉTAPES

La prorogation du financement de CIWA jusqu'en février 2027 permettra de mener des travaux analytiques sur l'impact de la couverture végétale sur les ressources en eau transfrontalières en Afrique de l'Ouest et d'établir des priorités quant à l'emplacement des solutions fondées sur la nature et des interventions paysagères qui permettront de protéger les ressources en eau et d'améliorer leur résilience. Ce rapport contribuera aux dialogues et guidera les activités prévues pour la Phase II de l'approche à phases multiples.

Un rapport financé par CIWA, soulignant l'urgence de mettre en place un nouveau mécanisme de financement de l'eau en Afrique de l'Ouest et recommandant la création d'un Fonds pour l'eau en Afrique de l'Ouest, a permis d'engager des démarches concrètes en ce sens. Ce fonds visera à accélérer la préparation des projets, à améliorer la gouvernance de l'eau et à renforcer la solidarité régionale afin de libérer tout le potentiel des ressources en eau de l'Afrique de l'Ouest.

Une assistance technique sera apportée au groupe de travail régional sur le BASM pour finaliser l'accord qui devrait être signé lors de la Conférence des Nations Unies sur l'eau en 2026. Le projet d'accord sera révisé pour intégrer les commentaires des pays, notamment ceux relatifs au mécanisme institutionnel.

Quatre ateliers nationaux sur les mécanismes institutionnels de partage des données et de suivi conjoint du BASM devraient être organisés au cours de l'exercice 2026 (au Sénégal, en Gambie, en Guinée-Bissau et en Mauritanie). À ce jour, deux sessions en ligne ont eu lieu avec la Mauritanie et la Gambie en juin 2025. Trois ateliers nationaux étaient également prévus en juillet 2025 avec le Sénégal, la Gambie et la Mauritanie. L'atelier pour la Guinée-Bissau devrait être organisé au cours de l'exercice 2026.

CIWA continuera à soutenir la participation des pays du programme DREVE aux forums mondiaux sur la gestion des ressources en eau transfrontalière, ainsi que les dialogues connexes. Il s'agit notamment de la participation de l'OMVS au Forum mondial à Genève et la coordination à venir avec le WRG2030 sur des mécanismes de financement innovants pour les pays du bassin de l'OMVS.

INITIATIVE SUR LA SÉCURITÉ DE L'EAU DU LAC TCHAD

CONTEXTE

La région du lac Tchad, qui englobe le Cameroun, le Niger, le Nigeria, la République centrafricaine et le Tchad reste extrêmement fragile, en proie à une insécurité persistante alimentée par des acteurs non étatiques armés. Un grand nombre de personnes ont été déplacées et la crise s'est aggravée durant l'exercice 2025, avec des restrictions sur l'accès humanitaire.

Le changement climatique continue d'aggraver les vulnérabilités dans le bassin du lac Tchad, les inondations et les sécheresses gagnant en intensité et en fréquence et les régimes de précipitations devenant de plus en plus erratiques. Ces changements environnementaux ont un impact direct sur la productivité agricole et les moyens de subsistance traditionnels, ce qui intensifie la concurrence autour de ressources rares, notamment l'eau, et contribue aux tensions sociales. Les ressources en eau du bassin restent soumises à de fortes pressions, notamment en raison de volumes lacustres fluctuants et de difficultés dans la gestion des eaux partagées. Bien que des hausses temporaires du niveau du lac aient été observées à la suite des inondations, les tendances à long terme montrent une baisse continue de la sécurité et de la qualité de l'eau, ce qui affecte l'agriculture, la pêche, les moyens de subsistance et les infrastructures.

Les efforts déployés par CIWA et la Banque mondiale pour renforcer la résilience, notamment grâce à l'adaptation communautaire et à la coopération transfrontalière, se poursuivent, mais sont entravés par des conflits persistants. Le renforcement de politiques telles que la Charte de l'eau du bassin du lac Tchad reflète l'engagement régional en faveur d'une gestion équitable de l'eau, mais leur mise en œuvre effective passe par des investissements techniques accrus et une volonté politique plus forte.

L'initiative sur la sécurité de l'eau du lac Tchad vise à dresser un état des lieux de la sécurité de l'eau et de la coopération transfrontalière dans le bassin du lac Tchad aux niveaux politique (vision), institutionnel (rôles) et technique (investissements). Elle est structurée autour de deux piliers : le Pilier A vise à poser les bases analytiques et institutionnelles de la sécurité de l'eau et oriente l'identification et la conception des activités prévues au titre du Pilier B qui vise à catalyser les investissements futurs.

PROGRÈS RÉALISÉS

Évaluation comparative des législations sur les eaux souterraines

Au cours de l'exercice 2025, le projet de sécurité hydrique du lac Tchad a permis de renforcer considérablement la gouvernance des ressources en eaux souterraines dans l'ensemble du bassin.

L'équipe a mené une étude comparative complète des législations nationales concernant les eaux souterraines, mettant l'accent sur l'importance stratégique de ces ressources dans la région et le rôle crucial de cadres juridiques et institutionnels solides. Le cadre juridique du Nigeria a été évalué en octobre 2024, puis comparé à celui de la France et de l'Espagne afin de déterminer les meilleures pratiques. Cette évaluation vient compléter celles réalisées précédemment pour le Cameroun, le Niger, la République centrafricaine et le Tchad. Ces différents travaux ont permis de réaliser une analyse comparative et de rédiger une note d'orientation sur les meilleures pratiques, qui a été finalisée en décembre 2024.

L'étude comparative a mis en évidence les convergences et les divergences entre les approches réglementaires des cinq pays du bassin, établissant leurs forces et faiblesses. Elle a relevé des similitudes notables dans les approches normatives, mais également des écarts importants en termes de niveau de détail et de champ d'application, révélant des lacunes et incohérences réglementaires. Parmi les recommandations clés figurent : le renforcement des capacités de mise en œuvre, de suivi et d'application ; l'intégration du droit humain à l'eau et des droits coutumiers dans les dispositifs législatifs ; la garantie de l'équité et de la protection des groupes de population vulnérables ; l'amélioration de la coordination intersectorielle ; et la promotion d'une planification participative et d'instruments de gestion juridiquement contraignants, en s'inspirant notamment des bonnes pratiques en vigueur en France, en Espagne et au Niger.

L'étude sur les bonnes pratiques et la Note d'orientation poursuivent plusieurs objectifs. Elles visent à stimuler le débat politique national en faveur de réformes législatives et institutionnelles, à servir de référence pour des études similaires dans d'autres régions du monde où les ressources en eaux souterraines revêtent une importance stratégique, à guider les investissements des bailleurs de fonds en déterminant les priorités concernant l'actualisation et l'harmonisation des cadres juridiques afin de garantir que les financements dédiés à la mise en valeur des eaux souterraines

reposent sur une gouvernance solide, et à offrir des points d'entrée pour intégrer la gestion des eaux souterraines dans les stratégies nationales de sécurité de l'eau et de résilience climatique.

L'Institut international de gestion de l'eau (IWMI) a adapté l'outil IGains4Gains aux besoins du bassin du lac Tchad, en fournissant une plateforme de partage de données, d'analyse et d'aide à la décision fondée sur des données factuelles pour les parties prenantes. L'outil a été présenté dans un rapport technique provisoire et lors d'échanges virtuels, et une formation en présentiel à destination du personnel de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) s'est déroulée octobre 2025. Cet outil permet d'intégrer les données et les connaissances relatives au bassin, facilite une meilleure analyse et une meilleure prévision des impacts du changement climatique, et soutient le renforcement ciblé des capacités en matière de systèmes d'aide à la décision pour les acteurs régionaux.

Évaluation du développement de l'irrigation/Plan de développement durable de l'irrigation

L'évaluation en cours du développement de l'irrigation dans le bassin du lac Tchad, sous la conduite de l'IWMI, a été reportée à septembre 2025 en raison de problèmes liés aux contrats et de la nécessité d'organiser des ateliers de mobilisation des parties prenantes. Les résultats préliminaires, présentés à la CBLT et au Forum mondial sur les eaux transfrontalières en juin 2025 à Genève, ont révélé l'existence de plus de 385 000 hectares d'infrastructures d'irrigation répartis dans cinq grands sous-bassins, dont la plus grande partie se trouve au Nigéria.

L'étude a également montré que les infrastructures d'irrigation ont connu d'importantes variations au cours des quatre dernières

décennies : une baisse dans les années 1980, un regain au milieu des années 1990, puis une diminution récente des surfaces irriguées actives et une hausse des terres en jachère ou abandonnées, ce qui témoigne des difficultés rencontrées pour assurer la durabilité et l'entretien des systèmes d'irrigation. Alors que 51,4 % du bassin présente des conditions biophysiques favorables à l'irrigation, seuls 5,5 % (soit 5,5 millions d'hectares) sont jugés hautement adaptés une fois les contraintes socio-économiques prises en compte. La disponibilité en eau, qui limite l'accès dans 45 % du bassin, et l'accessibilité des marchés, qui freine le développement de l'irrigation dans 55 % du bassin, figurent parmi les principaux facteurs contraignants. Les opportunités d'irrigation les plus viables se situent dans les sous-bassins du Komadougou-Yobé et du Chari-Logone.

L'étude a également contribué au renforcement des capacités de la CBLT et à l'amélioration de la gestion des ressources en eau et de la résilience climatique, en fournissant une meilleure connaissance des contraintes hydrologiques et environnementales à l'expansion durable de l'irrigation.

PROCHAINES ÉTAPES

Le projet prévoit de finaliser le Plan de développement durable de l'irrigation au début de l'exercice 2026, avec la publication d'un rapport final – intégrant des évaluations de scénarios élaborées à partir des outils validés – attendue pour septembre 2025. Les résultats devraient être examinés et approuvés lors d'un atelier final avec la CBLT en octobre 2025, à l'issue duquel le projet prendra fin.



DR. RAFATOU FOFANA

Fervente militante des outils de données pour la coopération régionale

Après avoir suivi une formation d'ingénieure en équipement rural spécialisée en hydraulique, Mme Rafatou Fofana a commencé sa carrière en assurant l'approvisionnement en eau potable des zones rurales grâce à des puits et de forages modernes équipés de pompes manuelles, et en construisant de petits réseaux d'adduction d'eau pour six communes du département du Mono, dans le sud du Bénin. « J'approvisionnais les ménages en eau potable et je me rendais compte que la population avait aussi besoin d'eau pour l'irrigation et la petite agriculture afin de survivre », explique Mme Fofana, aujourd'hui hydrologue et directrice par intérim de l'Observatoire des ressources en eau et des écosystèmes associés de l'Autorité du bassin de la Volta (ABV).

« Il s'agit d'eau pour les humains, les animaux et les cultures », dit-elle, ajoutant que la coopération entre pays partageant ces ressources en eau est essentielle. « Les ressources partagées nécessitent des solutions conjointes pour un développement durable. »

Madame Fofana a été attirée par une carrière dans la gestion de l'eau non seulement parce qu'elle voulait aider les communautés, mais aussi à cause de son lien avec l'eau : elle est de signe astrologique Poissons, un des signes liés à l'eau.

« J'aimais lire les horoscopes et les Poissons sont associés à l'eau, » explique-t-elle. « Un Poisson est plus vivant dans l'eau, alors j'ai exploré les opportunités qui pouvaient me mener dans ce domaine. »

Née dans le sud du Togo et ayant grandi au Bénin, Mme Fofana, 53 ans, a obtenu un master en sciences de l'eau et de l'environnement à l'École des ingénieurs de l'équipement rural au Burkina Faso, ainsi qu'un doctorat en hydrologie et gestion intégrée des ressources en eau à la Chaire UNESCO de physique mathématique et applications, en collaboration avec le Laboratoire d'hydrologie appliquée de l'Université de Cotonou (Bénin). Ses recherches ont porté sur l'analyse quantitative de l'impact du changement climatique sur les ressources en eau à Parakou, capitale du département du Borgou et troisième plus grande ville du Bénin. Elle a également mené des études qualitatives pour répondre aux préoccupations du public sur les risques de pollution de la principale ressource en eau de la ville.

La carrière de Mme Fofana n'a pas été dépourvue d'obstacles, parmi lesquels la discrimination salariale et le harcèlement sexuel. Si elle estime que les parents comprennent de plus en plus « l'importance d'offrir aux filles et aux garçons les mêmes chances en matière d'éducation », elle ajoute que davantage de femmes devraient être

encouragées à se lancer dans des professions liées à l'eau, tant dans le secteur privé que public, bien que des progrès aient été réalisés ces dernières années.

L'importance des outils de partage de données pour renforcer la confiance et la collaboration au niveau régional

Madame Fofana travaille depuis une dizaine d'années au siège de l'Autorité du bassin de la Volta à Ouagadougou (Burkina Faso), où elle promeut la coordination et la gestion intégrée des ressources en eau partagées entre les six pays du bassin. Les projets qu'elle supervise visent à garantir l'utilisation durable des ressources en eau et à préserver et réhabiliter les écosystèmes.

À cette fin, l'Observatoire collecte et analyse les données hydrométéorologiques issues des réseaux de suivi des pays du bassin de la Volta. Cependant, elle souligne que le traitement des données est entravé par le manque de personnel technique, notamment l'absence d'un expert en SIG et en télédétection. Elle note également que le cadre de partage des données entre les pays est insuffisant, même si des initiatives sont en cours pour y remédier.

Madame Fofana précise que certaines stations de suivi sont installées dans des zones d'insécurité ou sujettes au vandalisme, ce qui complique la collecte des données et alimente « un fort intérêt pour l'utilisation des données satellitaires ». Bien que des avancées aient été enregistrées dans ce domaine, elle estime que les partenaires nationaux ont besoin de renforcement de capacités pour traiter ces données, afin que l'ABV puisse tirer pleinement parti des produits satellitaires disponibles, à différentes résolutions spatiales et temporelles.

En 2024, Mme Fofana a participé à une formation dispensée par CIWA sur l'outil de comptabilité de l'eau (*Water Accounting* [WA]) dans le cadre du projet pilote de développement de tableaux de bord de la comptabilité de l'eau par trois organismes de bassin, dont l'Autorité du bassin de la Volta. Ces outils innovants, fondés sur la demande, utilisent des données en libre accès et des technologies de télédétection évolutives. Les tableaux de bord de la comptabilité de l'eau permettent des évaluations transparentes

et standardisées de l'utilisation et de la disponibilité de l'eau à différentes échelles géographiques – un élément essentiel pour une gestion transfrontalière durable des ressources en eau. Reposant sur la méthodologie WA+ développée par l'IWMI, ces tableaux de bord sont entièrement alimentés par des données satellites en libre accès. Cela garantit une accessibilité ouverte, réduit les coûts, favorise la transparence et renforce la confiance. « Cela permettrait de vérifier l'impact de toute activité ou projet sur les ressources en eau par les pays riverains, à condition que les agents des directions techniques nationales soient directement impliqués dans son élaboration », explique Mme Fofana.

L'outil WA+ permettra à l'ABV de réaliser des évaluations techniques préliminaires des projets proposés par les pays, sur la base d'imagerie satellite. « C'est ainsi que nous pourrions déterminer si un projet favorisera la coopération et l'intégration régionales – ou s'il risque d'engendrer de nouveaux conflits liés à l'eau », affirme-t-elle.

Après la formation de CIWA, Mme Fofana a constitué une communauté de pratique afin de proposer des sessions de formation en ligne supplémentaires, à mesure que l'outil évolue. « Nous allons contribuer à l'améliorer au bénéfice de tous », ajoute-t-elle.

« Nos ressources en eau sont vulnérables, et si nous ne travaillons pas ensemble à réduire cette vulnérabilité, nous serons tous perdants », déclare Mme Fofana.

« Les relations entre pays en amont et en aval sont souvent source de tensions et de conflits. Avec les pressions croissantes dans notre région, chaque pays cherche à atteindre la sécurité de l'eau, la sécurité alimentaire et l'indépendance énergétique. Nous partageons des ressources, et nous avons besoin de solutions communes. Tout est question de solutions. »

« TOUT EST QUESTION DE SOLUTIONS. »



AFRIQUE AUSTRALE

L'Afrique australe continue de faire face à une sécheresse prolongée qui exacerbe l'insécurité hydrique, alimentaire et énergétique, la pauvreté et la fragilité économique. En 2025, CIWA a aidé la région à relever d'importants défis liés à la gestion des eaux souterraines, en renforçant la résilience face à la sécheresse, en tenant compte des risques transfrontaliers, en promouvant une gestion concertée des eaux partagées et en encourageant la collaboration pour une utilisation durable des aquifères transfrontaliers.

GESTION DURABLE DES EAUX SOUTERRAINES DANS LES ÉTATS MEMBRES DE LA SADC – PHASE II

CONTEXTE

L'Afrique australe a continué de faire face à de graves difficultés liées à la sécheresse sans précédent survenue en 2024. Les 16 États membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) sont confrontés à de graves pénuries d'eau, à d'importantes pertes de bétail et à une baisse des récoltes. Ces difficultés, aggravées par une demande croissante liée à une population toujours plus nombreuse (plus de 345 millions d'habitants), ont entraîné une insécurité alimentaire généralisée. À la mi-2025, les conditions hydrologiques restaient critiques, les réserves d'eau des lacs et barrages étant largement inférieures à la moyenne.

Les eaux souterraines constituent une ressource essentielle, offrant une protection face à la variabilité climatique dans la région et soutenant les moyens de subsistance, l'agriculture et les écosystèmes. Soixante-dix pour cent de la population dépendent des eaux souterraines comme principale source d'eau, et l'importance des eaux souterraines va en grandissant à mesure que les ressources en eau de surface sont de plus en plus sollicitées. Toutefois, seule une petite fraction des eaux souterraines disponibles est exploitée (entre 1,2 et 5 % selon les estimations) et les risques de surexploitation locale augmentent en raison du manque de connaissance du potentiel des aquifères et de l'absence de suivi de leur état, ce qui compromet la durabilité de leur utilisation à long terme.

PROGRÈS RÉALISÉS

Le projet de gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC – Phase II, cofinancé par le Fonds pour l'environnement mondial, renforce la gestion durable des ressources en eaux souterraines dans toute la région. La mise en œuvre s'est accélérée durant l'exercice 2025 : 75 % des fonds de CIWA ont été décaissés et plusieurs projets financés par des dons subsidiaires étaient soit achevés soit près de l'être. L'Institut de gestion des eaux souterraines de la SADC (SADC-GMI) a demandé une prolongation sans coût de 18 mois au-delà de la date de fin initiale de novembre 2025 afin de mener à bien les activités en suspens et d'atteindre les objectifs du projet, notamment les études transfrontalières et les projets financés par les dons subsidiaires. Plus de 100 000 personnes, dont environ 52 000 femmes, en ont déjà bénéficié.



COMPOSANTE 1 :

Développement et renforcement des capacités pour une gestion durable des eaux souterraines

Le projet a débuté par la mise en place d'un groupe de réflexion national à Zanzibar, portant à onze le nombre total de ces groupes. Ces derniers jouent un rôle clé dans la mise en œuvre des projets nationaux financés par des dons subsidiaires, ainsi que des initiatives portant sur les aquifères transfrontaliers et les organismes de bassins. Ils constituent un mécanisme essentiel à travers lequel le projet renforce durablement les capacités locales. Les groupes de réflexion nationaux ont aidé le projet à soutenir l'organisation de dialogues nationaux des parties prenantes sur les eaux souterraines, réunissant 413 participants, dont 154 femmes, en Eswatini, au Malawi, en Tanzanie et au Zimbabwe. Ces dialogues visent à sensibiliser et à renforcer les capacités en matière de gestion et de durabilité des eaux souterraines.

L'institut de gestion des eaux souterraines de la SADC (SADC-GMI) révisé actuellement sa Politique de l'eau de 2005, dont la finalisation est prévue pour août 2025. Des délégués des États membres, des organismes de bassin et d'autres partenaires du SADC-GMI se sont réunis lors d'un atelier régional des parties prenantes en avril 2025 à Johannesburg pour partager leurs contributions sur cette politique. Celle-ci devrait intégrer une approche holistique, prenant en compte le changement climatique, la gestion des eaux souterraines, ainsi que la prise en compte de la dimension de la parité femmes-hommes et de l'inclusion sociale.

Le SADC-GMI a établi 42 partenariats stratégiques avec des organismes de bassin, des établissements universitaires et des partenaires régionaux de mise en œuvre, ce qui favorise la coopération, le partage des connaissances et le renforcement des capacités en matière de gestion des eaux souterraines. Au cours de l'exercice 2025, huit protocoles d'accord supplémentaires ont été signés, notamment un avec la Commission des cours d'eau Buzi, Pungwe et Save, lors de la Semaine mondiale de l'eau qui s'est tenue en août 2024 à Stockholm.

Le SADC-GMI a enregistré des résultats remarquables dans la mise en œuvre d'activités conjointes avec ses partenaires œuvrant dans le domaine des eaux souterraines – ateliers, formations, réunions stratégiques, études et projets collaboratifs – qui ont contribué à renforcer la coopération régionale. Il a organisé la sixième Conférence régionale sur les eaux souterraines de la SADC en novembre 2024 au Lesotho, qui a réuni plus de 200 participants, dont 11 jeunes professionnels, dans le but de favoriser le dialogue pour une meilleure intégration des eaux souterraines dans la gestion des organismes de bassin transfrontalier, le renforcement des systèmes de surveillance et le partage des connaissances à l'échelle régionale. La septième édition est prévue en novembre 2025 à Johannesburg.

L'organisation anime également des webinaires mensuels dans le cadre de son programme de jeunes professionnels, qui regroupe plus de 1 000 membres dans sa communauté de pratique, pour partager des connaissances sur la gestion durable des eaux souterraines, les défis liés à la gestion urbaine de ces ressources et les stratégies d'évaluation de leur qualité. Le programme est conçu pour donner aux spécialistes émergents du secteur de l'eau, les ressources, les connaissances et les compétences nécessaires pour s'engager efficacement dans ce domaine. Plus de 120 Jeunes professionnels, dont 56 femmes, ont participé à des stages au siège du SADC-GMI à Pretoria ou dans le cadre de projets liés aux eaux souterraines à travers la région. Par ailleurs, 12 jeunes professionnels ont bénéficié de bourses d'études pour des programmes de master ou de doctorat, dont 8 femmes. Actuellement, cinq doctorants mènent des recherches contribuant à l'amélioration de la gestion des eaux souterraines.

COMPOSANTE 2 :

Renforcement des connaissances, diffusion et sensibilisation

Le Portail d'information sur les eaux souterraines de la SADC (SADC-GIP), un système de gestion de données en ligne de pointe, a été enrichi pour améliorer l'accès aux données et cartes hydrogéologiques par les États membres de la SADC et leurs partenaires. Il intègre désormais des séries chronologiques, des données issues de la télédétection et des technologies d'apprentissage automatique. Le SADC-GMI a commencé à accompagner Zanzibar dans la création d'une base de données destinée à être reliée au SADC-GIP, dans le cadre d'un effort visant à intégrer les données spécifiques aux pays et à appuyer les évaluations transfrontalières. Le SADC-GMI a également organisé une formation sur la gestion des eaux souterraines en mars 2025, rassemblant 42 participants, dont 10 femmes, issus des États membres et des organismes de bassin. Cette formation leur a permis d'acquérir des compétences et des connaissances concrètes en matière de gouvernance des eaux souterraines, de gestion des données et de gestion durable des ressources. Cette initiative s'inscrit dans l'engagement plus large du SADC-GMI en faveur du renforcement des cadres institutionnels et de l'amélioration de la gestion des eaux souterraines.

Les archives de la littérature grise de la SADC (SADC-GLA) constituent un référentiel essentiel de rapports, de documents de recherche et de publications sur les eaux souterraines.



Le SADC-GMI développe ou renforce des partenariats avec l'Université de Free State (Afrique du Sud), l'Université de Mzuzu (Malawi), l'Université du Botswana et l'Université de Namibie pour collecter des évaluations techniques, des articles de recherche, des actes de conférences publiés et des manuels sur la gestion des eaux souterraines, et pour renforcer les interactions avec les étudiants et autres parties prenantes. Ces archives enregistrent une utilisation en hausse constante, avec 10 473 visiteurs uniques et 12 679 visites au total entre janvier 2024 et mai 2025, soit en moyenne environ 698 visiteurs uniques et 845 visites par mois.

Le projet a achevé des études de recherche critiques dans plusieurs aquifères transfrontaliers, ce qui a permis d'approfondir la compréhension des dynamiques des eaux souterraines et de contribuer à l'élaboration de stratégies de gestion et d'utilisation durable. L'équipe a appliqué une série d'outils pour améliorer la connaissance et la gestion des eaux souterraines dans plusieurs aquifères transfrontaliers de la région SADC. Des systèmes de surveillance des eaux souterraines ont été évalués et développés dans l'aquifère transfrontalier de Stampriet (partagé par l'Afrique du Sud, le Botswana et la Namibie), dans l'Aquifère V à Maurice, et dans un aquifère sédimentaire côtier partagé entre l'Angola et la Namibie. Des techniques de télédétection ont été utilisées dans le Bassin sédimentaire côtier IV (Angola et Namibie) pour analyser des indicateurs à grande échelle liés aux eaux souterraines. Une analyse diagnostique transfrontalière a été menée dans l'aquifère transfrontalier alluvial de Save (Mozambique et Zimbabwe) afin de cerner les défis communs en matière d'eaux souterraines et d'éclairer la gestion

conjointe. En outre, des études d'hydro-recensement menées dans le bassin de Songwe (Malawi et Tanzanie) et le bassin de l'Inco-Maputo (Afrique du Sud, Eswatini et Mozambique) ont permis de dresser des inventaires détaillés des usagers et des infrastructures liées aux eaux souterraines. Ces outils jouent un rôle central dans le soutien à une gouvernance fondée sur des données factuelles et à l'utilisation durable des ressources en eau souterraine dans l'ensemble de la région.

Le SADC-GMI a lancé une nouvelle étude en partenariat avec le gouvernement zimbabwéen afin d'améliorer le suivi des eaux souterraines et l'approvisionnement en eau dans l'aquifère alluvial de Manicaland-Middle Sabi, une ressource stratégique nationale partagée avec le Mozambique. L'initiative vise à relancer la surveillance de cet aquifère crucial, entravée jusqu'à présent par le vieillissement des infrastructures et le manque de ressources. Elle permet aux deux pays d'en apprendre davantage sur leurs ressources en eaux souterraines partagées, et a conduit à l'installation d'une pompe de forage solaire de 7 kilowatts pour la communauté de Middle Sabi.

Soixante et onze pour cent des parties prenantes ont déclaré utiliser les connaissances produites par le projet, ce qui a permis de renforcer la collaboration et les capacités.



COMPOSANTE 3 :

Renforcement de la résilience des moyens de subsistance et de la gestion inclusive des eaux souterraines

À partir de décembre 2024, le SADC-GMI a renforcé son appui aux États membres, ce qui a permis d'accélérer considérablement la mise en œuvre des dons subsidiaires. CIWA a soutenu à la fois des dons sollicités par les États membres et des dons attribués par voie de concours. Sur les 24 projets financés par des dons subsidiaires au titre de la Phase II, sept ont été achevés dans cinq pays (Afrique du Sud, Eswatini, République démocratique du Congo, Tanzanie et Zimbabwe), tandis que huit ont été réalisés à plus de 50 % dans six pays (Lesotho, Malawi, Maurice, Namibie, Zambie et Zanzibar). Neuf projets affichent un taux d'avancement inférieur à 50 % (Angola, Commission sur les bassins de l'Incomati et de Maputo [INMACOM], Malawi, Mozambique, Namibie et Zimbabwe). Au total quelque 598 000 personnes devraient bénéficier directement de ces projets financés par des dons subsidiaires. Treize projets ayant été achevés lors de la phase I, le nombre total de projets s'élève désormais à 37.

L'un des faits marquants au titre de cette composante a été le lancement, en juin 2025, d'un projet financé par un don subsidiaire à l'école primaire Buigiri pour enfants malvoyants, à Dodoma, en Tanzanie. Face à une population en forte croissance et à des ressources en eau sous pression dans la localité, le forage de puits pour exploiter les eaux souterraines est essentiel à la mise en place d'un approvisionnement durable. Ce projet promet d'améliorer considérablement la vie de 120 élèves et 38 enseignants, en leur offrant un accès fiable à l'eau directement dans l'enceinte de l'école. Cela leur permettra de consacrer aux études et à l'enseignement le temps autrefois passé à la corvée d'eau.

Pays	Montant (USD)	Description du projet	Etat d'avancement
Afrique du Sud Financement de base : Contribution en nature : Total :	125 000 12 500 137 500	Actualisation de la carte hydrogéologique : Élaboration de la méthodologie et mise à jour de la série de cartes hydrogéologiques et de la brochure d'information dans la région de Polokwane.	Achevé
Angola Financement de base : Contribution en nature : Total :	125 000 0 125 000	Projet d'approvisionnement en eau à Caimbambo : Renforcement de la capacité d'approvisionnement en eau à Caimbambo, dans la province de Benguela. Les activités incluent le forage et l'installation d'un petit système d'alimentation en eau, ainsi que l'équipement de deux puits avec des pompes solaires.	En cours
République démocratique du Congo Financement de base : Contribution en nature : Total :	125 000 17 300 142 300	Projet d'approvisionnement en eau au Kongo Central : Construction d'un mini-réseau de distribution d'eau et d'une station de pompage à Madimba, dans la communauté du Kongo Central, comprenant trois forages.	Achevé
République démocratique du Congo Financement de base : Contribution en nature : Total :	125 000 0 125 000	Projet d'approvisionnement en eau à Kimpangu : Ce projet vise à améliorer les conditions de vie et l'hygiène à Kimpangu, dans la province du Kongo Central.	Achevé

Pays	Montant (USD)	Description du projet	Etat d'avancement
Eswatini Financement de base : Contribution en nature : Total :	125 000 0 125 000	Surveillance et gestion des eaux souterraines : Amélioration des connaissances sur les eaux souterraines par l'évaluation des ressources disponibles, le renforcement des capacités en matière de surveillance et de gestion, et la mise en place d'un système de surveillance de pointe.	Achevé
Lesotho Financement de base : Contribution en nature : Total :	125 000 0 125 000	Construction de systèmes de surveillance des eaux souterraines et d'approvisionnement en eau : Forage de nouveaux puits pour la surveillance et l'approvisionnement en eau des communautés vulnérables, et identification de sources naturelles pour l'alimentation en eau.	En cours
Lesotho Financement de base : Contribution en nature : Total :	180 000 0 180 000	Gestion durable des eaux souterraines par une approche participative : Mise en œuvre dans les communautés de Ha Mapul, Ha Koali et Ha Mosotho, avec application des technologies les plus récentes pour la surveillance des eaux souterraines.	En cours
Malawi Financement de base : Contribution en nature : BASEflow : Partenariat réglementaire entre le Malawi et l'Écosse : Total :	125 000 0 17 289 19 083 161 373	Réhabilitation de 20 puits de surveillance : Amélioration de la surveillance et de l'évaluation des eaux souterraines tout en garantissant leur utilisation efficace et durable à des fins domestiques, agricoles et environnementales.	En cours
Maurice Financement de base : Contribution en nature : Total :	125 000 0 125 000	Système de surveillance des eaux souterraines : Installation de dispositifs automatiques d'enregistrement, de transmission et d'acquisition de données pour les forages représentatifs des principaux aquifères.	En cours
Mozambique Financement de base : Contribution en nature : Total :	125 000 17 300 142 300	Évaluation des eaux souterraines à Machangulo : Évaluation de la nappe phréatique du district de Machangulo (province de Matutuine) comme source alternative face au manque d'eau de surface et de système d'approvisionnement en eau. Le projet comprend l'évaluation de la disponibilité des eaux souterraines et la construction d'un système d'approvisionnement.	En cours

Pays	Montant (USD)	Description du projet	Etat d'avancement
Namibie Financement de base : Contribution en nature : Total :	125 000 12 500 137 500	Promouvoir la gestion durable des eaux souterraines : le projet favorisera une gestion durable et concertée des ressources en eau afin d'améliorer les moyens de subsistance, la santé des écosystèmes et le développement économique dans les aquifères du Karoo profond et du socle cristallin du sud de la Namibie (région de Karas).	En cours
Tanzanie Financement de base : Contribution en nature : Total :	125 000 12 500 137 500	Mise en valeur et gestion de l'aquifère de Nzuguni : Le projet prévoit la réalisation d'études d'évaluation et le fonçage de forages d'exploration qui permettront de déterminer comment assurer un approvisionnement en eau sûr et fiable pour la ville de Dodoma.	Achevé
Zambie Financement de base : Contribution en nature : Total :	176 500 176 500	Identifier, cartographier et caractériser les aquifères à Chiparamba (district de Kasenengwa, province orientale) : aménager au moins un champ de captage pour l'approvisionnement en eau d'un site d'habitat ; clôturer, protéger et reboiser le champ de captage ; sensibiliser la communauté et renforcer ses capacités.	En cours
Zambie Financement de base : Contribution en nature : Total :	125 000 12 500 137 500	Cartographie et mise en valeur des eaux souterraines : Ce projet permet de caractériser les aquifères de la zone de Shumbwa, dans le district de Kazungula (province du Sud), évaluer la demande en eau de l'école de Sihumbwa et des populations vivant aux environs, de construire trois forages, de concevoir et installer un réseau d'approvisionnement en eau fonctionnant à l'énergie solaire pour alimenter l'école, le dispensaire et les habitants de la localité et lutter contre la déforestation du bassin hydrographique de Sihumbwa..	En cours
Zanzibar Financement de base : Contribution en nature : Total :	214 500 0 214 500	Renforcement des capacités : Appui au renforcement des capacités du ministère de l'Eau, de l'Énergie et des Mines de Zanzibar pour une gestion efficace et durable des ressources en eaux souterraines.	En cours
Zimbabwe Financement de base : Contribution en nature : Total :	24 500 0 24 500	Acquisition et installation de capteurs de niveau et d'un système téléométrique : Installation de capteurs dans neuf forages de la sous-unité de bassin de l'Upper Manyame, dans la région de Harare.	Achevé
Zimbabwe Financement de base : Contribution en nature : Total :	125 000 12 500 137 500	Surveillance des eaux souterraines dans l'aquifère alluvial de Save : Mise en place d'un système téléométrique en temps réel permettant de générer des données pour une gestion durable du système.	Achevé

PROCHAINES ÉTAPES

Le SADC-GMI a renforcé sa viabilité financière en établissant un fonds de réserve d'un an d'un montant d'environ 360 000 dollars. En collaboration avec des partenaires stratégiques tels que l'Union internationale pour la conservation de la nature, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'IWMI, le Fonds international de développement agricole, le Partenariat mondial pour l'eau – Afrique australe et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, le SADC-GMI cherche à mobiliser environ 30 millions de dollars de financement pour poursuivre ses activités.

Le projet prévoit de poursuivre la formation des groupes de réflexion nationaux afin d'en améliorer le fonctionnement, notamment par le déploiement du plan de mise en œuvre issu des Dialogues nationaux des parties prenantes qu'ils ont organisés. Ces dialogues rassemblent les parties prenantes nationales concernées par la question des eaux souterraines en vue de sensibiliser et plaider en faveur d'une utilisation durable de ces ressources. Ce processus permet également de renforcer les groupes de réflexion nationaux grâce à la coopération et aux partenariats.

Trois nouveaux plans d'action stratégiques sur les eaux souterraines à l'échelle des bassins seront élaborés avec la Commission des cours d'eau Buzi, Pungwe et Save, la Commission permanente des eaux du bassin de l'Okavango (OKACOM) et la Commission du bassin du Zambèze (ZAMCOM). Ces plans s'ajouteront à celui déjà finalisé avec la Commission du cours d'eau du Limpopo. Le projet prévoit également d'achever l'étude d'évaluation approfondie de l'aquifère transfrontalier du Shire, que le Malawi et le Mozambique se partagent.

Le projet poursuivra ses efforts pour améliorer la science citoyenne, en menant des recherches participatives afin de recueillir les connaissances des communautés sur la valeur de la biodiversité, ce qui facilitera l'expérimentation de nouvelles solutions face aux principaux défis régionaux liés aux eaux souterraines. La participation communautaire et la prise en compte de la biodiversité sont des éléments clés des études en cours portant sur la coopération transfrontalière, y compris l'évaluation de l'aquifère du Shire, l'étude d'hydro-recensement de la Commission du bassin de la rivière Songwe, l'étude d'hydro-recensement de l'INMACOM, et les recherches sur le Bassin sédimentaire côtier IV (Angola/Namibie).

La Politique régionale de l'eau de la SADC de 2005 a été révisée, et la nouvelle version de 2025 devait être approuvée par le Conseil des ministres de la SADC en août 2025.

Pendant la période de prolongation du projet – dont l'approbation est en cours – les efforts se concentreront sur l'achèvement des projets financés par les dons subsidiaires. Sept sont déjà terminés et, d'ici la nouvelle date de clôture, 37 projets au total devraient être achevés. Les travaux d'élaboration du plan d'action stratégique conjoint pour Tuli-Karoo se poursuivront. Par ailleurs, d'autres plans d'action stratégiques conjoints seront développés pour l'aquifère sédimentaire du Karoo (Afrique du Sud et Lesotho) ainsi que pour l'Aquifère du bassin sédimentaire VI (Afrique du Sud et Mozambique).



INITIATIVE DE RENFORCEMENT DES ORGANISMES DE BASSINS TRANSFRONTALIERS GRÂCE À L'ÉLABORATION DE PROGRAMMES ET À L'ACCROISSEMENT DES CAPACITÉS EN AFRIQUE

CONTEXTE

CIWA appuie le Programme régional pour la résilience climatique (RCRP) de la Banque mondiale en Afrique de l'Est et australe en renforçant la capacité des organismes de bassins transfrontaliers et leurs homologues nationaux afin de planifier, financer et mettre en œuvre une gestion des ressources en eau résiliente face au changement climatique. Le RCRP met l'accent sur la pérennité institutionnelle, la mobilisation des investissements, le renforcement des outils d'analyse et l'engagement citoyen afin de soutenir la coopération et la résilience dans les bassins prioritaires. Fort des résultats obtenus au cours de l'exercice 2024, le programme continue de concentrer ses efforts sur la planification de la résilience et la hiérarchisation des investissements dans les eaux transfrontalières, tout en apportant un appui programmatique au renforcement des institutions nationales et à l'échange de connaissances dans l'ensemble de la région. Ce faisant, il accorde une attention particulière à la biodiversité, aux services écosystémiques, aux questions de parité femmes-hommes et à l'inclusion sociale dans la planification et l'exécution des investissements.

PROGRÈS RÉALISÉS

Le programme est passé de la phase de conception à celle de la mise en œuvre sur plusieurs volets. Dans le bassin fluvial du Cubango-Okavango (CORB), l'appui de CIWA et de la Banque mondiale a permis de transformer un diagnostic institutionnel en une opération financée par le FEM intitulée « *Cubango-Okavango River Basin: Financing Innovation in Transboundary Waters* »⁶. Cette opération prévoit la consolidation et l'extension du Fonds du CORB, conçu comme un mécanisme financier innovant pour soutenir la durabilité à long terme du bassin. Un nouveau programme financé par CIWA dans l'Okavango a également permis de faire progresser une initiative axée sur les moyens de subsistance, mettant l'accent sur la comptabilité de la biodiversité, et d'introduire des directives renforcées pour stimuler la mobilisation citoyenne dans la gestion des eaux transfrontalières.

Dans le bassin du fleuve Zambèze, une étude stratégique intitulée « *Naviguer vers l'avenir : évaluer les opportunités de développement socio-économique et de coopération régionale dans le bassin du fleuve Zambèze dans un contexte de changement climatique* » a débuté en septembre 2024. Cette étude actualisera l'analyse des opportunités d'investissement multisectorielle soutenue par CIWA et évaluera les défis et options pour la gestion durable du lac Kariba, notamment en matière de pêche. Elle devrait être achevée en juin 2026.

Dans le cadre du RCRP, la plateforme régionale de surveillance et de gestion a été conçue pour appliquer les technologies de cartographie et de télédétection à la surveillance des capacités de stockage, à la gestion des risques d'inondation et à la sélection de sites d'investissement. Une plateforme spécifique pour le Mozambique, axée sur les zones transfrontalières, a été élaborée en parallèle. Des analyses sur les solutions fondées sur la nature destinées à compléter les infrastructures grises ont été finalisées et présentées au gouvernement du Soudan du Sud, ont été lancées pour le Mozambique, et sont en cours d'examen pour les Comores, élargissant ainsi la boîte à outils opérationnelle du programme. Une assistance technique ponctuelle a permis de renforcer les stratégies de mobilisation citoyenne dans les zones transfrontalières entre le Soudan du Sud et l'Ouganda afin d'éclairer les études en cours du RCRP. CIWA a également soutenu la préparation et la mise en œuvre du deuxième atelier régional du RCRP, organisé au Mozambique en juin 2025, qui a réuni environ 80 participants issus des pays du RCRP, de la Banque mondiale et d'experts internationaux, pour aborder la gestion des ressources en eau dans un contexte climatique en mutation, y compris la planification transfrontalière, la maintenance pour la résilience, la mobilisation citoyenne et l'inclusion du genre. Ensemble, ces actions permettent de concrétiser l'agenda de renforcement des capacités, d'analyse et de concertation envisagé pour l'exercice 2024, tout en introduisant plusieurs livrables et plateformes concrètes.

PROCHAINES ÉTAPES

L'année prochaine permettra de consolider les acquis et de traduire les résultats analytiques en décisions institutionnelles et d'investissements. La collaboration avec l'OKACOM se poursuivra afin de soutenir l'opération du bassin du fleuve Cubango-Okavango (CORB) ainsi que le Fonds du CORB, tout en mettant en œuvre le nouveau programme sur les moyens de subsistance et la mobilisation citoyenne dans l'Okavango.

L'étude stratégique sur le Zambèze se poursuivra jusqu'à son achèvement prévu en juin 2026, et permettra de disposer d'une réserve d'investissements actualisée pour l'ensemble du bassin et de recommandations pour la gestion du lac Kariba.

La plateforme régionale de suivi sera finalisée et mise en service parallèlement à la plateforme du Mozambique, améliorant ainsi la transparence et l'utilisation de l'analyse géospatiale pour la prise de décision dans les pays couverts par le RCRP. L'assistance ponctuelle sur les solutions fondées sur la nature ainsi que sur la planification et la conception d'infrastructures résilientes dans les

⁶ Bassin du fleuve Cubango-Okavango : Financement de l'innovation dans les eaux transfrontalières

bassins transfrontaliers se poursuivra – en mettant initialement l’accent sur le Mozambique et les liens avec les travaux en cours au Soudan du Sud, tout en tenant compte des Comores à mesure que l’analyse progressera. Parallèlement, l’équipe maintiendra la dynamique en matière de diagnostics institutionnels et de trajectoires de viabilité financière pour les organismes de bassin

prioritaires, cherchera à confirmer le soutien à la Commission internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha d’ici novembre 2025, et sollicitera une prolongation de 12 mois du financement afin de consolider et d’élargir le programme de coopération transfrontalière et de renforcement des capacités.



CHIPO MUNGENG

Œuvrer pour un monde respectueux de la biodiversité

Sans la bourse du programme de jeunes professionnels du SADC-GMI, soutenu par CIWA, Chipo Perseverance Mungenge n'aurait jamais pu obtenir son doctorat en zoologie à l'Université de Rhodes en Afrique du Sud, où elle s'est spécialisée en écologie aquatique et en conservation de la biodiversité.

Et sans ce doctorat, Mungenge, originaire du Zimbabwe, n'aurait pas pu s'épanouir à ce point, ni comprendre le rôle crucial joué par les communautés dans la gestion des eaux souterraines, ni découvrir l'existence d'un crustacé jusqu'alors inconnu, ni lutter contre les stéréotypes sexistes prévalant dans le secteur de l'eau, traditionnellement dominé par les hommes.

« Ce doctorat a fait de moi ce que je suis aujourd'hui », explique Mungenge, 33 ans, aujourd'hui écologiste aquatique spécialisée dans les eaux douces. Qu'il s'agisse de s'adapter à la culture sud-africaine, de relever un défi dans son laboratoire ou de faire face aux stéréotypes sexistes lors de travaux sur le terrain, « cette expérience m'a aidée à surmonter mes peurs et à développer ma résilience », explique-t-elle. « J'ai découvert une patience que je ne me connaissais pas. J'ai été surprise de voir à quel point je pouvais me dépasser et persévérer. Le parcours que j'ai accompli m'a profondément changée. »

Mungenge, seule de sa famille à avoir fait des études universitaires, a été élevée avec ses deux frères aînés par leur mère veuve. Celle-ci subvenait aux besoins de la famille en vendant des vêtements et chaussures d'occasion, après la fermeture de l'ONG pour laquelle elle travaillait. Sa mère a réussi à réunir suffisamment d'argent pour financer les études de sa fille à l'Université du Zimbabwe, où Mungenge a obtenu une licence et un master.

Son parcours universitaire se serait arrêté là sans la bourse de la SADC-GMI, d'un montant d'environ 5 400 dollars par an, et une deuxième bourse partielle de la National Research Foundation d'Afrique du Sud, qui a couvert son projet de recherche de deux ans ainsi qu'une partie de ses frais de subsistance. Elle a obtenu son doctorat en 2024.



Mobiliser les savoirs locaux pour préserver la biodiversité

Mungenge a étudié les liens entre les écosystèmes dépendants des eaux souterraines et la biodiversité dans l'aquifère transfrontalier de Khakea/Bray, qui s'étend entre l'Afrique du Sud et le Botswana.

« Les écosystèmes dépendants des eaux souterraines sont très dynamiques et sensibles, mais ils restent relativement peu étudiés en Afrique du Sud », explique-t-elle. « Nous avons constaté qu'ils abritaient des niveaux de biodiversité étonnamment élevés, y compris plusieurs espèces endémiques. » Elle a également découvert un anostracé jamais recensé du côté sud-africain de l'aquifère, et a analysé les principaux facteurs influençant la dynamique des communautés d'espèces dans ces écosystèmes.

Elle a aussi pris conscience du rôle essentiel que les communautés peuvent jouer dans la conservation de la biodiversité. « Il est important d'intégrer à la fois les connaissances scientifiques et les savoirs locaux dans la gestion des eaux souterraines, laquelle doit être adaptative, surtout dans un contexte de forte variabilité climatique, de changements d'usage des terres et de pressions sociales », affirme-t-elle.

Mungenge et ses collègues ont été intrigués en observant des pièges dans des cuvettes placées dans des zones humides temporaires – des mares qui s'assèchent durant la saison sèche. Ce n'est qu'en rencontrant les membres des communautés qu'ils ont appris qu'elles servaient à la chasse aux grenouilles-taureaux pour l'alimentation.

« Nous avons discuté avec les membres la communauté de l'importance de préserver la biodiversité, notamment en réduisant la surexploitation des grenouilles-taureaux, un mets traditionnel et une source de nourriture prisée. Nous les avons encouragés à envisager d'autres sources de protéines, comme le bétail ou la volaille, afin d'alléger la pression sur les populations sauvages. Ils se sont montrés disposés à explorer des pratiques plus durables », explique-t-elle.

Résister aux stéréotypes sexistes sur le terrain

Les membres de la communauté n'étaient pas les seuls à devoir être sensibilisés.

Au cours de ses recherches, Mungenge a constaté que certains collègues masculins remettaient en question son expertise technique du fait qu'elle est une femme. « En tant que femme, on vous écarte de certaines tâches physiquement éprouvantes sur le terrain, alors même que vous êtes tout à fait capable de les accomplir. »

Par exemple, lorsqu'il s'agissait de prélever des échantillons de sédiments dans les cuvettes profondes des zones humides temporaires, on lui disait qu'un homme devait l'accompagner pour cette tâche physiquement éprouvante. Elle n'a pas cédé. « Je disais simplement que j'étais capable de le faire », se souvient-elle. Fidèle à son deuxième prénom, Persévérance, « j'enfilais mes bottes et j'entrais dans l'eau pour faire mes prélèvements. »

Mungenge considère que son doctorat représente aussi une victoire personnelle, « et une avancée vers l'égalité des sexes dans un milieu scientifique dominé par les hommes. Il symbolise la levée des barrières et met en lumière la force et le potentiel des femmes dans le monde universitaire. Ma présence dans ce domaine prouve que l'excellence en recherche ne dépend pas du sexe. »

Elle ajoute : « Pour résoudre les problèmes de gestion des ressources en eau, il faut une diversité de points de vue. Quand la prise de décision est dominée par un seul sexe, on passe à côté d'expériences, de connaissances et de solutions précieuses. »

Œuvrer pour un monde respectueux de la biodiversité

Aujourd'hui, Mungenge travaille comme chercheuse en post-doctorat à l'Institut national sud-africain pour la biodiversité et à l'African Climate and Development Initiative de l'Université du Cap. Elle évalue l'efficacité des approches écosystémiques d'adaptation au changement climatique dans les écosystèmes d'eau douce d'Afrique du Sud.

Ses recherches actuelles se situent à l'interface entre science et politique. Elle cherche à comprendre comment les écosystèmes d'eau douce réagissent aux pressions climatiques, et comment les solutions fondées sur la nature peuvent à la fois renforcer la résilience écologique et améliorer le bien-être humain. Pour elle, ce travail vise à éclairer des décisions concrètes afin de préserver les écosystèmes d'eau douce avant qu'ils n'atteignent des points de bascule critiques.

« J'espère que nous serons plus proactifs dans la valorisation et la protection de nos écosystèmes d'eau douce, et que nous agirons avant qu'ils ne subissent une dégradation irréversible », dit-elle. « La conservation doit être un engagement que nous prenons dès maintenant, pour les générations futures et pour la biodiversité qui dépend de ces systèmes vitaux. »





THÈMES TRANS- VERSAUX



RÉVOLUTION DES DONNÉES SUR L'EAU	60
BIODIVERSITÉ ET CONSERVATION	62
RÉSILIENCE CLIMATIQUE	64
PARITÉ FEMMES-HOMMES ET INCLUSION SOCIALE	66
POINT DE VUE DU TERRAIN : PINIMIDZAI SITHOLE	68
SOUTIEN AUX RÉGIONS TOUCHÉES PAR LA FRAGILITÉ, LES CONFLITS ET LA VIOLENCE	70

RÉVOLUTION DES DONNÉES SUR L'EAU

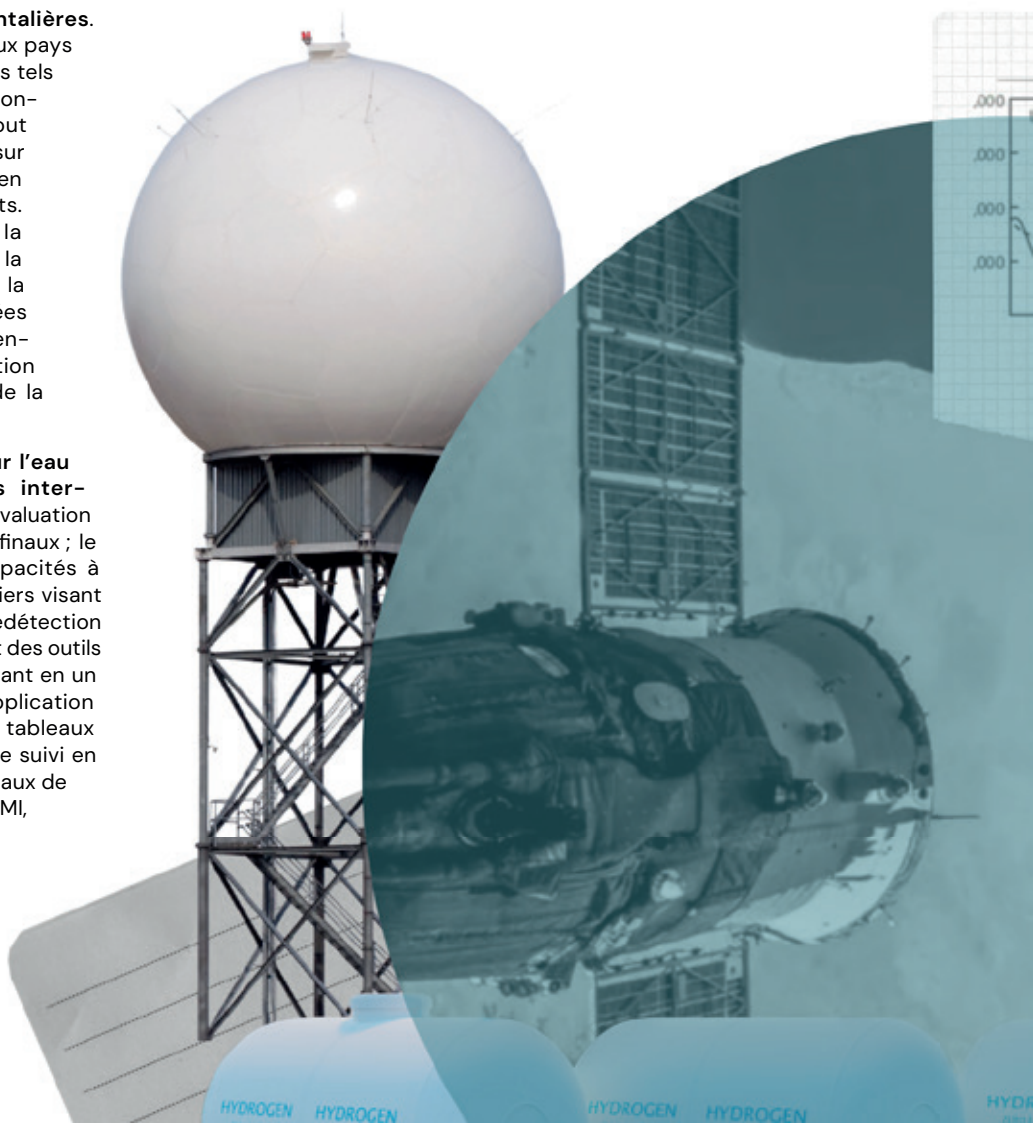
Le projet de révolution des données sur l'eau a été lancé en 2021 pour combler des lacunes critiques en matière de données dans la gestion des eaux transfrontalières en Afrique. Clôturé en décembre 2024, le projet de révolution des données sur l'eau visait à renforcer les capacités des organismes de bassin et des organisations régionales africaines en matière de télédétection et d'outils d'analyse avancés, leur permettant ainsi de prendre des décisions éclairées et résilientes face au changement climatique. En combinant les données de télédétection et les données de terrain, les institutions peuvent mieux gérer les ressources partagées, renforcer la résilience face aux inondations et aux sécheresses et encourager la coopération dans la planification des investissements. Cette initiative, centrée sur les utilisateurs, avait pour objectif de rendre les données sur l'eau accessibles et exploitables pour les décideurs. Elle comprenait également un volet de renforcement des capacités afin que les organisations puissent collecter, analyser et utiliser leurs propres données.

L'exploitation complète des données issues de la télédétection présente un intérêt stratégique pour le contexte politique dans la mesure où elle permet de mettre en place des pratiques de partage ouvert des données, tout en favorisant la confiance et la collaboration transfrontalières.

La technologie de télédétection permet aux pays riverains de répondre à des défis communs tels que les prévisions de sécheresse ou d'inondation sur des fleuves transfrontaliers, tout en facilitant des discussions plus larges sur les avantages du partage des ressources en eau et la planification des investissements. L'accessibilité des données renforce la collaboration, atténue les tensions liées à la propriété des données et vient en appui à la prise de décisions fondées sur des données factuelles, notamment en matière d'identification, de préparation et de mobilisation d'investissements durables au service de la croissance économique.

Le projet de révolution des données sur l'eau était articulé autour de trois piliers interconnectés : le Pilier A, consistant en une évaluation de l'état et des besoins des utilisateurs finaux ; le Pilier B axé sur le renforcement des capacités à travers des formations ciblées et des ateliers visant à améliorer l'utilisation des données de télédétection et à développer des produits de données et des outils d'analyse conviviaux ; et le Pilier C consistant en un appui à certaines organisations dans l'application de ces outils, notamment la création de tableaux de bord de la comptabilité de l'eau pour le suivi en temps réel et l'aide à la décision. Ces tableaux de bord, développés en partenariat avec l'IWMI, fournissent des informations essentielles sur la disponibilité, l'utilisation et la répartition de l'eau, et sont accessibles au public.

Une évaluation des besoins des organismes de bassins africains a été réalisée à travers une collecte de données sur la situation en matière d'utilisation des données, des produits et des outils d'analyse existants, les pratiques de collecte, de stockage, de gestion et d'analyse des données de télédétection, ainsi que les obstacles rencontrés par les organismes de bassin et les organisations régionales dans l'utilisation de ces données et outils. Cette évaluation, conduite via des enquêtes écrites envoyées à 15 organismes de bassins et trois organisations régionales, a révélé des niveaux variables de familiarité et d'usage des données de télédétection, avec des limites principalement liées au manque de capacités techniques et à des contraintes financières. Une forte demande de formation a été exprimée, notamment sur l'utilisation des données de télédétection, sur des outils tels que la comptabilité de l'eau et sur d'autres sujets.





Par la suite, une série d'ateliers virtuels de renforcement des capacités a permis de dispenser une formation technique sur la collecte, la gestion et l'analyse des données de télédétection. Le format virtuel a favorisé une plus grande inclusivité, permettant une plus grande participation des femmes, qui peuvent rencontrer des obstacles à la participation aux sessions en présentiel. Les participants ont acquis des compétences pratiques en collecte et en analyse de données de télédétection, notamment à travers des exercices appliqués sur des plateformes telles que Google Earth Engine et les outils géospatiaux de la Banque mondiale, qui permettent aux organisations de surveiller la disponibilité de l'eau, de prévoir les aléas et de prendre des décisions fondées sur les données.

Le projet de révolution des données sur l'eau a ensuite co-développé des tableaux de bord de comptabilité de l'eau sur mesure, en collaboration avec les clients et l'IWMI. Les organismes de bassin pilotes étaient l'Autorité du bassin de la Volta (ABV), l'INMACOM et la ZAMCOM. Afin de garantir une intégration efficace des outils de comptabilité de l'eau, des sessions de formation, en ligne et en présentiel, ont été organisées pour l'ABV et l'INMACOM en 2024, permettant un apprentissage pratique et l'application concrète des outils développés (voir la section « Point de vue du terrain » concernant Mme Rafatou Fofana). Les tableaux de bord de la comptabilité de l'eau sont destinés à différents utilisateurs finaux, notamment les ministères techniques et le personnel des organismes de bassin.

Les organismes de bassin ayant participé à l'initiative ont rapporté une amélioration significative de leurs capacités techniques, une plus forte appropriation des outils de données et un renforcement de la coopération régionale.

Ces tableaux de bord permettent des évaluations transparentes et standardisées de l'utilisation et de la disponibilité de l'eau à différentes échelles géographiques, ce qui constitue un fondement essentiel d'une gestion transfrontalière durable des ressources en eau. Conçus selon la méthodologie WA+ développée par l'IWMI, les tableaux de bord sont entièrement alimentés par des données satellitaires relevant du domaine public. Cette approche garantit un accès ouvert, réduit les coûts et permet d'éviter les complexités politiques et logistiques associées au partage des données in situ entre pays, favorisant ainsi la transparence et la confiance – éléments essentiels à la coopération régionale.

Les travaux réalisés dans le cadre du projet de révolution des données sur l'eau jettent les bases de la mise en œuvre future d'outils d'analyse à l'échelle des bassins, permettant une utilisation pratique et intégrée des données dans la prise de décision. Il faudra désormais adopter une approche plus ciblée afin de répondre aux besoins particuliers des différents organismes de bassin, et procéder à une évaluation détaillée de leurs attentes. Il sera également nécessaire de tenir compte de la grande disparité des capacités existantes entre ces organismes, et de concevoir des outils en conséquence.



BIODIVERSITÉ ET CONSERVATION

Le portefeuille de CIWA pour l'exercice 2025 poursuit l'intégration de la biodiversité et de sa conservation dans la coopération transfrontalière en matière de ressources en eau, conformément au cadre de CIWA relatif à la biodiversité et à sa conservation finalisé au cours de l'exercice 2024. Ce cadre a pour ambition d'améliorer la gestion transfrontalière des ressources en eau de manière à soutenir la conservation de la biodiversité, afin que les communautés soient plus résilientes face au climat, que les moyens de subsistance soient préservés et que les services rendus par la nature soient protégés.

Le projet d'amélioration de la gestion des ressources en eau dans le Sahel central et dans le Sahel occidental a mis l'accent sur l'influence du couvert végétal sur les ressources en eau transfrontalières, ainsi que sur la sélection des sites d'intervention prioritaire s'appuyant sur les solutions fondées sur la nature et l'approche paysagère (restauration des bassins versants et des parcours) pour protéger les ressources en eau et renforcer la résilience. Le programme DREVE mettra l'accent sur les solutions fondées sur la nature et les pratiques régénératrices afin d'augmenter les capacités de stockage d'eau et de soutenir la biodiversité d'eau douce dans l'ensemble des bassins de la région.

L'appui au programme RCRP dans le cadre de l'initiative de renforcement des organismes de bassins transfrontaliers grâce à l'élaboration de programmes et à l'accroissement des capacités en Afrique, inclut une assistance technique à deux pays pour l'élaboration d'un plan de gestion des pêches transfrontalières du lac Kariba (entre la Zambie et le Zimbabwe). Cette composante a connu des retards, mais une assistance technique est prévue au cours de l'exercice 2026 pour évaluer les impacts climatiques et socio-économiques du déclin des pêches, s'attaquer à la prolifération des plantes aquatiques envahissantes et aux pressions sur la qualité de l'eau, et promouvoir une participation inclusive des parties prenantes (y compris les femmes et les groupes de population vulnérables) à la conservation et à la gestion des pêcheries. De nouveaux travaux menés dans le bassin du Cubango-Okavango ont permis de faire progresser un programme axé sur les moyens de subsistance, renforçant la prise en compte de la biodiversité, et d'introduire de directives renforcées pour favoriser l'implication des citoyens dans la planification des ressources en eau transfrontalières. Des analyses des solutions fondées sur la nature ont été réalisées pour compléter les investissements « gris » et présentées au Soudan du Sud. Elles ont été lancées au Mozambique et sont à l'étude aux Comores. L'exercice 2026 sera marqué par la poursuite d'un appui à la demande aux solutions fondées sur la nature, dans un premier temps ciblé sur le Mozambique et lié aux travaux en cours au Soudan du Sud.

Le programme d'appui pour les eaux transfrontalières du Soudan du Sud comporte un pilier dédié à la production de connaissances et au renforcement des capacités, destiné à générer une base stratégique de données factuelles pertinentes à l'échelle du bassin sur la zone humide du Sudd – l'une des plus grandes zones humides du monde, régulateur essentiel de l'hydrologie du Nil, réservoir de biodiversité et puits de carbone.

Le projet « Libérer le potentiel de résilience » renforce les connaissances, les mesures de sauvegarde et les pratiques opérationnelles, de sorte que les investissements dans les eaux souterraines soutiennent les moyens de subsistance des pasteurs et l'intégrité de l'environnement dans la Corne de l'Afrique. Les produits du savoir comprennent des lignes directrices relatives aux parcours pastoraux qui concilient la mise en valeur des eaux souterraines avec la résilience des écosystèmes et la sensibilité aux conflits et qui ont des incidences directes sur la biodiversité dans les écosystèmes pastoraux arides et semi-arides. L'exercice 2024 a été marqué par la création d'un centre de données, la formulation d'approches de surveillance et l'établissement de partenariats visant à renforcer les capacités de gestion durable des eaux souterraines et de protection des écosystèmes dans les zones transfrontalières fragiles.





Le projet de gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC – Phase II poursuit la production de connaissances sur les aquifères transfrontaliers, notamment par des analyses diagnostiques transfrontalières et des enquêtes hydrogéologiques de bassin, tout en renforçant la recherche participative et la science citoyenne sur la valeur de la biodiversité et des écosystèmes dépendants des eaux souterraines. Les travaux en cours portent sur plusieurs aquifères et bassins : l'aquifère alluvial du Save (Mozambique/Zimbabwe), le bassin du Songwe (Malawi/Tanzanie), le bassin de l'Inco-Maputo (Afrique du Sud/Eswatini/Mozambique), l'aquifère transfrontalier du Shire, et l'Aquifère sédimentaire côtier IV (Angola/Namibie). Le programme établit des liens entre la protection des eaux souterraines, la santé des écosystèmes et les moyens de subsistance des communautés, et continuera de tester des solutions concrètes aux défis régionaux liés aux eaux souterraines qui affectent la biodiversité et les services écosystémiques.

Il convient de noter que les travaux menés précédemment par CIWA dans le cadre de l'assistance technique de l'Initiative de résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse (SADRI) au sein du Conseil conjoint de gestion de la zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo du parc Pafuri-Sengwe, ont abouti à un nouveau projet financé par la Fondation Coca-Cola pour un programme de trois ans axé sur la gestion des paysages dans la zone de Pafuri. Le projet du Grand Limpopo contribue à la préservation de la biodiversité et à la sécurisation de l'approvisionnement en eau, à l'amélioration de la gouvernance de l'eau, à

la promotion de l'agroforesterie et à la restauration des sols. Il aide également les populations locales à mieux se préparer aux sécheresses, notamment grâce à des pratiques telles que le pâturage climato-intelligent.

Dans l'ensemble de ses opérations, CIWA continue de renforcer les mesures de sauvegarde environnementale et sociale, d'intégrer des éléments de conception favorables à la nature et d'utiliser des outils scientifiques pour la planification et la gestion adaptative. Les enseignements tirés soulignent l'importance d'évaluations rigoureuses des impacts environnementaux et sociaux, ainsi que de mesures de protection de la biodiversité – telles que la création d'aires protégées, la mise en place de passes à poissons, la lutte contre les plantes aquatiques invasives, ou encore le maintien de débits environnementaux – afin de limiter les impacts et de renforcer l'intégrité écologique autour des grandes infrastructures et des programmes hydrauliques. Ces enseignements éclairent les analyses en amont et la conception de nouvelles opérations, complétant ainsi le cadre élaboré par CIWA pour la biodiversité et ouvrant de nouvelles pistes pour une gestion de l'eau résiliente et respectueuse de la nature.

Le portefeuille de CIWA pour l'exercice 2025 continue d'intégrer la biodiversité et sa conservation dans la coopération transfrontalière en matière d'eau, en s'appuyant sur le cadre pour la biodiversité et la conservation finalisé au cours de l'exercice 2024. Ce cadre vise à améliorer la gestion des ressources en eau transfrontalière de manière à soutenir la conservation de la biodiversité, afin que les communautés soient plus résilientes face au changement climatique, que les moyens de subsistance soient protégés, et que les services rendus par la nature soient préservés.



RÉSILIENCE CLIMATIQUE

CIWA a poursuivi ses interventions en faveur de la résilience climatique à travers quatre axes complémentaires : informations et systèmes d'alerte précoce face aux risques climatiques et hydrologiques ; eaux souterraines et sécurité hydrique ; approches fondées sur la nature et les écosystèmes ; capacités institutionnelles, coopération et engagement citoyen. Les activités de l'exercice 2025 s'appuient sur les bases posées durant l'exercice 2024, en mettant en œuvre des outils et des plateformes (par exemple les systèmes d'alerte précoce et les tableaux de bord de la comptabilité de l'eau), en améliorant la gouvernance et les données sur les eaux souterraines, et en intégrant la résilience dans la planification des investissements et les processus institutionnels à l'échelle des bassins et des régions.

Information sur les risques climatiques et hydrologiques, prévisions et alertes précoces

Le projet NCCR a contribué au déploiement de systèmes opérationnels d'alerte précoce en cas d'inondations et de sécheresses dans tout le bassin du Nil. Le système renforcé d'alerte précoce des crues éclair de l'ENTRO pour le Nil oriental est opérationnel dans les sous-bassins Tekeze-Setit-Atbara, Nil Bleu, lac Tana et Baro-Akobo-Sobat (avec 35 points de prévision et des cartes des aléas/risques pour 16 zones vulnérables aux crues). Parallèlement, le tableau de bord du système d'alerte précoce aux sécheresses à l'échelle du bassin est arrivé à sa première version opérationnelle, renforçant la préparation régionale et la prise de décision face aux sécheresses. Le système renforcé d'alerte précoce des crues éclair du bassin du Nil est devenu entièrement opérationnel au cours de l'exercice écoulé et permet ainsi de préparer le bassin aux crues éclair. Une évaluation des risques d'inondation à l'échelle du bassin a été lancée et a progressé grâce à des consultations nationales visant à identifier des investissements dans la réduction des risques. Les entités de l'IBN ont également fait progresser la gestion des risques liés à la sécurité des barrages (inventaire, base de données WebGIS et cadre d'évaluation testé au Rwanda) et ont élargi les Services de données et d'analyse du bassin du Nil pour appuyer la planification des investissements résilients au climat. Le programme d'appui pour les eaux transfrontalières du Soudan du Sud a renforcé les services d'alerte précoce multirisques en soutenant le ministère des Ressources en eau et de l'Irrigation, ENTRO et la NELSAP-CU dans les domaines de l'observation, du suivi, de la prévision et de la communication. Des cartes hebdomadaires de suivi des inondations par satellite sont diffusées aux homologues nationaux ; un atelier sur le suivi en temps réel des données d'inondation est prévu pour consolider les méthodes utilisées.

L'assistance technique du projet de révolution des données sur l'eau a permis de développer des tableaux de bord de la comptabilité de l'eau basés sur la télédéttection pour l'AVB et l'INMACOM. Dans ce cadre, des formations ont été tenues pour intégrer ces outils dans l'analyse des sécheresses/inondations et la planification des allocations.

Eaux souterraines pour la résilience et la sécurité de l'eau

L'initiative « Libérer le potentiel de résilience » dans la Corne de l'Afrique a continué à faire progresser les systèmes d'information et les systèmes d'information sur les eaux souterraines liés au climat pour soutenir les investissements résilients dans les eaux souterraines et la coopération transfrontalière sur les aquifères en Éthiopie, au Kenya et en Somalie. Des listes de contrôle pour les investissements résilients au climat ont été appliquées sur une centaine de sites.

Le projet de gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC – Phase II a permis de renforcer les groupes de réflexion nationaux, d'élargir le Portail d'information sur les eaux souterraines de la SADC en y intégrant des séries chronologiques et des données de télédétection, et





d'octroyer des dons subsidiaires visant directement à améliorer la résilience – par exemple, par des réseaux de surveillance, des systèmes d'approvisionnement en eau alimentés à l'énergie solaire, d'observation télémétrique et de caractérisation des aquifères. Les dons subsidiaires exécutés en Angola, au Lesotho, au Malawi, à Maurice, au Mozambique, en Namibie, en Zambie et au Zimbabwe contribuent à renforcer la sécurité liée aux eaux souterraines et à améliorer les données utiles à la gestion des sécheresses, au bénéfice d'environ 598 000 personnes. Soixante et onze pourcents des parties prenantes déclarent utiliser les produits du savoir. Les travaux sur les politiques publiques, tels que la révision de la Politique régionale de l'eau de la SADC, intègrent des dimensions transversales telles que l'adaptation au climat, la gestion des eaux souterraines, la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale dans l'ensemble des États membres.

En Afrique de l'Ouest, CIWA a soutenu la conception de dispositifs réglementaires pour les écosystèmes dépendants des eaux souterraines (notamment dans le bassin du Niger), a formé des agences à l'utilisation d'outils de planification de la collecte des eaux de pluie, et a préparé le programme régional DREVE, qui vise à porter à échelle l'irrigation résiliente au climat et la sécurité des ressources en eaux souterraines et la sécurité de l'eau transfrontalière dans les bassins du Sénégal et du Niger, ainsi que dans plusieurs aquifères clés. Les ministres ont convenu d'accélérer les investissements en vue d'atteindre un million d'hectares irrigués d'ici 2035, en s'appuyant sur la résilience face aux sécheresses et sur une utilisation efficace de l'eau.

Solutions fondées sur la nature, écosystèmes et planification adaptée au climat

Une étude stratégique sur les services hydrologiques des zones humides du Sudd a été lancée dans le cadre du programme d'appui pour les eaux transfrontalières du Soudan du Sud, afin de quantifier leur rôle dans la régulation des crues et l'équilibre hydrologique du bassin. L'appui au RCRP couvrirait la sélection de sites d'investissement climato-intelligents dans les bassins du Cubango-Okavango et du Zambèze. L'étude « Naviguer vers l'avenir » pour le Zambèze actualise l'analyse des opportunités d'investissements multisectoriels et évalue des options pour une gestion durable du lac Kariba face à la variabilité climatique.

Capacités institutionnelles, coopération et mobilisation citoyenne pour la résilience climatique

Les équipes du NCCR et de l'IBN (Nile-Sec, ENTRO, NELSAP-CU) ont contribué au renforcement des capacités en matière de sécurité des barrages, à la mise en œuvre des systèmes d'alerte précoce et à l'extension des services d'analyse pour permettre l'exploitation des informations sur les risques climatiques dans la planification et la gestion. Des formations ciblées sur l'observation de la Terre, GeoGLOWS et les modèles de planification ont été dispensées afin de soutenir une prise de décision durable et prenant en compte le climat au sein des institutions nationales et des organismes de bassin. L'appui au RCRP a permis de réunir des acteurs régionaux et nationaux (notamment via des ateliers organisés par la SADC) pour renforcer les capacités en matière d'accès au financement climatique et aux marchés du carbone et d'amélioration de la gestion des ressources en eau face à la variabilité climatique. Les événements à venir se concentreront sur la gestion transfrontalière, l'exploitation et la maintenance pour la résilience et la gestion des risques d'inondation.

Co-bénéfices en matière d'atténuation grâce à des infrastructures hydrauliques résilientes

Les actions d'atténuation climatique menées durant l'exercice 2025 ont principalement concerné la réalisation progressive d'investissements dans l'exploitation des eaux souterraines et les systèmes de pompage solaire, à travers le programme « Libérer le potentiel de résilience » et le projet SADC – Phase II.

La Banque mondiale s'est associée à d'autres banques multilatérales de développement pour adopter une approche commune de mesure des résultats climatiques. Il ne s'agit plus seulement de mesurer les volumes de financements climatiques ou de co-bénéfices, mais également d'évaluer les résultats générés par ces financements. Cette évolution s'est accompagnée d'un élargissement des exigences d'alignement sur l'Accord de Paris et d'évaluations des co-bénéfices climatiques à toutes les opérations exécutées par les bénéficiaires, y compris les fonds fiduciaires. Le projet NCSCR est la première opération de CIWA à avoir été soumise à cette nouvelle méthodologie et a été approuvé durant l'exercice 2025. Le projet est considéré comme un financement climatique à 100 % (100 % adaptation, 0 % atténuation), car toutes ses activités sont conçues pour :

- **RENFORCER LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS ET DES INSTITUTIONS FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE,**
- **AMÉLIORER LA COLLECTE ET L'UTILISATION DES DONNÉES CLIMATIQUES,**
- **AUTONOMISER LES FEMMES ET LES JEUNES DANS L'ADAPTATION AU CLIMAT, ET**
- **SOUTENIR LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE CLIMATIQUE.**

PARITÉ FEMMES-HOMMES ET INCLUSION SOCIALE

Au cours de l'exercice 2025, l'initiative des Champions masculins pour l'autonomisation des femmes a poursuivi ses efforts en faveur de la promotion de la parité femmes-hommes au sein des institutions de gestion transfrontalière de l'eau en Afrique subsaharienne. S'appuyant sur les réussites de l'année précédente, le programme a élargi sa portée et a approfondi son impact à travers une série d'activités et d'événements.

L'initiative a recruté 13 nouveaux Champions masculins originaires des différentes régions de l'Afrique subsaharienne, élargissant ainsi la diversité et la représentation géographique au sein du programme, qui compte désormais 24 membres. Cette expansion répond au plan stratégique de CIWA visant à garantir une approche large et inclusive de la parité femmes-hommes dans différentes régions et à impliquer la société civile, les organisations de jeunesse, les universités et les ministères, afin d'élargir la portée de l'initiative.

Tout au long de l'année, les Champions masculins ont participé à plusieurs ateliers de renforcement des capacités et sessions de concertation. CIWA a notamment organisé une formation de deux jours sur la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale (GESI) pour ENTRO, dans le cadre du lancement du Forum Genre du Bassin du Nil oriental, ainsi qu'une session de formation en ligne à destination des membres de l'initiative des Champions masculins

pour l'autonomisation des femmes. Ces formations visaient à approfondir la compréhension des notions clés telles que la parité femmes-hommes dans les contextes transfrontaliers, l'inclusion sociale et la mobilisation des hommes, afin de doter les participants des outils nécessaires pour intégrer efficacement ces dimensions dans le cycle des projets.

CIWA a également apporté une assistance technique aux Champions masculins, en fournissant des ressources et conseils techniques à la CBLT et à ENTRO, à leur demande, pour renforcer leurs efforts de réduction des inégalités de genre. En septembre 2024, CIWA a coorganisé, en partenariat avec le Réseau des femmes dans la diplomatie de l'eau (*Women in Water Diplomacy Network*) un séminaire d'échange d'expériences intitulé « *How can men support the challenges women face in transboundary water institutions?* »⁷ L'événement a réuni des représentants de 43 pays, qui ont partagé les approches adoptées dans différentes cultures. Lors d'un autre événement organisé en mars 2025 avec Equal Aqua, les Champions masculins ont échangé avec des participants de programmes de la Banque mondiale en Afrique de l'Est et australe sur les moyens de





développer des environnements de travail favorables à la parité femmes-hommes.

En octobre 2024, l'initiative des Champions masculins pour l'autonomisation des femmes a organisé des réunions en présentiel au Lesotho, en marge du symposium de Water Research Fund for Southern Africa (WARFSA), de WATERNET, et de Global Water Partnership Southern Africa (GWPSA). Les discussions ont porté sur la révision du plan d'action de l'initiative des Champions masculins pour l'autonomisation des femmes, qui intègre désormais un cadre de résultats. Cette rencontre a également offert un espace précieux aux Champions masculins pour partager leurs expériences et idées sur les moyens de relever les défis auxquels les femmes sont confrontées dans le secteur de l'eau. Dans l'ensemble, les participants ont indiqué que leur présence à ces deux événements avait renforcé leur engagement en faveur de la parité femmes-hommes. L'événement parallèle et la participation au symposium ont également servi de plateforme pour recruter de nouveaux membres au titre de l'initiative des Champions masculins pour l'autonomisation des femmes.

Les Champions masculins luttent contre les disparités et les préjugés sexistes dans leurs organisations et identifient les opportunités permettant aux femmes d'accéder à des postes de direction et de décision. Ils ont ainsi examiné les opérations et les infrastructures de leurs organisations afin de veiller à ce qu'elles répondent aux besoins des femmes – notamment par la mise en place de structures de garde d'enfants – et que la dimension de genre soit pleinement intégrée à l'ensemble du cycle des projets. CIWA a organisé des réunions virtuelles régulières afin de maintenir la dynamique de l'initiative et de favoriser les échanges entre Champions

masculins sur les moyens de promouvoir l'autonomisation des femmes, tant sur le plan individuel que collectif. Ces sessions leur ont permis d'échanger sur les progrès accomplis, d'analyser les difficultés rencontrées et de déterminer des actions communes. Elles ont également constitué un espace d'apprentissage continu et de soutien mutuel, permettant aux Champions masculins de perfectionner leurs approches et d'échanger sur les stratégies ayant fait leurs preuves.

Des activités ont été menées dans le cadre des opérations soutenues par CIWA afin de remettre en cause les normes de genre et de renforcer la participation et l'influence des femmes dans les processus décisionnels liés à la gestion de l'eau. Dans le cadre du programme « Libérer le potentiel de résilience », des directives pour la mobilisation communautaire ont été appliquées : elles exigent l'implication de spécialistes sociaux, environnementaux, techniques et de genre afin que les investissements prennent en compte les besoins de tous les membres des communautés, en particulier les femmes et les autres groupes vulnérables. Environ un tiers des 130 membres des unités de mise en œuvre du projet formés à l'utilisation du SIG étaient des femmes.

Au cours de l'exercice 2025, le programme de stage pour les jeunes professionnels du Nil-Sec a accueilli trois femmes originaires d'Éthiopie, du Soudan du Sud et du Soudan. Un atelier régional du Réseau des femmes du Nil devrait être organisé pour faire le point sur les avancées et élaborer des stratégies visant à renforcer la voix des femmes dans la gouvernance transfrontalière de l'eau.

En Afrique australe, plus de 100 000 personnes, dont environ 52 000 femmes, ont bénéficié de projets financés par des dons subsidiaires. Les dialogues nationaux avec les parties prenantes ont vu la participation de 413 personnes, dont 154 femmes. Les formations à la gestion des eaux souterraines ont compté 42 participants, dont 10 femmes. Par ailleurs, plus de 120 jeunes professionnels, dont 56 femmes, ont effectué des stages, et 12 ont obtenu des bourses pour des études supérieures, dont 8 femmes.



PINIMIDZAI SITHOLE

Un Champion masculin militant actif en faveur de la parité femmes-hommes

Pinimidzai Sithole, surnommé Pinnie, a eu un déclic sur la question de la parité femmes-hommes alors qu'il étudiait la sociologie à l'Université du Zimbabwe.

C'est à la fin des années 1990, en suivant un cours sur le genre et le développement dispensé par la célèbre féministe et sociologue zimbabwéenne Rudo Gaidzanwa, qu'il prend conscience que les attitudes patriarcales avaient imprégné son enfance dans les hautes terres rurales de l'est du Zimbabwe.

« J'ai grandi en considérant comme normal que ce soient tes sœurs qui cuisinent pour toi, qui aillent chercher de l'eau, qui ramassent du bois de chauffe », raconte-t-il. « En tant que garçon, notre seule responsabilité était de s'occuper du bétail. Et on nous incitait à envisager des carrières dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM), tandis que nos sœurs étaient encouragées à devenir infirmières ou enseignantes. »

« J'ai compris que nous aurions dû répartir équitablement les tâches, qu'on soit garçon ou fille », poursuit Sithole, aujourd'hui âgé de 49 ans. « Après ce cours, j'ai commencé à remettre en cause le patriarcat ambiant et à me revendiquer comme un allié féministe. Depuis, je prône et mets en pratique ces principes. »

Il n'est donc pas surprenant que Sithole se soit tourné vers les questions de genre dans sa carrière, qu'il ait rejoint en 2024 l'initiative des Champions masculins pour l'autonomisation des femmes de CIWA, ni que lui et son épouse élèvent leurs deux enfants à Pretoria dans le respect de normes de genre plus progressistes.

Une carrière dans l'eau née du hasard

C'est un concours de circonstances qui a amené Sithole, titulaire d'un master en sociologie et anthropologie sociale, à travailler dans le secteur de l'eau. Grâce à ses solides compétences en recherche, il est mis en contact avec un professeur américain du Centre pour les sciences sociales appliquées de l'Université du Zimbabwe, très impliqué dans les réformes du secteur de l'eau dans le pays.

Rapidement, Sithole devient son assistant de recherche. « C'est là que j'ai commencé à m'intéresser de près au secteur de l'eau », explique-t-il.

Et depuis, il n'a jamais fait marche arrière.



C'est également par hasard que Sithole s'est retrouvé à travailler en Afrique du Sud. Alors qu'il présentait un article sur les droits humains et l'eau lors d'une conférence internationale à Johannesburg, un membre du personnel du bureau sud-africain de l'IWMI (Institut international de gestion de l'eau) l'a approché. Il a ainsi commencé à y travailler comme assistant de recherche tout en poursuivant un doctorat en administration publique, axé sur la gouvernance de l'eau, à l'Université du Western Cape.

Aujourd'hui, Sithole est spécialiste de la gouvernance et du développement social au sein de GWPSA. Il y œuvre pour l'égalité, l'autonomisation économique des femmes, le développement social et l'inclusion. En tant que spécialiste du genre, il veille à l'intégration de la dimension GESI dans les projets exécutés par le GWPSA dans les bassins transfrontaliers partagés par les États membres riverains de la région de la SADC. Il mène des analyses de genre et socio-économiques, ainsi que des cartographies et hiérarchisations des parties prenantes. Il effectue aussi des analyses des lacunes dans les dispositifs de gouvernance et d'organisation institutionnelle, et accompagne les parties prenantes défavorisées – y compris les femmes, les hommes pauvres et les personnes en situation de handicap – pour renforcer leurs capacités techniques et sociales afin qu'elles puissent participer efficacement et accroître leurs chances d'être prises en compte dans les instances de décision.

Lutter contre les barrières de genre avec le soutien de l'initiative des Champions masculins pour l'autonomisation des femmes

Sithole est parfaitement conscient de la manière dont les femmes sont exclues des espaces décisionnels en raison des normes de genre.

« Imaginons que vous soyez une femme, responsable d'une agence de bassin versant, et que vous preniez la parole lors d'un forum où la plupart des participants sont des hommes », explique-t-il. Premièrement, vos propos et vos opinions ne seront pas respectés : « Vous ne jouissez pas de la même reconnaissance que les hommes. Lorsqu'un homme exprime le même point de vue, il est applaudi. »

Cette exclusion est aggravée lorsque les hommes se retrouvent ensuite dans un bar pour poursuivre les discussions et prendre des décisions. Les normes sociales empêchent les femmes de les y rejoindre, les excluant ainsi de fait du processus décisionnel. « Cela crée un biais à l'encontre des femmes qui ne peuvent pas être présentes dans ces espaces », explique-t-il.

Sithole affirme que la formation de l'initiative des Champions masculins pour l'autonomisation des femmes, animée par la spécialiste des questions de parité femmes-hommes et d'inclusion sociale de CIWA, « lui a permis d'acquérir de meilleurs outils pour gérer ces situations ». Il a pris conscience qu'il était parfois trop dans la confrontation et qu'il se sentait frustré face aux hommes qu'il cherchait à sensibiliser – une attitude « qui pouvait susciter une forte résistance et entraîner des réactions hostiles envers la femme » qu'il voulait pourtant soutenir.

Aujourd'hui, dit-il, « Je les prends à part et je leur dis : « La politique de genre de votre gouvernement et les exigences des bailleurs de fonds qui soutiennent votre projet imposent que tous les participants soient traités équitablement. » Ils savent que le soutien des partenaires est crucial, et que le respect des politiques publiques est une obligation. C'est ce levier que j'utilise. Et parfois, je demande à l'homme concerné s'il est prêt à présenter ses excuses à la femme et à lui assurer qu'il fera mieux à l'avenir. »

Il dialogue aussi avec les femmes : « Comment pouvons-nous vous soutenir au mieux pour que vous n'ayez pas peur d'exprimer vos opinions ? Nous sommes là pour vous. Votre voix compte. »

« Le travail accompli par les Champions masculins est essentiel », affirme Sithole. « Voir des hommes s'adresser à d'autres hommes, susciter une prise de conscience et un sentiment d'urgence, c'est très puissant. Je leur dis : est-ce que nous accepterions que ces barrières affectent nos filles, nos mères, nos sœurs ? Lorsque la question est posée de manière personnelle, les autres hommes comprennent pourquoi il est important de rejoindre l'initiative des Champions masculins pour l'autonomisation des femmes. Nous pouvons alors nous mobiliser ensemble pour une cause plus grande. »



SOUTIEN AUX RÉGIONS TOUCHÉES PAR LA FRAGILITÉ, LES CONFLITS ET LA VIOLENCE

Près de la moitié des pays classés comme fragiles ou touchés par des conflits par la Banque mondiale au cours de l'exercice 2025 se trouvent en Afrique subsaharienne – et la situation de FCV s'y est aggravée au cours du dernier exercice. Plusieurs régions ont connu une instabilité persistante, voire croissante dans certains cas. Le Sahel, le bassin du lac Tchad et la région des Grands Lacs sont restés des épicentres de violence, avec des conflits transfrontaliers affectant les États voisins. Les urgences humanitaires se sont aggravées, sous l'effet conjugué des conflits en cours, de la pauvreté endémique et des déplacements massifs de population, touchant des millions de personnes et entraînant un nombre record de réfugiés et de personnes déplacées, notamment en raison de la guerre civile au Soudan.

Des groupes armés non étatiques ont intensifié leurs activités, et les réponses apportées par les États se sont souvent révélées insuffisantes ou entachées de violations des droits humains. Le centre du Sahel, l'est de la République démocratique du Congo et la Somalie ont été le théâtre de violence et des observateurs indépendants ont fait état d'une intensification des combats. L'Alliance des États du Sahel (Burkina Faso, Mali et Niger) a accéléré sa reconfiguration institutionnelle en quittant la CEDEAO, tandis que la violence s'intensifiait et se propageait vers les États côtiers d'Afrique de l'Ouest.

Face aux nombreuses menaces qui pèsent sur la croissance économique et la prospérité (telles que la migration, les inondations, les sécheresses ou encore l'insécurité alimentaire), souvent liées aux eaux nationales et transfrontalières, CIWA est idéalement positionnée pour accompagner les gouvernements africains dans la réponse aux défis liés aux contextes de FCV. Les mécanismes souples utilisés par CIWA dans ses opérations, son expertise technique et sa capacité de mobilisation lui permettent de jouer un rôle de premier plan dans le cadre de l'action menée pour résoudre certains des problèmes de sécurité hydrique les plus complexes. CIWA collabore principalement avec des institutions régionales, ce qui lui permet de poursuivre ses initiatives de gestion et de mise en valeur des ressources en eau, y compris dans les bassins dont un ou plusieurs États membres se trouvent temporairement, de façon intermittente, voire permanente, en situation de FCV. L'Initiative du bassin du Nil a apporté son soutien dans le bassin alors que de nombreux États membres se trouvaient dans des situations de FCV ou en sortaient, et a même facilité la mobilisation d'investissements dont ont directement bénéficié des États en situation de FCV. Cela n'a été possible que grâce à la poursuite durable des efforts engagés et à la mobilisation des moyens de partenaires opérant dans le bassin et disposant de plus amples capacités. CIWA peut fréquemment renforcer des projets exécutés par les bénéficiaires, complexes ou réalisés dans des zones sensibles, par des financements exécutés par la Banque. L'équipe de la

Banque mondiale peut ainsi appuyer de manière optimale la mise en œuvre des projets et aider les institutions partenaires à remédier à leurs points faibles et à renforcer leurs capacités.

La stratégie adoptée par CIWA pour aider les populations touchées par les situations de FCV consiste à investir dans la gestion concertée des eaux transfrontalières dans les bassins touchés par les situations de FCV afin d'apaiser les tensions, de promouvoir la stabilité et de renforcer la résilience face aux crises hydriques. Le Cadre de CIWA pour les situations de FCV fournit une feuille de route détaillée visant à renforcer l'efficacité des activités financées par le programme dans ces régions. Il existe des liens étroits et complexes entre les situations de FCV, la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale, le changement climatique, la biodiversité et l'économie politique





qui exigent l'adoption d'approches du développement non cloisonnées, et la gestion et la mise en valeur des ressources en eau transfrontalière fait intervenir tous ces domaines. Le cadre pour les situations de FCV a aussi été établi compte tenu du fait que les femmes et les autres groupes de population vulnérables sont souvent particulièrement exposés aux situations de FCV et que leurs capacités d'agent du changement sont souvent sous-employées.

Au cours de l'exercice 2025, CIWA a apporté son appui à plusieurs pays confrontés à des défis liés à des situations de FCV. En Afrique de l'Est, par exemple, le projet NCCR a soutenu les pays du bassin du Nil en mettant en place une plateforme de coopération entre les communautés, les décideurs politiques et les gestionnaires de l'eau. Cette collaboration a renforcé la gestion durable et équitable des ressources en eau du bassin, contribuant ainsi à la résilience face au changement climatique, au développement régional à long terme et à la réduction des conflits dans la région.

- **Dans la Corne de l'Afrique, CIWA a mené des interventions dans les zones frontalières caractérisées par une faible gouvernance et des institutions fragiles, en mettant l'accent sur la réduction des risques élevés de conflits liés aux pressions climatiques sur les ressources naturelles.** L'initiative « Libérer le potentiel de résilience » fait progresser l'utilisation durable des eaux souterraines

afin de renforcer la résilience climatique, la sécurité de l'eau et les moyens de subsistance, s'attaquant ainsi aux causes profondes des conflits et de la migration. CIWA a également soutenu le Soudan du Sud, pays sévèrement touché par la fragilité et les conflits, en l'aidant à mieux faire face aux inondations, aux autres impacts climatiques, ainsi qu'à une crise humanitaire croissante.

- **En Afrique australe, l'appui de CIWA au SADC-GMI et à la gestion durable des eaux souterraines a bénéficié à plusieurs pays, notamment le Mozambique, la République démocratique du Congo et le Zimbabwe.** Ces pays, marqués par des épisodes de conflit et de fragilité, sont désormais mieux préparés à faire face aux sécheresses sévères, aux conséquences du changement climatique, à la perte de moyens de subsistance et aux tensions liées aux ressources en eau.
- **En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, les activités de CIWA en matière d'amélioration de la gestion des ressources en eau dans la région du Sahel contribuent à réduire les conflits liés au stress hydrique.** Les interventions menées, telles que l'appui à un plan d'irrigation à grande échelle et le programme DREVE, visent à anticiper les effets du changement climatique et à relever les défis liés à la FCV, notamment l'instabilité, la faiblesse des institutions étatiques et les crises politiques en cours.



UNIR LES FORCES

Renforcer la coopération et les investissements dans les eaux transfrontalières à l'échelle de la Banque mondiale

Plus de la moitié de la population mondiale vit à proximité de bassins transfrontaliers, mais seuls 43 des 153 pays qui partagent des eaux transfrontalières ont conclu des accords opérationnels pour au moins 90 % de leurs rivières, lacs et aquifères communs. Le changement climatique, la croissance démographique et l'amélioration des moyens de subsistance, qui accroissent la demande en ressources hydriques déjà rares, rendent plus que jamais nécessaires la coopération et les investissements transfrontaliers.

Le département de l'eau de la Banque mondiale a donc lancé en 2023 le GFTWC (Global Facility for Transboundary Water Cooperation), un mécanisme mondial pour la coopération sur les eaux transfrontalières conçu pour relever ces défis.

« L'eau étant une ressource aussi essentielle à la vie humaine, à l'économie et à l'emploi, elle doit être gérée de manière durable, et idéalement dans le cadre d'une coopération entre pays », explique Christina Leb, responsable du programme du GFTWC.

Elle précise que la mission du GFTWC est de fournir une assistance technique, de renforcer les capacités et de soutenir l'identification d'opportunités d'investissement pour les pays, tout en veillant à ce que les ressources en eau transfrontalières restent au premier plan de l'agenda international, notamment par l'organisation de forums mondiaux.

Le GFTWC coordonne étroitement son action avec CIWA afin de partager les connaissances issues de CIWA et des bassins fluviaux africains avec d'autres régions, et inversement.

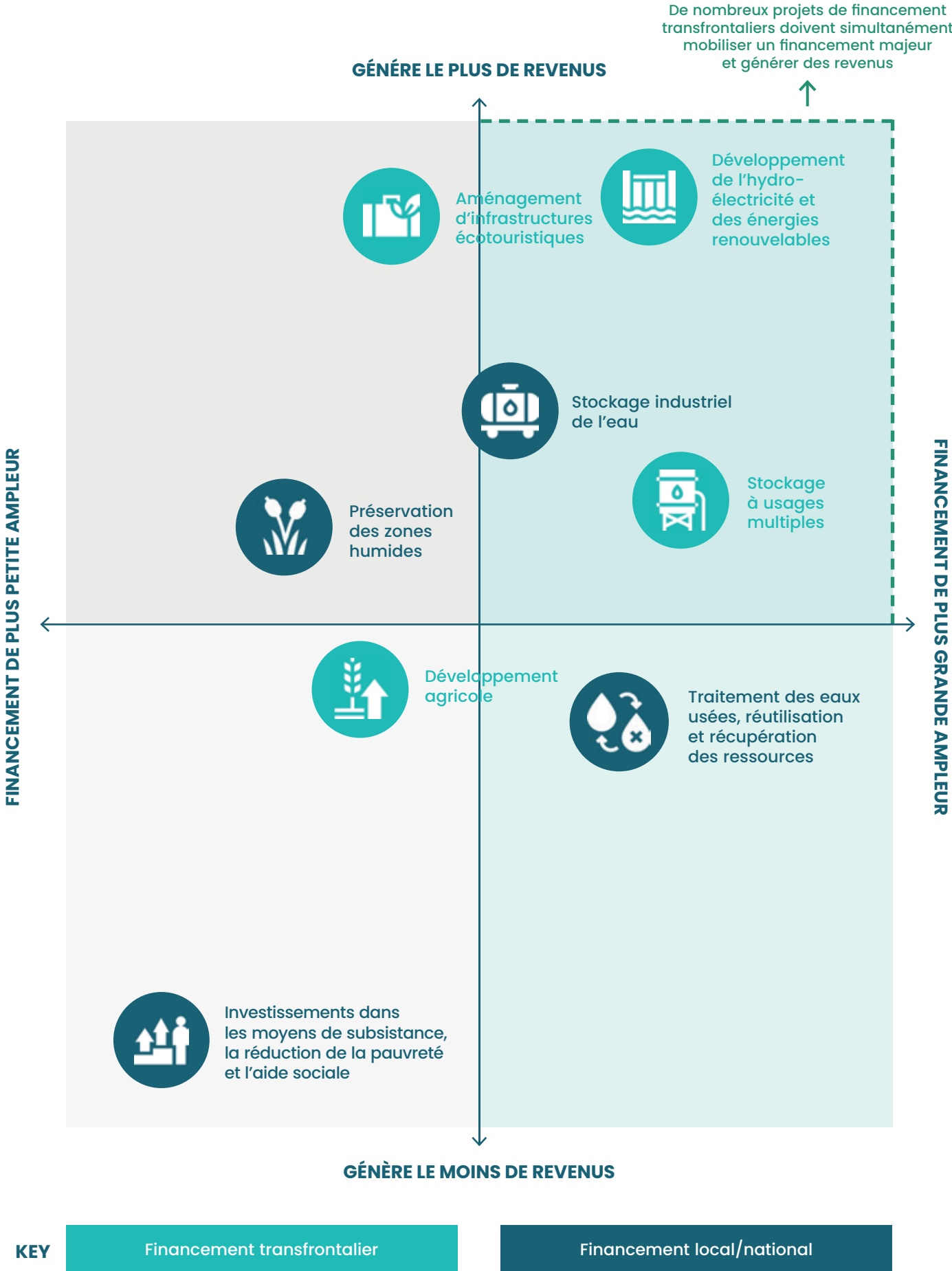
Avec le soutien du Partenariat mondial pour la sécurité hydrique et l'assainissement de la Banque mondiale, le premier financement exécuté par la Banque au titre du GFTWC a été octroyé à l'Organisation du traité de coopération amazonienne pour améliorer le suivi de la qualité de l'eau et renforcer les capacités. Un deuxième financement devrait appuyer l'OMVS dans la mise en place de mécanismes de financement innovants pour les investissements dans les eaux transfrontalières, et la réforme de sa structure financière afin de mobiliser davantage de capitaux. Cet appui complètera l'assistance de CIWA au développement du BASM et au programme DREVE.

Financement innovant pour les investissements dans les eaux transfrontalières

Le GFTWC et le groupe de travail sur les ressources en eau de la Banque mondiale, 2030 Water Resources Group, œuvrent ensemble à catalyser l'implication du secteur privé et à concevoir des mécanismes de financement innovants pour les investissements dans les eaux transfrontalières. Une initiative mondiale sur le financement innovant des investissements dans les eaux transfrontalières est ainsi en cours d'élaboration, avec pour objectif de faciliter l'identification et la mobilisation de nouvelles solutions de financement à l'échelle des bassins, y compris dans le bassin de l'Okavango et au bénéfice de l'OMVS. CIWA mène également des discussions avec les organismes de bassin sur la manière d'accroître son engagement dans la recherche de sources de financement innovant, notamment en soutenant la préparation d'un nouveau programme financé par le Fonds pour l'environnement mondial pour le bassin de l'Okavango. Ce programme vise à renforcer les capacités du Fonds du CORB et à le rendre opérationnel, lui permettant ainsi de devenir une institution financière. L'exercice consiste principalement à évaluer les besoins d'investissement et les revenus potentiels que ces derniers pourraient générer afin de déterminer où les capitaux publics, concessionnels, privés et provenant de bailleurs de fonds pourraient être déployés. Il s'agit également d'étudier les liens entre le secteur de l'eau et d'autres secteurs afin d'obtenir des résultats concrets en matière de développement (par exemple, alimentation, moyens de subsistance, sécurité énergétique) et de renforcer les arguments en faveur d'une mobilisation supplémentaire de financements dans le contexte transfrontalier.

Le graphique 1 montre que les investissements à fort potentiel de génération de revenus et nécessitant un financement à grande échelle sont les plus susceptibles d'attirer des capitaux privés. Ces investissements englobent généralement plusieurs secteurs au-delà de celui de l'eau, par exemple, le stockage à usages multiples, l'aménagement d'infrastructures écotouristiques et l'hydroélectricité.

Cet exercice explore un large éventail de solutions de financement, allant des financements basés sur la performance et des prêts liés à la durabilité aux produits d'assurance, financements conditionnels, options obligataires et fonds régionaux mutualisés. Il se penche également sur les options permettant aux bailleurs de fonds de soutenir le financement transfrontalier via l'octroi de financements basés sur la performance, le rachat des intérêts sur les prêts liés à la durabilité ou le paiement de primes d'assurance pour la couverture des risques de catastrophe.



COMMUNICATION

Une communication efficace est indispensable à l'obtention de résultats durables dans le domaine de la coopération sur les eaux transfrontalières en Afrique. Les activités de communication de CIWA au cours de l'exercice 2025 ont été axées sur le partage des connaissances, le développement de partenariats et la mise en lumière des avantages concrets d'une gestion collaborative de l'eau pour les communautés.

Renforcement de la présence numérique et du partage des connaissances

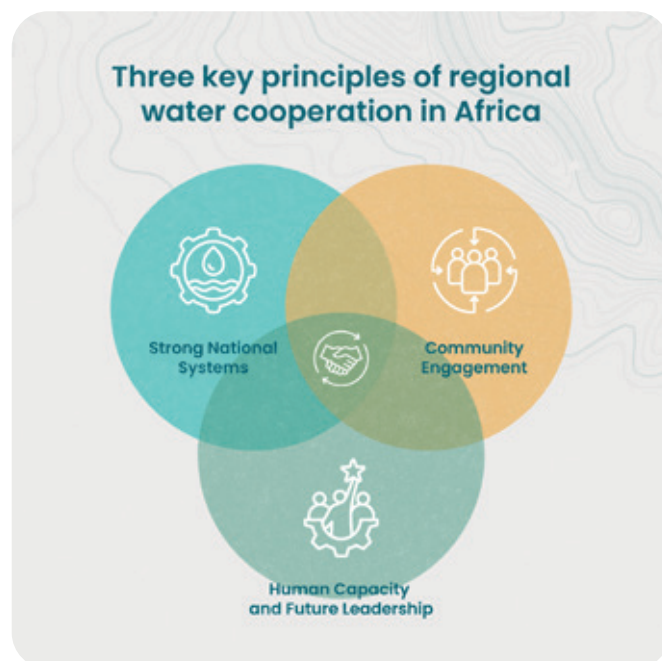
Le lancement du compte LinkedIn de CIWA a constitué un jalon important, ajoutant une nouvelle plateforme d'interaction avec la communauté grandissante des professionnels du secteur de l'eau et des défenseurs du climat. Cette expansion numérique est venue compléter les canaux de communication existants (site web du programme CIWA et compte X), et a renforcé la capacité de CIWA à toucher un large éventail de parties prenantes à travers l'Afrique et à l'international.

L'équipe de communication a mis en avant deux publications majeures, fruit de plusieurs mois de recherche et de collaboration spécialisées. Il s'agit de [Climate Resilience and Mitigation Assessment](#), une analyse approfondie des stratégies d'adaptation au changement climatique prévues par CIWA pour les systèmes d'eau, et de [Water Data Revolution : Closing the Data Gap for Transboundary Water in Africa](#), une ressource essentielle consacrée aux solutions numériques permettant de combler les lacunes critiques en matière d'information qui freinent depuis longtemps la gestion efficace de l'eau entre les pays. Cette publication souligne également que les choix effectués aujourd'hui par les pays en matière de coopération dans le domaine des eaux transfrontalières détermineront la résilience de la région pour les générations à venir. Elle met en avant trois principes clés d'une coopération réussie dans ce domaine, fondée sur la création de systèmes de gestion de l'eau capables de résister à la variabilité climatique tout en réduisant les tensions transfrontalières.

Engagement stratégique à l'échelle internationale

L'équipe a tiré parti de plateformes internationales clés pour amplifier l'impact du programme, notamment en participant à [Panafcon 3](#), une conférence axée sur les enjeux de l'eau et de l'assainissement en Afrique, et en mobilisant les parties prenantes autour de la nouvelle initiative panafricaine de la Banque mondiale : [Unlocking the Potential of Africa's Transboundary Water Resources for Prosperity](#) (Libérer le potentiel des ressources en eau transfrontalières de l'Afrique pour la prospérité). Le responsable du programme CIWA, Anders Jägerskog, a organisé un panel sur le thème « [New frontiers of transboundary water management on the African continent for development and growth](#)⁸ » réunissant des parties prenantes clés dont le Conseil des Ministres africains chargés de l'eau, l'Union africaine, la Commission européenne et l'IWMI.

CIWA a présenté son [Cadre pour la biodiversité](#), lors d'un atelier mondial de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe à Genève, consacré à la conservation et à la restauration des écosystèmes d'eau douce dans les bassins transfrontaliers. Cette présentation a mis en lumière la manière dont les approches par écosystème et les solutions fondées sur la nature peuvent être intégrées directement dans la planification relative aux eaux transfrontalières à travers l'Afrique, en plaçant la biodiversité au cœur de la gouvernance des bassins, et non comme une considération accessoire.



Révolution des données sur l'eau :
combler les manques de données sur les eaux transfrontalières en Afrique



Évaluation de la résilience au changement climatique et de l'atténuation



Point de vue du terrain : l'impact humain en histoires

Au cours du premier semestre de 2025, CIWA a publié plusieurs articles de blog dans sa série Point de vue du terrain, afin de mettre en lumière l'impact humain du programme, illustrant concrètement les transformations que les initiatives de CIWA apportent à la vie des communautés à travers l'Afrique.

Parmi les récits marquants de cette période, on retrouve :

Protéger le bassin fluvial du Cubango-Okavango : Tracy Molefi, coordinatrice de programme à l'OKACOM, et ses collègues sont déterminés à promouvoir le développement durable et la gestion intégrée du bassin fluvial du Cubango-Okavango, tout en améliorant les moyens de subsistance des communautés.

Recherche et gestion des eaux souterraines : Le travail de chercheuses telles que Mmasechaba Lebogang Moropane, qui identifie et cartographie les espèces envahissantes dépendantes des eaux souterraines dans la province du Cap-Occidental en Afrique du Sud, et celui d'hydrologues tels que Landing Bojang, hydrologue en chef plaçant pour une protection renforcée des eaux souterraines dans le bassin aquifère sénégal-mauritanien, vise à promouvoir une utilisation durable de ces ressources.

Apaiser les conflits dans les zones frontalières de la Corne de l'Afrique : Igbal Salah, hydrologue à l'IGAD, contribue à apaiser les tensions dans la Corne de l'Afrique en collaborant avec CIWA sur l'initiative « Libérer le potentiel de résilience : gestion et étude des eaux souterraines dans les zones frontalières de la Corne de l'Afrique » et le programme connexe GW4R de la Banque mondiale.

Impliquer les communautés dans la gestion des ressources en eau : Sylvester Matemu, devenu directeur du Discours du bassin du Nil en 2024, est un fervent défenseur de la protection des ressources en eau et de la participation communautaire à la collecte de données sur l'eau et à l'adaptation au changement climatique.

Lancement du Cadre FCV et élaboration de politiques

À l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, CIWA a publié la version améliorée de son Cadre FCV, qui oriente les activités du programme dans les zones soumises à un stress hydrique ou affectées par des conflits. Ce cadre représente une avancée significative dans la compréhension et la gestion des liens entre sécurité de l'eau, conflit et déplacement involontaire.

Mmasechaba Lebogang Moropane

Scientifique
environnementaliste
aspirant à l'Université
de Western Cape

Présence numérique et impact sur les réseaux sociaux

La présence numérique de CIWA s'est considérablement développée tout au long de l'exercice 2025, avec des campagnes qui ont suscité un fort engagement. Parmi les campagnes phares, on peut citer :

- **Journée du Nil** : Gros plan sur les 12 années de coopération entre CIWA et l'IBN, au bénéfice de plus de 250 millions de personnes vivant autour du bassin du Nil.
- **Journée internationale des femmes** : Mise en lumière des investissements en faveur de la parité femmes-hommes pour une meilleure gestion des eaux transfrontalières en Afrique.
- **Journée mondiale de l'eau** : Promotion de l'irrigation résiliente au changement climatique, de la coopération transfrontalière et du financement des initiatives liées à l'eau.

PERSPECTIVES

Événements et partenariats stratégiques

La stratégie de communication a préparé CIWA à renforcer son engagement futur, notamment par sa participation à d'importants événements internationaux, dont la Semaine mondiale de l'eau en août 2025, axée sur le thème « L'eau au service de l'action climatique », et la Conférence internationale sur l'eau, la paix et la sécurité d'octobre 2025, consacrée au rôle de l'eau en tant que catalyseur de paix et de coopération.

Le programme de communication continue de montrer que pour être efficace, la coopération dans le domaine des eaux transfrontalières requiert non seulement des solutions techniques et des investissements financiers, mais également une communication stratégique qui renforce la compréhension, la confiance et l'engagement en faveur d'une action transfrontalière concertée. S'appuyant sur des récits détaillés, une présence numérique et des partenariats stratégiques, les activités de communication de CIWA consolident les fondements d'une coopération durable autour des ressources en eau partagées de l'Afrique.

Igbal Salah

Hydrologue, IGAD

Sylvester Matemu

Directeur régional,
Discours du bassin du Nil

PERSPECTIVES

À l'échelle mondiale, environ 78 % des emplois dépendent de la disponibilité et de la qualité des ressources en eau, et les niveaux de revenu national sont corrélés à cette dépendance (des revenus plus faibles veulent dire une plus grande dépendance)⁹. L'eau contribue à créer, à faciliter, et à préserver les emplois. L'accès à l'eau potable et à l'assainissement permet également d'améliorer la santé publique, de réduire l'absentéisme et d'accroître la productivité, ce qui favorise les performances des travailleurs et contribue à la croissance économique. En revanche, l'excès, la pénurie ou la pollution de l'eau ont des répercussions négatives sur l'emploi dans les secteurs de l'énergie, de l'industrie manufacturière, de la santé, du tourisme et de l'agroalimentaire. Le secteur de l'eau joue un rôle essentiel dans la création d'emplois et l'amélioration de leur qualité dans ces secteurs tributaires de cette ressource. Le renforcement de la gestion des ressources en eau transfrontalières constitue une voie clé pour générer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, tout en améliorant la qualité de vie de la population, et l'assistance technique et les autres formes de soutien apportées par CIWA sous-tendent directement cette création d'emplois et croissance économique.

Les activités de CIWA au cours de l'année à venir resteront axées sur le maintien d'un environnement favorable, la mobilisation d'investissements, la production de connaissances et la fourniture d'outils en appui aux moyens de subsistance à travers le continent, et renforceront, à chaque occasion, le lien entre l'eau et l'emploi.

Ces activités incluent l'appui à la nouvelle étude panafricaine de la Banque mondiale portant sur la manière dont la collaboration soutient la croissance économique et la création d'emplois, et la façon dont une gestion améliorée des ressources en eau transfrontalières appuie l'agenda régional en Afrique – que ce

soit en posant les conditions nécessaires au développement de l'énergie et de l'agriculture, ou en améliorant les corridors de transport. CIWA contribue à la production de connaissances en étudiant l'étendue et les caractéristiques du potentiel en eau du continent, et la manière dont celui-ci sous-tend le développement économique et l'emploi.

Malgré les effets évidents de la sécheresse, la gestion reste généralement axée sur la réponse aux crises plutôt que sur l'anticipation des risques liés à la sécheresse. En Eswatini (Afrique australe), la sécheresse constitue à la fois l'aléa le plus fréquent et le plus grave et celui entraînant les pertes économiques les plus importantes. Ce qui distingue l'Eswatini, c'est qu'il a engagé, avec l'appui de la Banque mondiale et de CIWA, un processus de réflexion visant à renforcer sa résilience face à la sécheresse. Il s'agit de l'une des approches les plus complètes et les plus proactives en matière de gestion des risques de sécheresse en Afrique australe. Le pays développe des infrastructures hydrauliques résilientes à la sécheresse, met en place un système d'alerte précoce intégrant les savoirs locaux dans le suivi de la sécheresse et la science citoyenne dans les villages et les écoles, élabore des plans de préparation à la sécheresse pour chaque ville et chaque commune, et a mis au point une stratégie de financement des risques de catastrophe. Ces investissements permettent à l'Eswatini de réduire les coûts et les impacts des sécheresses, faisant de lui un modèle en matière d'approche proactive à la gestion des risques liés à la sécheresse. Le forum sur la résilience à la sécheresse prévu en septembre 2025 en Eswatini comprendra des activités de renforcement des capacités et de partage des connaissances dans ces domaines, et posera les bases d'une collaboration régionale qui contribuera, à terme, à transformer le nouveau Centre sur la sécheresse du pays en un pôle régional d'échange et de renforcement des capacités au bénéfice d'autres pays.

⁹ Water for Shared Prosperity. <https://documentsinternal.worldbank.org/Search/34320569>



Par ailleurs, CIWA appuiera les spécialistes de l'eau de la Banque mondiale dans la préparation d'analyses des risques et de la résilience à la sécheresse pour plusieurs pays partageant des bassins fluviaux, en collaboration avec le Centre sur la sécheresse de l'Eswatini. CIWA mènera également des actions de renforcement des capacités sur les outils d'analyse et d'appui liés à la sécheresse afin d'accompagner la transformation éventuelle du Centre en un pôle de formation et d'échange.

Le nouveau projet de CIWA destiné à la société civile, « Société civile du Nil pour la résilience climatique », montera en puissance au cours du prochain exercice, à la fin du projet NCCR. Le nouveau pilier consacré à l'atténuation des inondations du Programme d'appui pour les eaux transfrontalières du Soudan du Sud sera axé sur l'intégration des données relatives aux risques d'inondation et l'identification des points sensibles aux inondations dans la planification des infrastructures et des investissements. Le projet de CIWA au Sahel comprendra la préparation de travaux d'analyse sur l'impact du couvert végétal sur les ressources en eau transfrontalières en Afrique de l'Ouest, et l'appui à la finalisation de l'accord relatif au BASM. Enfin, CIWA apportera également un soutien déterminant à la préparation du programme DREVE proposé de la Banque mondiale, tant en approfondissant le dialogue avec les partenaires de la région qu'en contribuant à la définition de la vision d'une initiative régionale pour la sécurité de l'eau.

Comme les années précédentes, CIWA dispose d'une solide réserve de projets, le nombre de projets et d'initiatives proposés et sollicités dépassant largement les fonds disponibles. Il sera donc nécessaire de poursuivre la collecte de fonds afin de répondre à des besoins croissants. L'équipe de CIWA remercie ses donateurs actuels pour leur soutien et leurs encouragements, et se réjouit à l'idée de poursuivre sa collaboration avec eux en faveur de l'amélioration de la gestion des ressources en eau et l'appui à la croissance économique en Afrique au cours de l'année à venir.





ANNEXES

ANNEXE 1 – Portefeuille	80
ANNEXE 2 – Cadre de résultats de CIWA 2.0	82
ANNEXE 3 – Analyse des risques	96
ANNEXE 4 – Informations financières	99
ANNEXE 5 – Utilisation efficiente des ressources	110



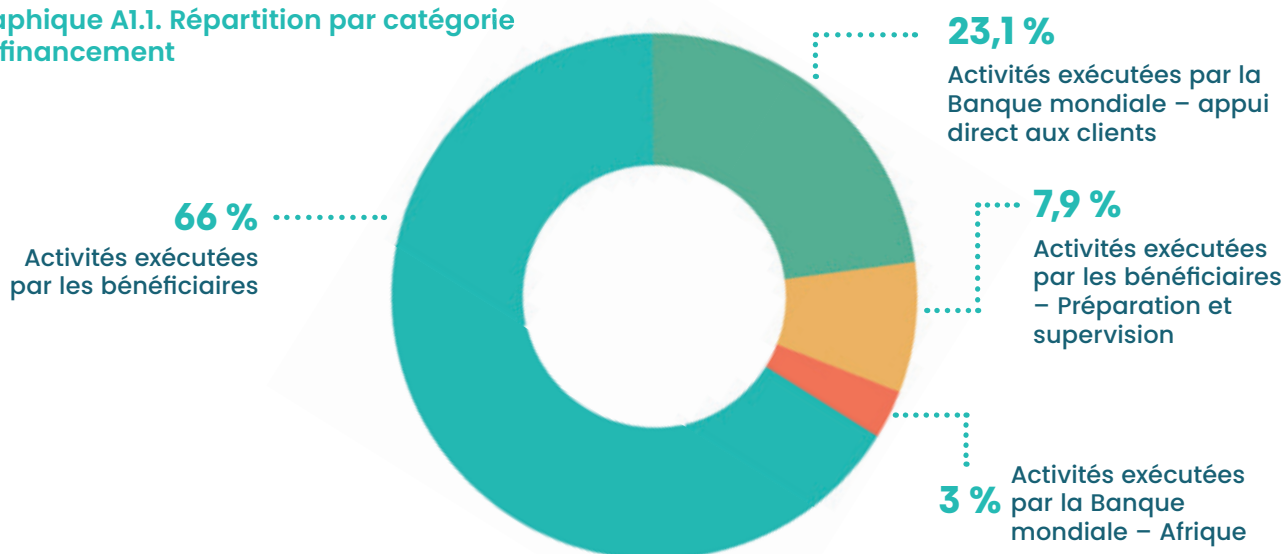
ANNEXE 1 — Portefeuille

■ L'annexe 1 présente la répartition du portefeuille¹⁰ de CIWA par catégorie de financement, de partenaires, d'engagement (géographiques) et de résultats prioritaires. Les principaux points à retenir sont indiqués ci-après :

Le graphique A1.1 montre que les financements de types FF-bén. restent majoritaires. Les deux financements de type FF-bén. en cours sont le projet NCCR et la deuxième phase du projet de gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC. Les financements de type FF-bén. en préparation comprennent le financement pour la gestion et la mise en valeur des aquifères transfrontaliers en Afrique de l'Est (5 millions de dollars), le financement

pour l'Initiative multisectorielle pour la sécurité de l'eau du lac Tchad (2 millions de dollars), le financement pour le Développement vert, résilient et inclusif (pour l'OMVS/DREVE ; 8,5 millions de dollars) et le financement d'Appui à la résilience face à la sécheresse en Afrique australe (3 millions de dollars). Les financements de type FF-bén. pour l'exercice 2025 constituent 62 % du portefeuille cumulé, ce qui représente une augmentation par rapport à l'exercice précédent.

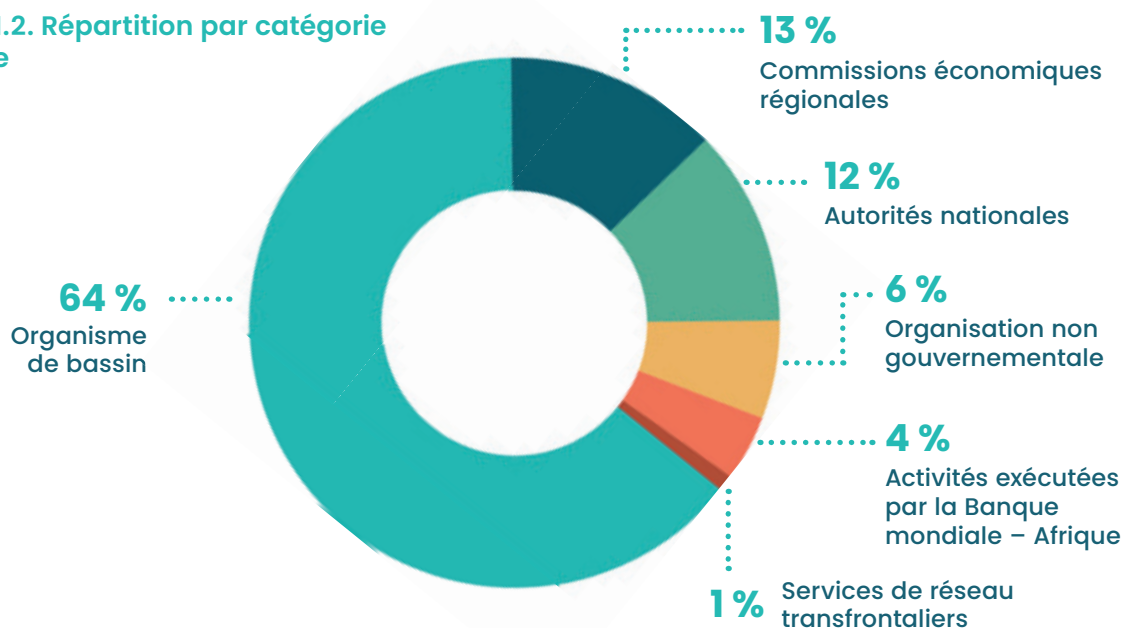
Graphique A1.1. Répartition par catégorie de financement



Le graphique A1.2 montre que le portefeuille cumulé de CIWA réunit des institutions régionales très diverses. À l'instar des exercices précédents, la majorité (64 %) des clients obtenant des financements au titre d'activités exécutées par les bénéficiaires et des partenaires

d'assistance technique sont des organismes régionaux de bassins. Cette répartition témoigne de la volonté de CIWA d'apporter à ces organismes un soutien inscrit dans la durée tout en diversifiant l'aide apportée à de nouveaux types de partenaires.

Graphique A1.2. Répartition par catégorie de partenaire

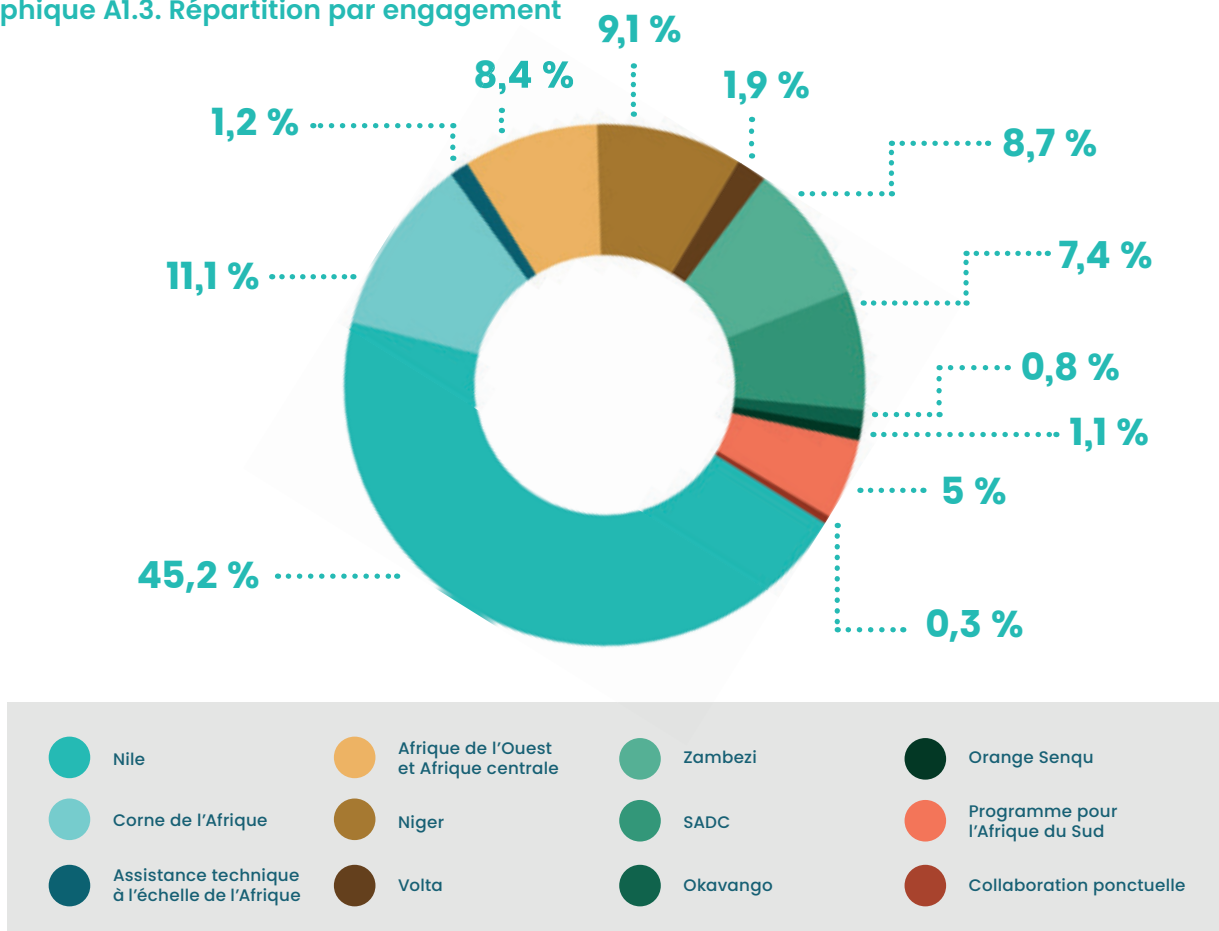


¹⁰ L'analyse de la répartition effectuée chaque année porte sur des données cumulées, sauf indication contraire, et tient compte des montants alloués aux réserves de projets, dont la liste figure dans le tableau A4.5 du rapport annuel de CIWA. Une mise en garde s'impose en ce qui concerne les données longitudinales de répartition en raison des changements susceptibles d'intervenir dans la réserve de projets (malgré leur approbation par le Comité consultatif) et des changements majeurs qui peuvent se produire dans un pays.

Le graphique A1.3 présente la répartition des engagements de CIWA dans les différentes régions d'Afrique subsaharienne. En incluant les nouvelles allocations en préparation, les pourcentages régionaux restent globalement similaires à ceux de l'exercice 2024 : le bassin du Nil représente 45 %

et la Corne de l'Afrique 11 % ; le portefeuille de l'Afrique australe représente 23 % ; et les allocations pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale s'élèvent à 19 % (le pourcentage restant étant consacré à l'assistance technique à l'échelle du continent africain).

Graphique A1.3. Répartition par engagement



Le graphique A1.4 présente les allocations cumulées du portefeuille de CIWA par résultat prioritaire. Les financements accordés par CIWA aux grandes infrastructures sont restés à 12 %.

Les investissements dans les petites infrastructures axées sur la nature représentent 17 % et l'appui aux systèmes institutionnels et d'information, 71 %.

Graphique A1.4. Répartition par type d'investissement



ANNEXE 2 — Cadre de résultats de CIWA 2.0

- CIWA rend compte chaque année des progrès enregistrés en direction des cibles indiquées dans son cadre de résultats en présentant des données qualitatives et quantitatives sur les réalisations des activités qu'il finance. Le cadre de résultats a été révisé à l'occasion de l'élaboration du programme CIWA 2.0 afin de mieux refléter les changements apportés à la théorie du changement et de mesurer les résultats à un niveau supérieur. Le cadre de résultats de CIWA 2.0 énonce les procédures opérationnelles normalisées applicables aux définitions et aux méthodologies de tous les indicateurs.

L'annexe 2 précise la manière dont certains projets contribuent à la réalisation des cibles annuelles. Les cibles sont établies pour l'année à venir. Les examens à mi-parcours fournissent des analyses des résultats cumulés des indicateurs et décrivent la situation dans l'ensemble du bassin en synthétisant les résultats obtenus sur plusieurs années et dans le cadre de plusieurs opérations.

Les progrès réalisés en direction de l'ODP (renforcer la gestion et la mise en valeur concertées des eaux internationales en Afrique subsaharienne en vue de contribuer à une croissance durable résiliente face au climat) sont mesurés par i) le montant des investissements mobilisés et ii) le nombre de personnes devant bénéficier directement de ces derniers.

Le tableau A2.1 liste les projets d'investissements qui pourraient être induits par les interventions. Le tableau A2.2 présente les projets d'investissement mobilisés

Au cours de l'exercice 25, le projet hydroélectrique de Nsongezi, appuyé par l'IBN et le projet NCORE, est passé du statut d'investissement potentiel à celui d'investissement mobilisé. Principalement situé en Ouganda, le projet est implanté sur le fleuve Kagera, qui marque la frontière entre l'Ouganda et la Tanzanie. Ce projet, évalué à 156 millions de dollars, devrait bénéficier à plus de 4 millions de personnes. Il convient également de noter l'augmentation des investissements mobilisés dans le cadre des dons subsidiaires du projet Phase II du SADC-GMI.

TABLEAU A2.1. Investissements pouvant être catalysés par CIWA

Investissement éventuel	Rôle de CIWA	Valeur estimée des investissements en cours (USD, milliard)	Nombre estimé de bénéficiaires possibles (millions)	Avantages prévus
Investissement dans les forages et puits au Sahel	Ajouté en 2022; Initiative sur les eaux souterraines du Sahel. A influé sur le projet d'investissement PRAPS2.	0,01	12	Pas encore disponible
Investissement dans le bassin aquifère sénégal-mauritanien	Ajouté en 2022; Initiative sur les eaux souterraines du Sahel	0,21	36,6	Pas encore disponible
Projet pilote dans l'aquifère de Merti (Kenya et Somalie)	Réalisation d'une étude de faisabilité; Initiative sur les eaux souterraines de la Corne de l'Afrique (ajouté au cours de l'exercice 2021)	0,00478	0,0304	Renforcement de la résilience et développement économique
Aquifère transfrontalier de Khakea (Afrique du Sud et Botswana)	Réalisation de plans de gestion ; projet SADRI (ajouté au cours de l'exercice 2021)	Pas encore disponible	Pas encore disponible	Amélioration de la protection de la biodiversité et de la gestion durable des eaux souterraines

* CIWA support to hydropower planning is focused on WRM aspects and is used, among others, to help support also the mitigation of the environmental and social aspects that are associated with investments.

Investissement éventuel	Rôle de CIWA	Valeur estimée des investissements en cours (USD, milliard)	Nombre estimé de bénéficiaires possibles (millions)	Avantages prévus
Investissements par NCORE dans le bassin du Nil (13)	Soutien du NOCRE et du programme de soutien au bassin du Nil pour permettre à l'IBN de faciliter les activités de coopération telles que l'amélioration de la gestion des ressources en eau, ainsi que l'identification et la préparation d'investissements concertés importants pour la région	6,78	3,0	Augmentation de l'approvisionnement en eau, accroissement de la production d'électricité, amélioration de la gestion des bassins versants, développement de l'irrigation
Transfert d'eau des hauts-plateaux du Lesotho vers le Botswana	Financement d'une étude des coûts et des avantages du transfert d'eau et des possibilités de stimuler la coopération	0,8	2,0	Augmentation de l'approvisionnement en eau, revenus supplémentaires
Programme d'amélioration des moyens de subsistance dans le bassin du Cubango-Okavango	Soutien à l'analyse des opportunités d'investissements multisectoriels en vue de mettre en place des programmes d'investissement à long terme et d'amélioration des moyens de subsistance; poursuite de l'appui à la préparation de l'étape suivant l'analyse	0,9	Pas encore disponible	Augmentation des revenus; accès à l'eau, aux services d'assainissement et à une énergie durable; mesures visant à lutter contre la faim et la maladie; promotion de parité femmes-hommes, de l'éducation et de la durabilité dans le domaine de l'environnement
Investissements dans le sous-bassin de la Luapula	Exploration des possibilités de modalités de coopération juridiques et institutionnelle pour une future Autorité du fleuve Luapula. Actualisé pendant l'exercice 2021	2,17	8,4 ¹¹	Augmentation de la production d'électricité
Total		10,87 milliards de dollars	62,03 millions de personnes	

¹¹ Le nombre de bénéficiaires est basé sur la production projetée de 4 420 GWh/an en moyenne et sur la consommation moyenne en Afrique subsaharienne et la demande intérieure d'environ 35 %.

TABLEAU A2.2. Investissements mobilisés¹² catalysés par CIWA

Investissement mobilisé	Rôle de CIWA	Valeur estimée des investissements en cours (USD, milliard)	Nombre estimé de bénéficiaires possibles (millions)	Avantages prévus
Investissements dans les eaux souterraines des zones frontalières de l'Éthiopie	Ajoutés au cours de l'exercice 2024. Mis en œuvre par le GW4R. A bénéficié du projet « Libérer le potentiel de résilience »	0,022	0,164	Les populations des zones transfrontalières de la Corne de l'Afrique bénéficient d'un meilleur approvisionnement en eau et d'une eau de meilleure qualité
Deuxième phase de dons subsidiaires du projet de l'institut des eaux souterraines de la SADC	Ajoutés au cours de l'exercice 2024; actualisé durant l'exercice 2025. Comprennent 24 investissements dans 12 États membres de la SADC pour la gestion communautaire des eaux souterraines	0,0024	0,598	Amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau souterraine et de gestion de l'eau dont bénéficient les populations locales
Plan d'investissement pour la résilience climatique dans le bassin du Niger	Tenue de consultations techniques et politiques pour l'élaboration du plan d'investissement	0,2	4,0	Moyens de subsistance ruraux, systèmes d'alerte précoce et d'information climatique, résilience climatique
Barrage de Kandadji	Appui aux travaux d'analyse des meilleures pratiques en matière de réinstallation	1,0	1,0	Augmentation de la production d'électricité, développement de l'irrigation, création d'emplois
Barrage de Kariba	Réalisation d'études sur la réhabilitation du barrage, à l'origine de la décision d'investir dans le renforcement de la sécurité et de la fiabilité	0,294	3,0	Augmentation de la production d'électricité, réduction des risques et prévention des catastrophes
Projet hydroélectrique de la Gorge de Batoka	Analyse des implications financières de l'investissement et facilitation des négociations pour examiner les conclusions et encourager le renouvellement du projet, la réalisation de nouvelles études d'ingénierie et la préparation de l'investissement	4,0	6,0	Augmentation de la production d'électricité
Projet de réhabilitation du lac Tchad (basé sur le Plan d'action pour le développement et la résilience climatique du lac Tchad)	Appui à la formulation du plan d'action afin de mettre en œuvre les investissements prévus dans le cadre du projet de résilience au changement climatique	0,17	0,213	Moyens de subsistance ruraux, résilience climatique

¹² Les Investissements mobilisés font référence à l'ensemble des investissements prévus et effectifs intégrés dans un processus de planification financière formel et public ou vérifiable. CIWA peut catalyser un projet en facilitant le dialogue sur l'investissement, les études exploratoires ou l'identification du projet, n'importe quelle étape de la préparation du projet ou en contribuant à une analyse liée à cette étape, la négociation d'une transaction et/ou la mobilisation des ressources.

Investissement mobilisé	Rôle de CIWA	Valeur estimée des investissements en cours (USD, milliard)	Nombre estimé de bénéficiaires possibles (millions)	Avantages prévus
Programme de développement durable du bassin du lac Tchad (PRODEBALT)	Réalisation d'analyses et d'études de projet	0,021	0,022	200 microprojets pour le développement des moyens de subsistance ruraux et amélioration de la gestion des ressources en eau
Projet Biosphère et patrimoine du lac Tchad (BIOPALT)	Réalisation d'analyses et d'études de projet	0,0065	3,0	Biodiversité et dépollution de l'écosystème
Dons subsidiaires de l'institut de gestion des eaux souterraines de la SADC – Phase 1 (9)	Réalisation d'analyses diagnostiques transfrontalières et planification d'actions stratégiques conjointes, réunion des parties prenantes	0,0014	0,155	Neuf investissements dans huit pays; exploitation des aquifères; forages, pompes et installation d'équipements de surveillance; stockage de l'eau
Investissements du NCORE dans le bassin du Nil (8)	Réalisation d'études de préaisabilité (évaluation de reconnaissance) des caractéristiques du projet et coordination de la mobilisation des ressources, de l'appui institutionnel et/ou facilitation de la participation des parties prenantes	0,80	6,145	Données hydrologiques et météorologiques; stockage de l'eau; irrigation; production d'électricité; pêche
Total		6,52 milliards de dollars	24,0 millions de personnes	

INDICATEUR 1 DE L'ODP :

Financements en dollars des États-Unis catalysés pour des projets de gestion et de mise en valeur concertées.

Réalisations pour l'exercice 2024 :

Total — 17,4 milliards de dollars

Potentiel — 11,03 milliards de dollars

Mobilisés — 6,365 milliards de dollars

Cible pour l'exercice 2025 : Étant donné les nouvelles informations disponibles sur les investissements mobilisés pour la gestion des eaux souterraines dans le cadre du projet « Libérer le potentiel de la résilience » et de la Phase II du projet de gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC, le montant mobilisé devrait s'accroître de 30 à 40 millions de dollars au cours de l'exercice 2025. Les valeurs indiquées et le statut des investissements envisagés pour le bassin aquifère sénégal-mauritanien (BASM) et la deuxième phase du Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS2) sont également susceptibles de changer. Il est également envisagé de mobiliser des fonds en faveur d'un projet, identifié dans le cadre du NCORE, visant à améliorer la gestion des bassins versants à la frontière entre le Rwanda et le Burundi.

Réalisations pour l'exercice 25 :

Total — 17,4 milliards de dollars

Potentiel — 10,87 milliards de dollars

Mobilisés — 6,52 milliards de dollars

Cible pour l'exercice 2026 : Étant donné les nouvelles informations disponibles sur les investissements mobilisés pour la gestion des eaux souterraines dans le cadre du projet Libérer le potentiel de la résilience le montant mobilisé devrait s'accroître au cours de l'exercice 2026. Le nouveau projet CORB du FEM permettra à terme d'actualiser le programme « Amélioration des moyens de subsistance », mais peut-être pas avant l'exercice 2026. Le projet « Libérer le potentiel de résilience » devrait mobiliser des investissements supplémentaires à hauteur de 30 millions de dollars.

INDICATEUR 2 DE L'ODP :

Nombre de personnes bénéficiant de l'amélioration de la gestion et de la mise en valeur des ressources en eau.

Réalisations pour l'exercice 2024 :
Total — 85,475 millions de personnes
Potentiel — 66,0 millions
Mobilisées — 19,875 millions

Cible pour l'exercice 2025 : La cible retenue pour l'exercice 2025 prévoit d'aider 300 000 personnes supplémentaires, principalement grâce aux investissements induits par le projet « Libérer le potentiel de résilience » mis en œuvre dans le cadre du projet GW4R.

Réalisation pour l'exercice 2025 :
Total — 86 millions de personnes
Potentiel — 62,0 millions
Mobilisées — 24,0 millions

Les résultats de l'exercice 2025 n'intègrent pas l'augmentation ciblée de 300 000 bénéficiaires liée au soutien du projet « Libérer le potentiel de résilience » à la mise en œuvre du programme GW4R. Le nombre de bénéficiaires a toutefois largement dépassé cette cible grâce à la mobilisation des dons subsidiaires du projet hydroélectrique de Nsongezi et de la Phase II du SADC-GMI.

Cible pour l'exercice 2026 : Il est toujours prévu que l'appui du projet « Libérer le potentiel de résilience » à la mise en œuvre du programme GW4R permette d'augmenter de 300 000 le nombre de bénéficiaires mobilisés.

INDICATEUR DE RÉSULTATS INTERMÉDIAIRES 1 :

Institutions renforcées en vue d'améliorer la coopération régionale.

Les années précédentes, cet indicateur ne prenait en compte que les institutions régionales. Son champ d'application a été élargi pour inclure tous les types d'institutions.

Réalisation pour l'exercice 2024 : Voir le Tableau A2.3 du rapport exercice 2024.

Cible pour l'exercice 2025 : Les membres de l'équipe de gouvernance de l'IBN participeront à une visite d'étude immersive dans le bassin du Zambèze. Les travaux devraient se poursuivre avec toutes les institutions listées dans le Tableau A2.3. L'exercice 2025 inclura également le Dialogue du bassin du Nil à travers le nouveau RETF.

Cible pour l'exercice 2026 : Les travaux devraient être poursuivis avec toutes les institutions listées dans le Tableau A2.3 ; cependant, un changement est attendu dans les mécanismes d'appui : les projets NCCR et Révolution des données sur l'eau prendront fin, tandis que le programme DREVE et l'étude Pan-Africa deviendront actifs. L'appui de CIWA à DREVE permettra de maintenir l'engagement avec l'AVP l'ABN et l'OMVS. Les centres de l'IBN resteront mobilisés avec CIWA à travers plusieurs opérations, dont NCSCR, le Programme d'eaux transfrontalières du Soudan du Sud et l'étude Pan-Africa.

TABLEAU A2.3. Institutions renforcées par CIWA pendant l'exercice 2025

Opération de CIWA	Institution et nature du renforcement	Transfrontalière ou affectée par la FCV
Libérer le potentiel de résilience	Programme GW4R de la Banque mondiale (suivi, apprentissage et renforcement institutionnel adaptés); unités d'exécution du projet (formation de 130 agents à l'utilisation du SIG); Autorités des ressources en eau du Kenya (élaboration d'un outil de suivi pour les AURE à partir du SIG); IGAD (renforcement/mise en service du SIES); ministères au Kenya, en Éthiopie et en Somalie (réunions bimensuelles du Groupe national de référence)	Affectée par la FCV. Toutes les institutions sauf les institutions nationales travaillent à l'échelle régionale.
Programme d'appui aux eaux transfrontalières du Soudan du Sud	Gouvernement du Soudan du Sud (renforcement des capacités pour encourager la coopération et améliorer la gestion); autorités nationales, acteurs humanitaires, parties prenantes locales (dialogue et consultation); agences gouvernementales (renforcement des capacités de gestion des risques climatiques); ministère des Ressources en eau et de l'Irrigation, ENTRO, NELSAP (renforcement des capacités en matière de services de SAP multirisques); ministère des Ressources en eau et de l'Irrigation (intégration des données sur les risques d'inondation dans la planification)	Affectée par la FCV. Toutes les institutions travaillent à l'échelle régionale, sauf les institutions nationales.

Opération de CIWA	Institution et nature du renforcement	Transfrontalière ou affectée par la FCV
Coopération sur le Nil pour la résilience au changement climatique	Secrétariat de l'Initiative du bassin du Nil (mise à jour de la stratégie de communication et des parties prenantes; BD sur la qualité de l'eau); NELSAP-CU (rapports techniques, produits de communication, renforcement des capacités en sécurité des barrages); IBN (mise en service opérationnelle du système renforcé d'alerte précoce des crues éclair dans le Nil oriental); ENTRO (stratégies de gestion des inondations pour 17 sites, bulletins communautaires); NBD (ateliers de préparation communautaire); Unités de sécurité des barrages créées au Burundi, en RDC et au Soudan du Sud; Unités de sécurité des barrages renforcées en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda, au Soudan, au Rwanda et en Tanzanie; ENTRO (finalisation du Cadre réglementaire de référence)	Toutes transfrontalières. Toutes les interventions ont lieu dans des zones affectées par la FCV.
Société civile du Nil pour la résilience au changement climatique (NCRSCR)	NBD et parties prenantes (renforcement des capacités); Forums nationaux de dialogue du bassin du Nil (renforcement des capacités en mobilisation des ressources, leadership et engagement; lien avec les ministères et les médias)	Transfrontalières/affectées par la FCV
Amélioration de la gestion des ressources en eau au Sahel de l'Ouest et central	Centre de gestion des ressources en eau de la CEDEAO, CILSS, UEMOA (assistance technique); ABN (appui d'experts, lancement du processus de gestion du changement); OMVS (assurance qualité des études)	Transfrontalières/affectées par la FCV
Sécurité de l'eau du lac Tchad	CBLT (renforcement des capacités par l'amélioration des connaissances sur les limites hydrologiques et environnementales de l'irrigation durable)	Transfrontalières/affectées par la FCV
Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC – Phase II	SADC-GMI (prolongation pour finaliser les résultats; 42 partenariats stratégiques; formations; bases de données); groupes de réflexion nationaux (désormais 11, capacités locales pérennisées); États membres/organismes de bassin (formations); Zanzibar (base de données connectée au SADC-GIP)	Les pays de la SADC affectés par la FCV sont la République démocratique du Congo (RDC), le Mozambique, les Comores et le Zimbabwe. Toutes transfrontalières.
Renforcement des organismes de bassins transfrontaliers par le développement de programmes et le renforcement des capacités en Afrique	Organismes de bassins transfrontaliers et homologues nationaux (renforcement des capacités de planification, de financement et de mise en œuvre); institutions nationales (appui à la planification et à la hiérarchisation en matière de résilience); Commission internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha (études diagnostiques institutionnelles, trajectoires de viabilité financière)	OKACOM et la Commission internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha sont transfrontalières. Cette dernière intervient dans une zone affectée par la FCV.
Révolution des données sur l'eau (RDE)	Organismes de bassin africain/organisations régionales (autonomisation à travers des outils de télédétection et des services analytiques pour des décisions résilientes au changement climatique); ABV et INMACOM (formés à l'intégration des outils de comptabilité de l'eau)	Transfrontalières. L'ABV et INMACOM interviennent dans des zones affectées par la FCV.

INDICATEUR DE RÉSULTATS INTERMÉDIAIRES

1 A. Institutions bénéficiant d'un renforcement de la participation de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires.

Réalisation pour l'exercice 2024 :

Voir le Rapport de l'exercice 2024

Cible pour l'exercice 2025 : Les activités de l'exercice 2024 menées dans le cadre des projets NCCR et de la Phase II du projet sur la gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC continueront, notamment la sensibilisation et la préparation des communautés exposées aux inondations sur 17 sites vulnérables du bassin du Nil. D'autres opérations sont encore en phase de planification et pourraient commencer à produire des résultats au cours de l'exercice 2025.

Réalisation pour l'exercice 2025 :

- Le projet « Libérer le potentiel de résilience » a connecté son SIG aux bases de données de l'IGAD et appuyé la mise en service du SIES de l'IGAD ainsi que l'organisation du 3^e Forum de l'eau de l'IGAD, favorisant l'adhésion politique et le partage des données à l'échelle régionale. Elle a collaboré avec des ONG, la société civile et des partenaires de recherche (exemple : Rift Valley Institute, Centre for Humanitarian Change), ainsi qu'avec des agences de l'ONU (PNUD, UNESCO et UNICEF), notamment dans le cadre d'une analyse paysagère conjointe du marché du forage d'eau souterraine ayant mis à contribution des entreprises privées de forage, et a examiné des modèles locaux d'O&M par des prestataires privés ou des services publics. Elle a renforcé les institutions à travers une plateforme de suivi à distance et un SIG, des formations intensives du personnel, des outils de sensibilité aux conflits et de sauvegardes, des ateliers d'apprentissage réguliers, ainsi que des réunions de groupes de points focaux visant à améliorer la gestion transfrontalière des eaux souterraines et la faisabilité des investissements.
- Le programme d'appui aux eaux transfrontalières du Soudan du Sud a renforcé le ministère des Ressources en eau et de l'Irrigation du pays ainsi que la collaboration avec les centres de l'IBN (ENTRO et NELSAP) pour faire avancer les services d'alerte précoce multirisques et encourager la coopération sur les eaux transfrontalières. Il a facilité le dialogue entre les autorités nationales, les acteurs humanitaires et les parties prenantes locales, et a coordonné ses actions avec le HCR et la Commission des affaires relatives aux réfugiés afin de recenser les acteurs dans les zones accueillant des réfugiés. Les capacités institutionnelles ont été renforcées par l'intégration des données sur les risques d'inondation dans la planification, l'amélioration de l'observation, des prévisions et de la communication des risques (exemple : diffusion de cartes de l'observation de la Terre), les examens de la gestion des risques climatiques, ainsi que la préparation de protocoles de partage d'informations avec l'IBN.
- Le projet NCCR a appuyé l'IBN (Secrétariat de l'Initiative du bassin du Nil, ENTRO, NELSAP-CU) et la LVBC, et a facilité un échange d'expériences avec la ZAMCOM. Il a mobilisé la société civile à travers le NBD et formé des journalistes spécialisés en environnement et en sciences, tout en renforçant l'intégration de la dimension genre et l'approche de GESI dans les

processus de mobilisation des parties prenantes. Le renforcement institutionnel a compris l'amélioration de la communication et de la mobilisation des parties prenantes au Secrétariat de l'Initiative du bassin du Nil ; des formations sur le genre et l'élaboration de plans d'action ; la mise en service du système renforcé d'alerte précoce des crues éclair dans le Nil oriental et du système d'alerte précoce aux sécheresses dans le bassin du Nil ; le développement des capacités en matière de sûreté des barrages (y compris les Unités de sécurité des barrages) ; l'amélioration des bases de données sur la qualité de l'eau, l'acquisition d'équipements et la hiérarchisation des zones sensibles ; la préparation de politiques et de stratégies à la LVBC ; ainsi que des consultations sur les modèles de planification et des services communautaires de préparation aux inondations et d'information.

- Le projet d'amélioration de la gestion des ressources en eau au Sahel de l'Ouest et central a réuni et appuyé la CEDEAO, le CILSS, l'UEMOA, l'ABN et l'OMVS pour renforcer la coopération régionale et la préparation des investissements, y compris la mobilisation de comités d'experts et l'assurance qualité des études (exemple : navigation, écluses/digues). Il a créé des mécanismes d'accès du secteur privé au Fonds pour l'eau en Afrique de l'Ouest. Le renforcement institutionnel a porté sur des évaluations pragmatiques de la gestion des ressources en eau, la conception de la structure de financement du Fonds pour l'eau, la formulation de projets prioritaires et de concepts bancaires (BASM), l'examen d'options pour un Secrétariat permanent et un comité scientifique, l'organisation d'ateliers nationaux sur le partage de données et le suivi, ainsi que la participation à des processus régionaux de haut niveau pour éclairer la conception du programme DREVE et son cofinancement.
- Le projet « Sécurité de l'eau dans le bassin du lac Tchad » a appuyé la CBLT en adaptant la plateforme de données IGains4Gains afin de favoriser une prise de décision fondée sur des données factuelles à l'échelle du bassin, et en présentant les constats relatifs aux infrastructures d'irrigation. Le renforcement institutionnel a porté sur une analyse comparative des cadres juridiques et politiques dans les pays du bassin, une Note d'orientation sur les pratiques d'excellence, ainsi que des recommandations visant à : améliorer la mise en œuvre, le suivi et l'application ; intégrer les droits humains et coutumiers ; protéger les groupes vulnérables ; renforcer la coordination intersectorielle ; et adopter une planification participative ainsi que des instruments juridiquement contraignants – en parallèle, un plan de développement durable de l'irrigation est en cours d'élaboration.
- Le projet « Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC – Phase II (SADC-GMI) » a mobilisé les États membres, les organismes de bassin (LIMCOM, OKACOM, ZAMCOM, BUPUSA), et mis en place ou renforcé les Groupes focaux nationaux et les dialogues avec les parties prenantes. Il a établi de solides partenariats académiques (UFS, Mzuzu, Botswana, Namibie), élargi le programme pour les jeunes professionnels (webinaires, bourses), et appuyé la mobilisation de la société civile par des dialogues et des activités de renforcement des capacités. Les acquis institutionnels comprennent l'élargissement du portail d'information sur les eaux souterraines de la SADC et de l'archive de la littérature grise de la SADC, des formations et dons subsidiaires ayant apporté des avantages à plus de 100 000 personnes, la mise en

place d'un fonds de réserve pour assurer la viabilité financière, la révision de la Politique régionale de l'eau (dont l'approbation est prévue en 2025), ainsi que la poursuite d'études et de PASC pour les aquifères transfrontaliers prioritaires.

- Le projet de Renforcement des organismes de bassins transfrontaliers a apporté son appui aux bassins du CORB, du Zambèze et du Congo-Oubangui-Sangha, en axant les interventions sur les études diagnostiques institutionnelles, les moyens de subsistance, la mobilisation des citoyens et les solutions fondées sur la nature, en parallèle à des plateformes de télédétection. Le renforcement institutionnel a porté sur la préparation d'une opération du FEM dans le CORB, l'avancement d'une étude stratégique pour le Zambèze, la conception de plateformes régionales de suivi et de gestion, et l'organisation d'un important atelier régional, avec un appui continu à la transformation des analyses en investissements et à l'amélioration des trajectoires de viabilité financière.
- Le projet de révolution des données sur l'eau a ciblé les organismes de bassin (notamment l'ABV, l'INMACOM et la ZAMCOM) et leurs homologues intergouvernementaux afin de concevoir conjointement des tableaux adaptés à la télédétection, en partenariat avec l'IWMI pour le développement des outils et les formations. Le renforcement institutionnel était centré sur l'accessibilité et l'exploitation

des données sur l'eau, l'adoption de pratiques de données ouvertes, la réalisation d'évaluations des besoins, l'organisation d'ateliers et de formations en présentiel pour développer la littératie des données et leur appropriation – contribuant ainsi à l'amélioration des évaluations standardisées des bassins et à la collaboration transfrontalière.

- L'initiative des « Champions masculins pour l'autonomisation des femmes » a mobilisé des institutions transfrontalières (CBLT, ENTRO, ainsi que l'IBN au sens large) et a collaboré avec des réseaux de la société civile (réseau « *Women in Water Diplomacy* »), tout en faisant participer la jeunesse et le monde universitaire.

Cible pour l'exercice 2026 : Les travaux menés au cours des exercices précédents sur la sensibilisation et la préparation aux inondations seront poursuivis à travers le Programme sur les eaux transfrontalières au Soudan du Sud (TWP) et d'autres appuis au RCRP. Le projet NCSCR commencera à produire des résultats dans les contributions majeures à cet indicateur. Le projet « Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC – Phase II (SADC-GMI) » continuera d'appuyer les jeunes professionnels et la participation communautaire dans la mise en œuvre des dons subsidiaires. Le projet « Libérer le potentiel de résilience » appuie le programme GW4R dans la mise à contribution des communautés à la sélection des sites ainsi qu'à l'exploitation et la maintenance.

1.b Institutions pour lesquelles le volume des données sur la gestion et la mise en valeur des ressources en eau disponibles dans le domaine public a augmenté.

Réalisation pour l'exercice 2024 :

- ENTRO a développé le système renforcé d'alerte précoce des crues éclair dans le Nil oriental (<https://entro-ffews-dev.westeurope.cloudapp.azure.com>), couvrant 35 sites de prévision et les précipitations dans 55 bassins hydrographiques.
- La NELSAP-CU a produit le système renforcé d'alerte précoce des crues éclair du bassin du Nil (<https://nilebasin.org/nile-basin-flash-flood-early-warning-system-nb-ffews>).
- La NELSAP-CU a produit le système renforcé d'alerte précoce des crues éclair du bassin du Nil (<https://nilebasin.org/nile-basin-flash-flood-early-warning-system-nb-ffews>) et le NB-DAS.
- L'IBN a mis en place une base de données sur la qualité de l'eau dans le bassin du Nil (<https://nilebasin.org/waterqualitydatabase#:~:text=The%20NBI%20water%20quality%20database,water%20quality%20throughout%20the%20basin.>).

Cible pour l'exercice 2025 : Plusieurs résultats sont attendus au cours de l'exercice 2025 : un système d'appui à la décision (SAD) amélioré pour l'adaptation au changement climatique et les moyens de subsistance résilients dans les États membres de la SADC, ainsi que le système d'alerte précoce aux sécheresses dans le

bassin du Nil. La NELSAP-CU poursuivra le déploiement du système renforcé d'alerte précoce des crues éclair à travers le portail de l'IBN.

Réalisation pour l'exercice 2025 : Tous les résultats obtenus au cours de l'exercice 2025 s'inscrivent dans la continuité des travaux ayant déjà fait l'objet de rapport dans les exercices précédents. En particulier, le système d'alerte précoce aux sécheresses dans le bassin du Nil a été lancé, et le système d'aide à la décision attendu pour l'adaptation au changement climatique et les moyens de subsistance résilients dans la SADC a été produit.

- IGAD – Plateforme SIES : (<https://water.igad.int/gwis.php>)
- Ministère des Ressources en eau et de l'Irrigation du Soudan du Sud : prévisions de crues diffusées en ligne, par courriel, à la radio, à la télévision et sur téléphone mobile
- NELSAP-CU : produits de communication, notes de présentation de projet ; Secrétariat de l'Initiative du bassin du Nil : base de données sur la qualité de l'eau ; IBN : inventaire régional des barrages disponible en ligne
- SADC-GIP : enrichi de séries chronologiques et d'imagerie télédétection (<https://sadc-gip.org/>) ; SADC-GLA (<https://sadc-gla.org/>)

Cible pour l'exercice 2026 : L'appui actif à l'IBN, à la plateforme SIES de l'IGAD, au SADC-GIP et aux SADC-GLA continuera.

1.c Institutions ayant accès à de meilleurs outils d'analyse, produits du savoir, données, prévisions pour renforcer la gestion des risques liés au climat ou à l'eau ou la coordination des investissements.

Réalisation pour l'exercice 2024 :

- SADC-GMI – Définition des plans et réalisation d'analyses détaillées de la qualité de l'eau ; étude du rôle des cycles hydrologiques ; des espèces envahissantes ; du changement climatique ; du recours aux SIG et à la télédétection pour la planification de la résilience au changement climatique.
- ENTRO – Utilisation du système renforcé d'alerte précoce des crues éclair dans le Nil oriental (<https://entro-ffews-dev.westeurope.cloudapp.azure.com/>) pour produire des bulletins quotidiens de prévision des crues.
- NELSAP-CU – Utilisation du système renforcé d'alerte précoce des crues éclair du bassin du Nil (<https://waterdss-wrd-prod.eu.mike-cloud.com/workspaces/6c407e1b5d25-4d83-b782-b6c81f8648ee>) pour émettre des bulletins quotidiens d'alerte précoce.
- Secrétariat de l'Initiative du bassin du Nil – Utilisation de ses services d'analyse et de données (NB-DAS) pour la gestion résiliente des ressources en eau et la planification des investissements face au changement climatique, avec l'appui de nouveaux ensembles de données de l'observation de la Terre. Ce système est utilisé pour la hiérarchisation et la sélection des investissements.
- IBN – Utilisation de la base de données sur la qualité de l'eau dans le bassin fluvial du Nil pour améliorer la connaissance de la qualité de l'eau et appuyer la hiérarchisation des actions à mener en la matière.
- **Cible pour l'exercice 2025 :** Un système d'aide à la décision amélioré pour l'adaptation au changement climatique et les moyens de subsistance résilients dans les États membres de la SADC, ainsi que le système d'alerte précoce aux sécheresses dans le bassin du Nil. La NELSAP-CU poursuivra le déploiement du système renforcé d'alerte précoce des crues éclair à travers le portail de l'IBN.

Réalisations pour l'exercice 2025 :

- Libérer le potentiel de résilience : Gestion des eaux souterraines et apprentissage dans les zones frontalières de la Corne de l'Afrique Le programme a permis de faire progresser un système d'information de gestion (SIG) relié aux ensembles de données hydrologiques de l'IGAD, en y ajoutant des couches spatiales essentielles (salinité, fluor, sécheresse, productivité de l'eau), et a lancé le suivi de la fonctionnalité de nouveaux sites pour éclairer la sélection des investissements et les modèles d'entretien et maintenance. Le programme a renforcé et mis en service le Système d'information sur les eaux souterraines de l'IGAD afin d'harmoniser la collecte de données et le partage d'informations à l'échelle régionale ; il a également appliqué une grille de contrôle pour les investissements dans les eaux souterraines résilients au changement climatique sur plus de 100 sites, afin d'améliorer la qualité de conception et la durabilité. Une formation a été dispensée à 130 agents, et des outils tels que des analyses paysagères du marché et des recherches opérationnelles ont été utilisés pour renforcer la planification fondée sur des

données factuelles et les capacités institutionnelles en matière de gouvernance des eaux souterraines.

- Le Programme d'appui aux eaux transfrontalières du Soudan du Sud a renforcé les systèmes d'alerte précoce multirisques à travers l'amélioration de l'observation, du suivi, de la prévision et de la communication, notamment suite à la diffusion hebdomadaire de cartes de suivi des inondations issues de l'observation de la Terre et à l'organisation d'ateliers sur les données de suivi en temps réel des crues. Le programme a produit des cartes des écosystèmes, des couches sur les services écosystémiques et des données de référence sur la biodiversité en eau douce (y compris des pilotes utilisant l'ADNe), afin d'intégrer les connaissances sur les risques d'inondation dans la planification des infrastructures, en s'appuyant sur des analyses spatiales et des modélisations orientées données. Le programme du Soudan du Sud a ainsi diffusé des cartes hebdomadaires des crues par OT et renforcé les services liés aux risques multiples.
- Le projet NCCR a affiné les capacités de prévision et d'analyse à l'échelle du bassin à travers les améliorations apportées au Système de prévision des débits du bassin du Nil, à la mise en service de le SAPI du Nil oriental sur 35 sites à l'aide d'un système de modélisation hébergé sur Azure, et à la création d'un tableau de bord régional d'alerte précoce aux sécheresses. Suite au projet, les systèmes ont été connectés à un Portail intégré de connaissances pour la diffusion des alertes ; une base de données WebGIS centralisée de l'inventaire des barrages a été finalisée ; une base de données sur la qualité de l'eau et une carte des risques ont été créées pour orienter le suivi et la hiérarchisation des zones sensibles. Des formations sur l'observation de la Terre et GeoGLOWS, une évaluation des lacunes du modèle de planification des ressources en eau, ainsi que des produits de communication (y compris des guides pratiques pour l'utilisation du système renforcé d'alerte précoce des crues éclair) ont permis de renforcer la préparation institutionnelle et l'accès des parties prenantes à des informations exploitables.
- Le projet NCSCR développe un système de données citoyennes pour la collecte et le partage pilotés par les communautés d'informations sur la qualité de l'eau, les débits, la dégradation des sols, l'érosion et les aléas climatiques.
- Dans le cadre du projet Sécurité de l'eau dans le bassin du lac Tchad, l'IWMI a personnalisé la plateforme IGains4Gains afin de faciliter le partage de données, l'analyse et l'aide à la décision à l'échelle du bassin. Une formation en présentiel est prévue pour renforcer les capacités de la CBLT à utiliser cet outil pour l'analyse intégrée des impacts du changement climatique et l'appui ciblé à la décision auprès des parties prenantes.
- Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC – Phase II Le Portail d'information sur les eaux souterraines de la SADC a été étoffé pour intégrer des séries chronologiques, des données issues de la télédétection et de l'apprentissage automatique ; il est en cours d'interconnexion avec des bases de données nationales (exemple : à Zanzibar) afin d'améliorer l'accès régional aux données et cartes hydrogéologiques. Une archive de la littérature grise de la SADC, des analyses diagnostiques transfrontalières, des applications de télédétection, des études d'hydro-recensement et des systèmes de surveillance télémétrique couvrant plusieurs bassins et dons subsidiaires ont permis

d'améliorer la surveillance, la gestion des données et la gestion des eaux souterraines fondée sur des données factuelles. Des formations et des études (y compris des installations de surveillance alimentées à l'énergie solaire et des mises à jour de la cartographie hydrogéologique) ont renforcé l'utilisation institutionnelle et opérationnelle des systèmes d'information.

- Renforcement des organismes de bassins transfrontaliers par le développement de programmes et le renforcement des capacités en Afrique : La conception des plateformes régionales et nationales repose sur la cartographie et la télédétection pour surveiller les capacités de stockage, gérer les risques d'inondation et sélectionner les sites d'investissement, le tout complété par des analyses sur les solutions fondées sur la nature présentées aux gouvernements. Ces outils ont pour objectif de mettre à profit les capacités d'analyse renforcées pour alimenter le portefeuille

d'investissements en cours de préparation et consolider des systèmes de suivi institutionnalisés.

- Le projet Révolution des données sur l'eau a permis de réaliser des évaluations des besoins et d'organiser des ateliers de renforcement des capacités ; de développer conjointement des tableaux de bord de comptabilité de l'eau avec l'ABV, l'INMACOM et la ZAMCOM ; et d'intégrer les données de télédétection et les flux de travail de *Google Earth Engine* dans le suivi régulier des bassins et la planification de la répartition de l'eau.

Cible pour l'exercice 2026 : Le système d'aide à la décision renforcé pour l'adaptation au climat et les moyens de subsistance résilients dans les États membres de la SADC devrait être disponible. L'IBN continuera de déployer les systèmes mentionnés précédemment à travers son portail. Le programme d'appui aux eaux transfrontalières du Soudan du Sud renforcera le système d'alerte précoce multirisques.

2. Nombre de personnes participant aux activités financées par CIWA.

Réalisation pour l'exercice 2024 :

- Libérer le potentiel de résilience : 70 personnes ont participé aux réunions régionales du programme GW4R (environ 23 femmes). Ces réunions ont lieu tous les six mois.
- Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC – Phase II : 9 jeunes professionnels (dont 15 femmes) ont pris part au programme ; la Conférence sur les eaux souterraines de la SADC rassemble environ 150 participants chaque année.
- NCCR a appuyé 32 stagiaires (dont 12 femmes) et jeunes professionnels ; le Forum du Dialogue du Bassin du Nil a accueilli un nombre record de 1 061 participants (dont 328 femmes) ; des séances de formation ont été organisées lors de chaque atelier de revue des livrables, réunissant 66 participants ; 264 personnes utilisent la plateforme NB-DAS, et 58 personnes (dont 13 femmes) ont reçu une formation sur NB-DAS.
- Amélioration de la gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest : 20 personnes ont participé au groupe de travail régional du BASM (dont 1 femme).
- Révolution des données sur l'eau : 128 personnes ont participé aux activités de l'initiative, dont 28 femmes, à travers deux ateliers en ligne et un atelier en présentiel.
- **Total pour l'exercice 24 = 1 888 personnes** (dont 440 femmes)

Cible pour l'exercice 2025 : Selon les prévisions, les opérations mentionnées précédemment mobiliseront un nombre similaire de personnes pour les activités de l'exercice 2025, à l'exception du Forum du Dialogue du Bassin du Nil, qui a lieu tous les trois ans. De nouvelles opérations (le Programme d'appui aux eaux transfrontalières du Soudan du Sud et le nouvel appui au RCRP en Afrique australe) devraient commencer à comptabiliser des bénéficiaires. La cible est de 1 000 personnes (dont 300 femmes).

Réalisation pour l'exercice 2025 :

- Libérer le potentiel de résilience : Formation de 130 membres du personnel de l'UEP ; environ 100 participants au 3^e Forum de l'eau de l'IGAD (mai 2025).
- NCCR : Appui à 3 femmes dans la cohorte des jeunes professionnels ; plus de 200 participants à la Conférence sur les eaux souterraines de la SADC (novembre 2024) ; plus de 200 experts formés au système renforcé d'alerte précoce des crues éclair dans le Nil oriental.
- Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC – Phase II : appui à 413 personnes dans le cadre des Dialogues nationaux avec les parties prenantes ; plus de 1 000 participants dans la Communauté de pratique des jeunes professionnels ; 120 stages ; 42 participants à la formation de mars 2025 ; plus de 200 participants à la 6^e Conférence sur les eaux souterraines de la SADC.
- Renforcement des organismes de bassins transfrontaliers par le développement de programmes et le renforcement des capacités en Afrique : appui à environ 80 participants lors du 2^e Atelier régional du RCRP (Mozambique).
- Initiative des Champions masculins : appui à 43 personnes ayant participé à un échange d'expériences ; 19 hommes et 32 femmes à un événement en ligne ; 56 participants issus de plus de 40 pays à un autre événement en ligne.

Total pour l'exercice 25 = 2 638 personnes (dont 610 femmes – cependant, certaines activités n'ont pas enregistré leurs données sous forme désagrégée par sexe).

Cible pour l'exercice 2026 : Les cibles ont été dépassées en 2025. Le portefeuille d'activités devrait être le même au cours de l'exercice 2026. De ce fait, la cible sera relevée à 1 000 personnes/300 femmes.

2.a Personnes formées aux questions de parité femmes-hommes et d'inclusion sociale dans la gestion et la mise en valeur des ressources en eau transfrontalière.

Réalisation pour l'exercice 2024 : N/D. Le projet NCCR a appuyé 90 personnes (dont 25 femmes) aux centres LVBC, ENTRO et NELSAP-CU à travers une formation sur les questions de GESI.

Cible pour l'exercice 2025 : Une formation sur mesure aux questions de GESI est disponible à la demande dans le cadre du programme CIWA.

Réalisations pour l'exercice 2025 : 130 membres du personnel des UEP ont reçu une formation sur le SIG prenant en compte les considérations liées au genre ; le personnel du Secrétariat de l'Initiative du bassin du Nil et du NBD a bénéficié d'une formation de deux jours sur les questions de GESI ; les membres de l'initiative des Champions masculins pour l'autonomisation des femmes ont suivi une formation en ligne. L'ENTRO a consacré 75 000 dollars à la formation de son personnel sur la création d'un environnement de travail sensible au genre, dans le cadre de son engagement global à proposer au personnel des formations sur la parité femmes-hommes. En avril 2025, ENTRO a lancé le Forum genre pour le bassin du Nil oriental, à Nairobi, afin d'encourager les professionnels de l'eau à autonomiser les femmes en tant que décideuses et leaders. Le lancement a été accompagné d'une formation de 24 participants aux

questions de parité femmes-hommes et d'inclusion sociale, tant sur le plan conceptuel que pratique. En septembre 2025, ENTRO prévoyait d'organiser une séance de formation de suivi pour les Champions masculins membres du Forum genre du Nil oriental.

Cible pour l'exercice 2026 : Les formations aux questions de GESI dans la gestion des ressources en eau transfrontalières seront poursuivies à travers l'initiative des Champions masculins pour l'autonomisation des femmes, au bénéfice des 24 membres du Forum genre. Aucune autre formation n'est prévue pour le moment.

2.a.i. Satisfaction quant à l'utilité et l'applicabilité des formations CIWA pour renforcer la participation des femmes dans la gestion des ressources en eau

Réalisation pour l'exercice 2024 : La formation pour le bassin du Nil a obtenu un taux de satisfaction de 98 % ou plus à l'auto-évaluation.

Cible pour l'exercice 2025 : L'objectif est que les futures formations aux questions de GESI obtiennent un taux de satisfaction d'au moins 90 %.

Réalisation pour l'exercice 2025 : Des enquêtes ont été menées lors des séances de formation. 100 % des personnes interrogées ont déclaré un niveau de satisfaction au moins élevé.

Cible pour l'exercice 2026 : L'objectif est que les futures formations GESI obtiennent un taux de satisfaction d'au moins 90 %.

2.b. Nombre de femmes formées à l'utilisation des données, des informations ou des systèmes d'aide à la décision en matière de gestion des ressources en eau transfrontalière, occupant des postes hautement ou moyennement qualifiés et/ou des postes de direction.

Réalisation pour l'exercice 2024 : 145 femmes occupant des postes de niveau intermédiaire ou supérieur ou des postes de direction ont participé à des formations techniques. Le projet de révolution des données sur l'eau a formé 28 femmes issues d'organismes de bassin, le SADC-GMI a formé 45 femmes professionnelles, et le NCCR a formé 72 femmes.

Cible pour l'exercice 2025 : Les formations à l'utilisation des données, des informations ou des systèmes d'aide à la décision dans la gestion des ressources en eau transfrontalière sont des activités courantes des opérations de CIWA ; l'objectif de cet indicateur est d'inciter à accorder une priorité particulière aux femmes dans l'accès aux opportunités de formation. La cible est de 150 femmes occupant des postes de niveau intermédiaire ou supérieur ou des postes de direction, participant à des formations techniques.

Réalisation pour l'exercice 2024 : 40 femmes occupant des postes de niveau intermédiaire ou supérieur ou des postes de direction au sein des unités d'exécution de projet ont participé à des formations techniques dans le cadre du projet « Libérer le potentiel de résilience ». Dans le cadre du NCCR, 25 femmes ont été formées, notamment des jeunes professionnelles, des membres du Comité consultatif technique et du personnel de l'IBN. Le projet « Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC – Phase II » a mobilisé 154 femmes dans les dialogues régionaux, 56 femmes en tant que stagiaires, 8 femmes bénéficiaires de bourses, et 10 femmes dans le cadre d'une formation.

Total = 293

Cible pour l'exercice 2026 : L'objectif est que 200 femmes occupant des postes de niveau intermédiaire ou supérieur ou des postes de direction participent aux formations techniques. Ces formations incluront les sessions organisées lors des réunions annuelles du projet « Libérer le potentiel de résilience » (exemple : formation sur l'ingénierie des forages) ainsi que la formation aux systèmes d'aide à la décision assurée par le SADC-GMI.

3. Nombre de produits du savoir utilisés pour exposer les raisons d'être de la coopération, les besoins et les difficultés.

Réalisation pour l'exercice 2024 : Le total s'élève à sept : les directives sur la salinité élaboré dans le cadre du projet « Libérer le potentiel de résilience » ; l'étude du RVI sur les dimensions de conflit et de fragilité liées à l'approvisionnement en eau souterraine dans les zones frontalières ; la feuille de route pour l'intégration régionale ; les travaux du PNUD sur les causes des défaillances des points d'eau (les données de référence devant être publiées prochainement). Le projet d'amélioration de la gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale a actualisé l'étude diagnostique de la société civile en y intégrant deux nouveaux pays (la Guinée et le Sénégal), ainsi que l'évaluation des législations relatives aux eaux souterraines au Nigeria, en

France et en Espagne. L'évaluation de la sécurité de l'eau dans le bassin du lac Tchad a été finalisée.

Cible pour l'exercice 2025 : Amélioration de la gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale : élaboration d'une vision commune et d'un programme de coopération à long terme sur l'aquifère du BASM ; évaluation visant à déterminer les caractéristiques des infrastructures existantes (forages et puits), et à élaborer des projections démographiques et climatiques à l'horizon 2040 ; mise en œuvre de la Stratégie d'irrigation au Sahel. Lac Tchad : Une analyse comparative couvrant l'ensemble des pays riverains du bassin du lac Tchad devrait être finalisée d'ici fin 2024, en s'appuyant sur les nouvelles études réalisées pour le Nigeria, la France et l'Espagne, ainsi que des études précédentes menées dans les autres pays. L'élaboration d'un plan de développement de l'irrigation dans le bassin est également prévue.

Réalisation pour l'exercice 2025 : Les produits de connaissance suivants ont été utilisés ou étaient en cours d'élaboration au cours de l'exercice 2025 ; toutefois, certains d'entre eux ont peut-être déjà été mentionnés dans des rapports précédents (exemple : ils ont été appuyés durant l'exercice 2025, mais ne sont pas nécessairement nouveaux).

Cible pour l'exercice 2026 : Le Plan de développement durable de l'irrigation dans le bassin du lac Tchad devrait être finalisé au début de l'exercice 2026. Le rapport final, qui inclura des évaluations de scénarios réalisées à l'aide d'un ensemble d'outils validé, est attendu pour septembre 2025. Les résultats seront examinés et validés lors d'un atelier de clôture avec la CBLT,

prévu entre octobre et novembre 2025. Le projet « Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC – Phase II » finalisera l'étude détaillée d'évaluation des eaux souterraines dans le système aquifère transfrontalier de la Shire (partagé entre le Malawi et le Mozambique), ainsi que les trois plans d'action stratégique pour les eaux souterraines de BuPuSa, OKACOM et ZAMCOM. Le programme d'Appui aux eaux transfrontalières du Soudan du Sud finalisera la cartographie des parties prenantes et l'évaluation de la vulnérabilité climatique, intégrera des entretiens de terrain, ainsi qu'une évaluation de référence afin d'éclairer les interventions ciblées.

TABLEAU A.2.4. Produits du savoir et utilisation par les institutions

Opération de CIWA	Institution(s)	Institution et nature du renforcement
Libérer le potentiel de résilience	- IGAD - Conseil communautaires de l'eau - UEP Éthiopie - UEP Kenya - UEP Somalie	- Directives sur la mobilisation communautaire (conception inclusive et mesures d'atténuation); - Directives sur les parcours pastoraux (alignement de la gestion des eaux souterraines sur la résilience des pasteurs, mesures de sauvegarde); - Directives sur la salinité (sélection des sites à partir des enseignements tirés du projet pilote d'une OR); - Outil d'analyse de la sensibilité aux conflits (appliqué aux sites du programme GW4R au Kenya); - Note d'orientation politique – Gestion des eaux souterraines dans la Corne de l'Afrique; - Grille de contrôle pour les investissements dans l'approvisionnement en eau souterraine en milieu rural résilients au changement climatique (appliquée à 114 sites); - Analyse paysagère du marché du forage;
Programme d'appui aux eaux transfrontalières du Soudan du Sud	- UEP Soudan du Sud - ENTRO	- Rapport de cartographie (pour améliorer la coordination et les synergies); - Évaluation holistique des risques climatiques dans les zones accueillant des réfugiés et hébergeant les populations d'accueil; étude stratégique sur les services hydrologiques du Sudd; cartographie des écosystèmes et évaluation des services écosystémiques; base de données de référence sur la biodiversité en eau douce; évaluation des pressions et des réponses; supports de formation (renforcement des capacités et diffusion)
NCCR	- ENTRO - NileSEC - NELSAP-CU - NBD - LVBC	- Rapports techniques (inondations, sécheresses, sécurité des barrages, qualité de l'eau); vidéo explicative sur le système renforcé d'alerte précoce des crues éclair, bulletins d'information, fiches de projet; brochures par pays sur les avantages; étude et directives sur l'irrigation intelligente en eau; - Tableau de bord pour l'irrigation intelligente en eau; - Tableau de bord du système d'alerte précoce aux sécheresses; base de données sur la qualité de l'eau, manuel de référence, module d'apprentissage en ligne, documentaire; carte des risques liés à la qualité de l'eau; analyse multicritère (MCA) de la qualité de l'eau; - Projets de politiques et stratégies du LVBC; inventaire régional des barrages; - Cadre réglementaire de référence
Amélioration de la gestion des ressources en eau au Sahel de l'Ouest et central	- Ministères chargés de l'eau des pays du Sahel - OMVS	- Stratégie d'irrigation du Sahel (évaluation, leviers d'accélération); - Note conceptuelle du projet BASM (référence de base)
Sécurité de l'eau du lac Tchad	LCBC	Évaluation comparative de la législation sur les eaux souterraines (cinq pays; pratiques d'excellence/note d'orientation); outil IGains4Gains (plateforme); évaluation du développement de l'irrigation/plan de développement durable de l'irrigation (constats sur la viabilité des systèmes)
Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC – Phase II	- SADC-GMI - Diverses institutions de sous-bassins	Révision de la Politique régionale de l'eau de la SADC (pour intégrer le climat/les eaux souterraines ainsi que le genre/l'inclusion); recherche sur les aquifères transfrontaliers; outils appliqués aux différents aquifères transfrontaliers; analyse diagnostique transfrontalière de l'aquifère alluvial de Save; hydro-recensement (Songwe; Inco-Maputo); étude au Zimbabwe (aquifère de Manika Land-Middle Sabi)
Renforcement des organismes de bassins transfrontaliers par le développement de programmes et le renforcement des capacités en Afrique	- OKACOM - ZAMCOM	Étude diagnostique institutionnelle (pour l'opération financée par le FEM); programme sur les moyens de subsistance dans le bassin de l'Okavango (comptabilité de la biodiversité; directives pour la mobilisation des citoyens); étude stratégique sur le Zambèze (« <i>Navigate the Future</i> »), mise à jour de l'analyse des opportunités d'investissements multisectoriels incluant le lac Kariba; analyses de solutions fondées sur la nature (Soudan du Sud, Mozambique; Comores à l'étude)
Révolution des données sur l'eau	- VBA - INMACOM - ZAMCOM	Tableaux de bord adaptés de la comptabilité de l'eau (évaluations transparentes et normalisées de l'utilisation et de la disponibilité)

3.a Amélioration des systèmes de données et d'information utilisés au niveau municipal ou communautaire

Réalisation pour l'exercice 2024 : N/D

Cible exercice 2025 : Plusieurs opérations de CIWA devraient contribuer à ces résultats, notamment le nouveau projet du Dialogue du bassin du Nil et le NCCR ; les projets « Libérer le potentiel de résilience », « Appui aux eaux transfrontalières du Soudan du Sud » (TWP) ; la Phase II de SADC-GMI pourraient également y contribuer.

Effectifs exercice 2025 : Le SIG du programme GW4R et le SIES de l'IGAD sont utilisés au niveau communau-

taire pour la planification des investissements et, à terme, pour améliorer l'exploitation et la maintenance. Le système d'alerte précoce aux inondations du NCCR, y compris le bulletin, est également diffusé au niveau communautaire.

Cible exercice 2026 : Les principaux résultats attendus au cours de l'exercice 2026 proviendront du nouveau RETF du NCSCR et des données issues de la science citoyenne et des bassins versants. Les initiatives « Libérer le potentiel de résilience » et du Soudan du Sud poursuivront également leur travail de mobilisation communautaire en lien avec les systèmes de données et d'information.

4. Activités intégrant des mesures concrètes visant à remettre en question les normes sociales et de genre influant sur la représentation et le niveau de responsabilité des femmes dans les domaines techniques liés à la gestion et à la mise en valeur des ressources en eau transfrontalière.

Réalisation pour l'exercice 2024 : L'initiative de CIWA « Champions masculins pour l'autonomisation des femmes » a lancé le Forum des Champions masculins en juin 2023 avec la participation de dix hommes d'Afrique de l'Est. Le programme a continué avec des réunions mensuelles favorisant les échanges des pratiques d'excellence et les enseignements tirés. La Phase II du projet « Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC » a mis en place des groupes de réflexion nationaux exigeant un équilibre entre les sexes et une représentation intersectorielle, dont la conformité avec les exigences des États membres est suivie de près par le SADC-GMI. De plus, les termes de référence de toutes les études régionales sur les eaux souterraines et les ressources transfrontalières exigent l'inclusion d'un expert environnemental et social au sein de l'équipe de consultants, chargé de traiter les questions liées à l'inclusion du genre au cours de l'étude et de les documenter dans les rapports.

Cible pour l'exercice 2025 : L'exercice 2025 comprend la réunion des Champions masculins pour l'autonomisation des femmes au Lesotho, ainsi que la participation au séminaire sur les femmes dans la diplomatie de l'eau.

Réalisations pour l'exercice 2025 : La Phase II du projet de Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC a mis en place des Groupes focaux nationaux paritaires et multisectoriels, dont l'alignement avec les États membres est étroitement suivie par le SADC-GMI. La LVBC s'est engagée à promouvoir un environnement de travail sensible au genre, notamment par la mise à disposition de salles d'allaitement et par l'adoption de modalités de travail flexibles pour les femmes et les hommes de retour de congés de maternité ou de paternité. Dans le cadre de l'initiative « Champions masculins pour l'autonomisation des femmes », le CIWA a dispensé une formation en ligne aux questions de parité femmes-hommes et d'inclusion sociale à huit Champions masculins, a élaboré puis actualisé le Plan d'action, y compris le dispositif de suivi de la performance, a élaboré des contenus de communication, et a organisé deux événements d'apprentissage. Le Plan d'action a été examiné et révisé

par les Champions masculins lors d'une rencontre en présentiel qui s'est tenue au Lesotho en octobre 2024. Durant l'exercice 2025, 11 nouveaux Champions masculins ont été recrutés, portant leur nombre total à 27.

En mars 2025, CIWA a réuni plus de 80 professionnels de l'Afrique subsaharienne à l'occasion d'une table ronde majeure consacrée à un enjeu crucial : comment maintenir les femmes en poste dans les métiers de l'eau. Organisé conjointement avec Equal Aqua, New IBNET et Utility of the Future, cet événement a mis en lumière un engagement commun : faire que le secteur de l'eau devienne plus inclusif, durable et équitable. En septembre 2024, CIWA a également organisé conjointement un séminaire en ligne avec le Réseau des femmes dans la diplomatie de l'eau, afin de promouvoir la collaboration autour d'un objectif partagé : améliorer la parité femmes-hommes dans la prise de décision à haut niveau sur les questions transfrontalières liées à l'eau. Le séminaire visait à cerner les obstacles et les défis auxquels les femmes sont confrontées pour accéder à des postes de direction et de décision dans les processus et institutions liés à l'eau transfrontalière, et à examiner le rôle que peuvent jouer les Champions masculins pour surmonter ces défis et lever les obstacles. Au total, 51 personnes (19 hommes et 32 femmes) représentant 44 pays y ont participé.

Cible pour l'exercice 2026 : L'exercice 2026 comprendra des réunions des Champions masculins pour l'autonomisation des femmes, ainsi que la mise en œuvre des plans d'action individuels. Le projet NCSCR mettra en œuvre des initiatives communautaires ciblant spécifiquement les femmes.

5. Accords sur les eaux transfrontalières (bassins ou aquifères) soutenus pour renforcer a) la biodiversité et la conservation, b) la GESI, c) la paix ou d) la résilience climatique.

Réalisation pour l'exercice 2024 :

- Révision de la Politique régionale de l'eau de la SADC (2005) afin d'y intégrer les eaux souterraines et d'autres nouvelles priorités au niveau régional.
- Élaboration de la Politique sur la qualité de l'eau de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), qui intègre des considérations relatives à la GESI et à la biodiversité.
- Stratégie de gestion de la qualité de l'eau pour les lacs équatoriaux du Nil et son plan d'action, incluant des considérations relatives à la résilience climatique et à la biodiversité.

Cible pour l'exercice 2025 : Le SADC-GMI procédera au déploiement du Cadre politique, juridique et institutionnel élaboré dans le cadre du projet « Libérer le potentiel de résilience », ainsi qu'au développement du programme au Soudan du Sud, dans les États membres ayant mis en place des feuilles de route cadres.

Réalisation pour l'exercice 2025 :

- La Politique régionale de l'eau révisée de la SADC intègre l'inclusivité de genre.
- La Stratégie d'irrigation pour le Sahel renforce la sécurité alimentaire, la croissance inclusive, la création d'emplois et la résilience. Elle prend en compte les solutions fondées sur la nature, la biodiversité, la parité femmes-hommes, l'atténuation des conflits et la résilience au changement climatique.

Cible pour l'exercice 2026 : La CIWA appuiera l'élaboration de trois plans d'action stratégique sur les eaux souterraines au niveau des bassins, en collaboration avec la Commission des cours d'eau Buzi, Pungwe et Save, l'OKACOM et le ZAMCOM ; le développement du plan d'action stratégique conjoint pour le système aquifère Tuli-Karoo sera poursuivi, tandis que de nouveaux plans d'action stratégique conjoints seront lancés pour l'aquifère sédimentaire du Karoo (Lesotho et Afrique du Sud) et l'aquifère du bassin sédimentaire VI (Mozambique et Afrique du Sud). Une assistance technique sera également apportée au Groupe de travail régional du BASM pour finaliser un accord régional, dont la signature est envisagée lors de la Conférence de l'ONU sur l'eau en 2026.

6. Projets de la Banque mondiale éclairés par CIWA

Projet de la Banque mondiale éclairé	Valeur du projet de la Banque mondiale (en millions, USD)	Opération de CIWA	Nature de la contribution de CIWA
Programme régional de résilience au changement climatique pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe – Phase II*	En attente	NCORE, NCCR, Renforcement des organismes de bassins transfrontaliers par l'élaboration de programmes et le renforcement des capacités en Afrique	Appui à la préparation de la nouvelle phase
FEM – Bassin du fleuve Cubango-Okavango : Financement de l'innovation dans les eaux transfrontalières*	En attente	Projet de gestion du bassin du fleuve Zambèze et Projet de développement du bassin du fleuve Zambèze	Conception fondée sur la MSOIA financée par CIWA
Programme régional de résilience au changement climatique pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe	384	NCORE, NCCR et SADRI	Appui à la préparation de la nouvelle phase
Corne de l'Afrique – Projet « Eaux souterraines pour la résilience »	385	Libérer le potentiel de résilience, Initiative sur les eaux souterraines de la Corne de l'Afrique, Renforcement de la résilience dans la Corne de l'Afrique, Appui à la gestion des ressources en eau transfrontalière	Appui à la préparation de la nouvelle phase
Promotion de communautés durables et productives dans le bassin du lac Victoria à travers un assainissement inclusif à l'échelle du lac	150	Qualité de l'eau dans les Grands Lacs et NCORE	Système d'aide à la décision pour appuyer la planification des investissements
Projet Kandadji	408	Projet de gestion du bassin du fleuve Niger	Appui à la conception et à la planification du projet Appui à la conception et à la mise en œuvre du plan d'action de réinstallation

* Added FY25.

Projet de la Banque mondiale éclairé	Valeur du projet de la Banque mondiale (en millions, USD)	Opération de CIWA	Nature de la contribution de CIWA
Projet hydroélectrique régional des chutes de Rusumo	347	NCORE, Mobilisation de la société civile pour la résilience sociale et au changement climatique dans le bassin du Nil	Appui à la conception et à la mise en œuvre du plan d'action de réinstallation Mobilisation des communautés et concertation avec les parties prenantes en vue de la mobilisation des ressources.
Projet de réhabilitation du barrage de Kariba	95	Projet de gestion du bassin du fleuve Zambèze et Projet de mise en valeur du bassin du fleuve Zambèze	Financement d'une analyse de rupture de barrage pour évaluer les conséquences socioéconomiques et environnementales potentielles d'une telle rupture dans le bassin. Appui à l'intégration régionale.
Projet d'irrigation pour la résilience au changement climatique (ICRP)	170	NCORE	Sélection du périmètre irrigué de Kabuyanda pour la conception de l'investissement.
RECLIMA	300	Analyse des opportunités d'investissement multisectorielle dans l'Okavango	Préparation d'un investissement pour des moyens de subsistance résilients pour les Angolais.
Projet de relance et de développement de la région du lac Tchad	170	Dialogue sur le lac Tchad	Appui à la préparation de la Composante 1 sur la mobilisation des citoyens.
Projet de sécurité de l'eau au Burkina Faso	150	Amélioration de la gestion des ressources en eau au Sahel de l'Ouest et central	Appui à la Stratégie nationale de l'eau du Burkina Faso (2021-2025) et à un Plan d'action pour la stratégie nationale de l'eau (PASNE), qui comprend un programme d'investissement triennal.
Initiative pour la sécurité de l'eau au Sahel occidental	300	Amélioration de la gestion des ressources en eau au Sahel de l'Ouest et central	Appui à la préparation d'une série de projets transfrontaliers destinés à être intégrés dans l'Initiative pour la sécurité de l'eau au Sahel occidental.

Projet de la Banque mondiale éclairé	Valeur du projet de la Banque mondiale (en millions, USD)	Opération de CIWA	Nature de la contribution de CIWA
Projet d'appui à la sécurité de l'eau et à l'assainissement en Côte d'Ivoire	250	Amélioration de la gestion des ressources en eau au Sahel de l'Ouest et central	L'étude appuyée par CIWA a fourni un cadre pour répondre à la demande croissante des secteurs utilisateurs d'eau, gérer les arbitrages et synergies entre les allocations sectorielles, traiter les inégalités dans la répartition de l'eau entre et au sein des régions, améliorer la qualité de l'eau, et protéger les ressources en eau. Elle a servi de base à la préparation d'une nouvelle intervention intégrée pluriannuelle pour la sécurité de l'eau : le Programme d'appui à la sécurité de l'eau et à l'assainissement en Côte d'Ivoire, axé sur la sécurité de l'eau et le développement économique des régions nord du pays.
Projet de plateforme intégrée pour la sécurité de l'eau au Niger (Niger-IWSP)	400	Initiative sur les eaux souterraines du Sahel	Éclairé par un rapport sur l'état de l'évaluation des ressources en eaux souterraines et des capacités d'exploration.
Premier DPF pour la croissance résiliente et le renforcement des investissements	375	Initiative sur les eaux souterraines du Sahel	Éclairé par un rapport sur l'état de l'évaluation des ressources en eaux souterraines et des capacités d'exploration.
Projet d'appui à l'initiative pour l'irrigation au Sahel	176	Initiative sur les eaux souterraines du Sahel	Un rapport sur les contraintes et limites de l'utilisation des eaux souterraines peu profondes pour l'irrigation pilotée par les exploitants agricoles a éclairé la conception de projets pilotes au Burkina Faso et au Tchad.
Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS) 2	460	Initiative sur les eaux souterraines du Sahel	Une note de présentation sur les eaux souterraines et le pastoralisme a été utilisée pour préparer le PRAPS2.
Total exercice 2025	4 520		

Cible pour l'exercice 2025 : Le programme Développement, résilience et valorisation des eaux transfrontalières de l'Afrique de l'Ouest (DREVE) a été déclaré pour l'exercice 2025.

Réalisation pour l'exercice 2025 : Bien que l'approbation du programme DREVE par le Conseil soit encore en attente depuis plusieurs mois, l'appui de CIWA a joué un rôle central dans deux nouveaux projets de la Banque mondiale mis en œuvre par les bénéficiaires : la Phase II du RCRP et le projet du FEM pour le bassin fluvial du Cubango-Okavango.

Cible pour l'exercice 2026 : CIWA commencera à appuyer le programme « Accélérer l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène dans la région de l'Afrique de l'Est et australe » ainsi qu'au programme DREVE. Les deux projets ajoutés au cours de l'exercice 2025 seront mis à jour.

7. Investissements ayant des retombées régionales qui ont été favorisées grâce au soutien de CIWA.

Voir les Tableaux A2.1 et A2.2.

Réalisation pour l'exercice 2024 : CIWA a dispensé des conseils techniques sur la passation des marchés pour les études techniques de la première série de systèmes d'approvisionnement en eau en Éthiopie, mis en œuvre dans le cadre de la Phase I du programme « Eaux souterraines pour la résilience dans la Corne de l'Afrique ». Cette intervention a été influencée par les travaux de l'assistance technique de « Libérer le potentiel de résilience ». Le projet « Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC – Phase II » a permis d'ajouter 12 dons subsidiaires pour des investissements nationaux dans les eaux souterraines.

Cible pour l'exercice 2025 : Il est possible qu'un ou plusieurs des quatre zones d'urgence en matière de qualité de l'eau identifiées par le NCCR en Éthiopie, au Soudan du Sud, en Ouganda et en Tanzanie soient intégrés dans un projet à venir. Au cours de l'exercice 2025, de nouveaux investissements

devraient également être induits par les projets « Libérer le potentiel de résilience » et « Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC – Phase II ».

Réalisation pour l'exercice 2025 : Le projet de gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC – Phase II » a porté le nombre total de dons subsidiaires à 24, répartis dans 12 États membres de la SADC ; cependant, ceux-ci sont toujours comptabilisés comme un seul ensemble d'investissements dont les valeurs et les nombres de bénéficiaires ont été augmentés. Le projet hydroélectrique de Nsongezi est passé du statut de projet potentiel à celui de projet mobilisé.

Cible pour l'exercice 2026 : Au cours de l'AF26, de nouvelles mises à jour liées aux investissements mobilisés dans les eaux souterraines issus de l'initiative « Libérer le potentiel de résilience » sont attendues. Il se qu'il y ait des investissements supplémentaires issus de NCORE, 12 projets étant prêts pour la mobilisation des ressources. Le projet NCCR mobilisera de petits investissements dans le suivi de la qualité de l'eau du fleuve Akagera, dans le cadre du plan de qualité de l'eau du lac Victoria.

8. Nombre de personnes ayant bénéficié d'un soutien pour renforcer leur résilience face au changement climatique.

Réalisation pour l'exercice 2024 : 415 653 personnes ont été appuyées, dont 164 000 bénéficiaires des investissements dans les eaux souterraines en Éthiopie (zones frontalières) et 251 653 en Somalie. L'ensemble de ces 415 653 bénéficiaires des investissements dans les eaux souterraines provient de communautés affectées par des contextes de FCV. Ces chiffres sont basés sur les données démographiques officielles, et ne sont donc pas ventilés davantage.

Cible pour l'exercice 2025 : Le projet « Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC » prévoit d'améliorer la science citoyenne en menant des recherches participatives visant à valoriser les connaissances des communautés sur la biodiversité. Le projet NCCR apportera des avantages aux populations exposées aux risques de crues éclair et de sécheresses dans le bassin du Nil.

Réalisation pour l'exercice 2025 : Au total, plus de 598 000 personnes, dont 52 000 femmes, ont connu un renforcement de leur capacité d'adaptation au climat suite aux dons subsidiaires accordés dans le cadre de la Phase II du projet de Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC. À noter que 251 000 bénéficiaires avaient déjà été déclarés pour ce programme ; la différence s'élève donc à 347 000 personnes supplémentaires.

Cible pour l'exercice 2026 : Le projet « Libérer le potentiel de résilience » commencera à compter les bénéficiaires directs des investissements réalisés dans l'approvisionnement en eau souterraine. Les forages sont alimentés par des pompes solaires, contribuant ainsi à l'adaptation et à l'atténuation du changement climatique. Les populations tireront également avantage (adaptation) des nouvelles stations de suivi de la qualité de l'eau mises en place par le NCCR. Les bénéficiaires de l'appui aux systèmes d'alerte précoce aux inondations feront également l'objet de rapport.

9. Les mesures d'atténuation des effets du changement climatique ou d'adaptation à ceux-ci bénéficient des activités de CIWA et de ses investissements dans la gestion et la mise en valeur concertées.

Réalisation pour l'exercice 2024 :

- Amélioration de l'approvisionnement en eau et de la qualité de l'eau dans les zones frontalières de l'Éthiopie
- Amélioration de l'approvisionnement et de la gestion des eaux souterraines dans les États membres de la SADC
- Renforcement des systèmes d'alerte précoce aux inondations dans le Nil oriental

Cible pour l'exercice 2025 :

- Nouveaux investissements dans les eaux souterraines dans les zones frontalières de la Corne de l'Afrique
- Mise en œuvre d'investissements supplémentaires dans les eaux souterraines à travers les dons subsidiaires du programme de la SADC
- Renforcement du système d'alerte précoce aux inondations dans les pays des lacs équatoriaux.
- Disponibilité d'un système d'alerte précoce aux sécheresses dans le bassin du Nil

Réalisations pour l'exercice 2025 :

- Le projet NCCR a renforcé la gestion des risques climatiques à l'échelle du bassin en mettant en service le système renforcé d'alerte précoce des crues éclair dans le Nil oriental, couvrant 35 sites, et en validant le tableau de bord du système d'alerte précoce aux sécheresses dans le bassin du Nil, afin d'appuyer une allocation préventive de l'eau et la réponse aux catastrophes. Le projet a également fait progresser la sécurité des barrages par la création ou le renforcement d'unités nationales et par l'établissement d'un inventaire régional consolidé des barrages ; de plus, il a permis de classer les zones d'urgence prioritaires en matière de qualité de l'eau en s'appuyant sur des bases de données partagées et des équipements de terrain et de laboratoire, en vue d'orienter la planification d'investissements résilients au changement climatique. En complément, l'étude sur l'irrigation intelligente en eau a produit des directives et un tableau de bord exploitant les outils d'observation de la Terre pour améliorer la productivité de l'eau et promouvoir des pratiques d'irrigation adaptées au changement climatique dans l'ensemble du bassin.
- Le projet « Amélioration de la gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale » a permis l'élaboration de la Stratégie d'irrigation du Sahel, conçue pour développer à grande échelle une irrigation résiliente au climat – celle-ci met l'accent sur l'exploitation des aquifères peu profonds, les systèmes alimentés à l'énergie solaire et la cartographie numérique, afin de renforcer la sécurité alimentaire face à une variabilité climatique croissante.
- Le programme « Libérer le potentiel de résilience » a appuyé l'avancement des études de faisabilité et de la cartographie de la recharge, afin de créer des tampons contre la sécheresse et de garantir des ressources fiables pour les communautés vulnérables. Ces actions visent à aider les pays à passer d'une gestion réactive des crises à une planification et une prestation de services proactives et éclairées par les risques.
- Le programme « Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC – Phase II » a permis l'extension des réseaux de surveillance, la modernisation des portails et des archives de données, ainsi qu'a appuyé la réalisation d'études sur les aquifères et l'octroi de dons subsidiaires nationales, contribuant ainsi au renforcement des systèmes d'eaux souterraines et des services d'eau en milieu rural.
- Plusieurs dons subsidiaires ont permis le déploiement de pompes de forage alimentées à l'énergie solaire

– notamment dans la région de Middle Sabi au Zimbabwe et sur des sites en Angola et en Zambie – remplaçant ainsi les systèmes de pompage au diesel ; cela a permis de réduire les émissions liées à l'exploitation et d'améliorer l'accès à l'eau résilient au changement climatique. Ces investissements combinent les résultats en matière d'adaptation – sécurité de l'approvisionnement en eau en période de sécheresse, meilleure préparation aux inondations – et des co-bénéfices mesurables en matière d'atténuation, suite à l'utilisation d'une énergie plus propre dans les infrastructures hydrauliques rurales.

- Le programme « Révolution des données sur l'eau » a développé conjointement, avec plusieurs organismes de bassin (telles que l'ABV, l'INMACOM et la ZAMCOM), des tableaux de bord de comptabilité de l'eau basés sur l'imagerie satellitaire, contribuant à renforcer la transparence et la standardisation des processus décisionnels coopératifs.

Cible pour l'exercice 2026 :

Le bassin du Nil procédera à la validation de son système d'alerte précoce aux sécheresses et au renforcement des centres nationaux de prévision, tandis que de jeunes professionnels seront mobilisés dans les efforts de prévision des crues et d'alerte précoce. Les prévisions de crues éclair continueront d'appuyer les efforts de préparation dans la région. Au Soudan du Sud, le programme d'appui aux eaux transfrontalières finalisera les évaluations de la vulnérabilité climatique et la cartographie des parties prenantes, afin de hiérarchiser les interventions visant à protéger les infrastructures et les moyens de subsistance dans les communautés de réfugiés et d'accueil. Le programme contribuera également au renforcement des capacités institutionnelles en matière de gestion des risques climatiques et à l'expansion des échanges d'informations au niveau régional, afin d'améliorer les systèmes d'alerte précoce et la planification conjointe de la gestion des risques d'inondation. Au Sahel de l'Ouest et central, une assistance technique contribuera à la finalisation de l'accord régional sur l'aquifère du BASM, tandis que des travaux analytiques évalueront l'impact du couvert végétal sur les ressources en eau, éclairant la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature et d'interventions à l'échelle du paysage. L'appui aux solutions fondées sur la nature et aux infrastructures résilientes continuera, mettant initialement l'accent sur le Mozambique et le Soudan du Sud. Le projet de Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC finalisera les projets financés par sous-subvention et élaborera des plans d'action stratégique conjoints pour les principaux aquifères.

ANNEXE 3 — Analyse des risques

Description du risque	Mesures d'atténuation appliquées	Mises à jour notables du niveau de risque
1. Catastrophes à l'échelle des pays et à l'échelle mondiale. Le risque de catastrophes majeures s'amplifie sous l'effet du changement climatique.	Les actions menées par CIWA pour intégrer les enjeux liés au changement climatique dans les stratégies de gestion des ressources en eau et renforcer la sécurité de l'eau en Afrique constituent une contribution essentielle à l'adaptation au changement climatique et au renforcement de la résilience de ces pays, à leur accès à l'eau et à la nourriture, à la préservation de la paix et de la stabilité, et à la réduction des risques de catastrophes à l'échelle des paysages et à l'échelle mondiale.	L'insécurité de l'eau et les impacts du changement climatique en Afrique s'aggravent. La Corne de l'Afrique subit des inondations, après cinq années consécutives de sécheresse. L'Afrique australe reste confrontée à une grave sécheresse qui menace l'approvisionnement en eau, la production agricole, la production hydroélectrique et les moyens de subsistance. Des inondations catastrophiques ont frappé l'Afrique de l'Est en 2024 et au premier semestre 2025, notamment dans le Soudan du Sud, la Somalie et l'Éthiopie. Le Nigéria, le Soudan et le Mali figurent également parmi les pays d'Afrique subsaharienne confrontés aux inondations.
2. Contexte politique difficile. Toute activité menée dans des eaux transfrontalières comporte un risque inhérent – celui que des dynamiques politiques nationales ou internationales, qu'elles soient liées ou non à l'eau, créent un contexte défavorable susceptible d'entraîner des retards importants, voire l'échec de certains projets. Par nature, ce risque échappe souvent au contrôle de CIWA ou à l'influence de ses partenaires.	CIWA dispose d'un portefeuille géographiquement diversifié – avec des projets dans la Corne de l'Afrique, en Afrique de l'Est, de l'Ouest, centrale et australe –, tant en termes de types d'appui (mise en valeur de l'information, renforcement des institutions et investissements) que de bénéficiaires (organismes de bassin, CER, ministères, etc.). Cette diversification contribue à atténuer les risques politiques à l'échelle du programme. Les analyses d'économie politique sont systématiquement intégrées à la planification du programme CIWA, ce qui permet d'anticiper les risques, de concevoir des projets équilibrant ambition et risques, et de définir des stratégies d'atténuation adaptées. Même si CIWA n'intervient pas dans les interventions d'urgence et les efforts de redressement dans des contextes de FCV, il travaille en partenariat avec de nombreux acteurs dans des contextes fragiles et affectés par des conflits pour s'attaquer à certaines causes profondes de la FCV, notamment l'insécurité de l'eau. Comme rappelé tout au long du rapport, renforcer la sécurité de l'eau contribue à améliorer les moyens de subsistance, la santé et la gouvernance – autant de leviers pour réduire la FCV. Globalement, CIWA a fait preuve d'une capacité solide à fournir un appui efficace à la gestion des ressources en eau transfrontalière dans des contextes de FCV, essentiellement grâce à l'expertise aboutie et de qualité des chefs d'équipe de la Banque mondiale dans les domaines techniques et en gestion de projet. Les projets menés dans la Corne de l'Afrique et en Afrique de l'Ouest en sont une illustration. Son action visant à renforcer la coopération régionale contribue à instaurer la confiance et la compréhension mutuelle, tout en atténuant les tensions liées à la gestion de l'eau. Parallèlement, ses efforts visant à renforcer les capacités institutionnelles améliorent la résilience des acteurs face aux perturbations politiques.	Lors de l'exercice 2025, CIWA a continué de faire face à d'importants défis politiques en Afrique subsaharienne, en particulier dans les régions affectées par la FCV. La situation politique en Afrique de l'Est est restée tendue, en raison des guerres civiles et crises humanitaires persistantes au Soudan et au Soudan du Sud, aggravées par de graves inondations. Ces conditions ont continué d'entraver la mise en œuvre des projets. En Afrique de l'Ouest, la succession de coups d'État militaires depuis 2020 a accentué l'instabilité politique. Cette situation a parfois perturbé les opérations de CIWA, comme en témoigne la décision de la Banque mondiale de suspendre les décaissements au Niger entre juillet 2023 et mai 2024 à la suite d'un coup d'État militaire.
3. Engagement insuffisant à l'échelle du bassin. Dans certains bassins, il arrive que certains pays ne soient pas membres formels des organismes de bassin concernés, remettent en question leur collaboration avec le programme CIWA, ou rejettent plus largement le principe d'une gestion multilatérale des ressources en eau.	Les stratégies d'engagement de CIWA au niveau des bassins et/ou les processus de préparation des projets permettent de créer un cadre de dialogue avec les parties prenantes dès la phase de conception des interventions. Les équipes de projet et la direction de CIWA engagent des discussions avec les pays concernés afin de mettre en avant les avantages d'un développement partagé, et s'emploient à déconstruire l'idée selon laquelle l'utilisation des ressources naturelles obéit à une logique de jeu à somme nulle. Chaque projet de CIWA intègre ainsi des efforts substantiels pour faciliter le dialogue entre pays riverains et renforcer la confiance mutuelle. CIWA encourage des relations de coopération. Pour chaque bassin ou région dans lequel il intervient à long terme, un Plan d'appui au bassin est élaboré. Ce plan définit la vision du programme en matière de soutien et de développement, assurant l'adéquation des projets qu'il finance sur les objectifs globaux de chacune des organismes de bassin partenaires, tout en identifiant les synergies, les éventuels chevauchements ou lacunes et les moyens d'y remédier. CIWA cherche également à favoriser l'apprentissage croisé entre les bassins.	Dans certains bassins, l'engagement des pays membres au sein des organismes de bassin reste inégal. Ce manque de participation s'explique le plus souvent par un faible niveau d'appropriation, un manque de visibilité des avantages découlant d'une participation active, une capacité institutionnelle insuffisante ou instable, ou encore un intérêt limité vis-à-vis des enjeux d'une gestion et d'une mise en valeur concertées des ressources en eau. Les défis liés à une gouvernance et une mise en valeur concertée du bassin du Nil se sont poursuivis durant l'exercice 2025. Le projet NCCR a poursuivi son appui, axé sur l'assistance technique et la promotion des avantages d'une coopération régionale inclusive. Le travail sur le BASM a continué de progresser, avec des avancées concrètes vers la définition d'un cadre de coopération relatif aux ressources en eaux souterraines partagées.

Description du risque	Mesures d'atténuation appliquées	Mises à jour notables du niveau de risque
	Au cours de l'exercice 2025, plusieurs stratégies ont été mises en œuvre pour renforcer l'engagement à l'échelle des bassins : facilitation de dialogues et de négociations pour encourager l'adhésion formelle aux organismes de bassin; assistance technique et renforcement des capacités, y compris pour démontrer les avantages de la coopération multilatérale et encourager les pays à s'impliquer davantage; incitations des organismes de bassin à la participation sous forme d'accès au financement, à des ressources techniques et à un accompagnement pour la mise en œuvre de projets de gestion des ressources en eau durables; et mobilisation des dirigeants et décideurs politiques pour les sensibiliser aux avantages d'une coopération à l'échelle des bassins et d'une gestion des ressources en eau et d'un développement multilatéraux. Cet engagement politique est fondamental pour aligner les intérêts nationaux avec les objectifs de gestion de l'eau. CIWA a par ailleurs renforcé sa visibilité en structurant son portefeuille de communication et poursuivra ses efforts de plaidoyer continu sur les avantages de la coopération auprès de ses parties prenantes.	
4. Intégration insuffisante des vues des parties prenantes et des considérations de genre. Dans certains cas, les parties prenantes ne s'engagent pas pleinement dans le cycle du projet, ce qui limite leur participation à la prise de décision et peut créer des contestations et une insatisfaction du public, susceptibles de compromettre ou de retarder les projets de développement. De plus, un manque de mobilisation des parties prenantes peut également compromettre la qualité des résultats obtenus. L'approche de la Banque mondiale en matière de parité femmes-hommes et d'inclusion sociale (GESI) repose sur des évaluations rigoureuses, tant quantitatives que qualitatives, et sur les enseignements tirés de nombreuses années d'expérience dans la promotion de la prospérité mondiale. Une croissance économique aux dépens d'une part importante de la population n'est pas viable, et peut même s'avérer contre-productive dans la mesure où elle gaspille un capital humain considérable.	CIWA accorde la priorité à l'implication des parties prenantes et à la prise en compte approfondie de leurs besoins et préoccupations tout au long du cycle du projet. L'un de ses domaines de résultats, la « Plateforme de coopération », vise à renforcer cette participation à la gestion des ressources en eau et met en lumière les opportunités de promotion de la parité femmes-hommes dans certains domaines. Lors du lancement d'une intervention dans un bassin prioritaire, CIWA collabore avec ses clients pour concevoir un programme d'appui équilibré qui couvre les quatre domaines de résultats. Lors des phases de préparation et de mise en œuvre, CIWA intègre systématiquement les dimensions liées au genre, à la réduction de la pauvreté et à la mobilisation des parties prenantes, en tant qu'actions standard. L'initiative « Champions masculins » de CIWA s'étend et rassemble désormais des membres issus de toutes les régions d'Afrique subsaharienne, qui œuvrent à promouvoir la parité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes au sein de leurs organisations.	La diversité des paysages culturels et politiques en Afrique se traduit par des degrés variables d'ouverture à l'expression et à la participation des parties prenantes. Dans plusieurs bassins transfrontaliers, la stratégie de mobilisation des parties prenantes reste inchangée ou suit une évolution positive. Le bassin du Nil, en particulier, montre une volonté affirmée de promouvoir l'approche GESI. Toutefois, dans la pratique, les stratégies élaborées par les organismes de bassin en matière de mobilisation des parties prenantes ne sont souvent que partiellement mises en œuvre.
5. Une capacité de mise en œuvre et un niveau de préparation insuffisants peuvent entraîner des retards sur le court ou le moyen terme. Certains organismes de bassin peuvent ne pas disposer des capacités ou de l'expérience nécessaires pour participer efficacement à la gestion et au développement, ce qui retarde la mise en œuvre des projets et ralentit la réalisation des objectifs du programme.	Lors de la phase de préparation d'un projet, les experts de la Banque mondiale évaluent la capacité de mise en œuvre et le niveau de préparation de l'organisation bénéficiaire, et ajustent en conséquence l'ampleur et la complexité de l'appui apporté par CIWA. La Banque fournit un accompagnement en gestion financière, en passation des marchés et en gestion de projet. Le renforcement des capacités peut également être prévu comme condition préalable à l'approbation d'un projet. Par exemple, l'approbation d'un projet peut être subordonnée à l'embauche d'un expert en environnement et en questions sociales pour appuyer la mise en œuvre des politiques de sauvegarde. De nombreux projets atténuent ce risque en incluant une composante d'appui institutionnel et de renforcement des capacités. En outre, CIWA peut recourir, en phase initiale, à un mode de financement exécuté par la Banque pour renforcer les capacités de mise en œuvre et le niveau de préparation de l'organisation bénéficiaire.	De nombreux projets soutenus par CIWA ont été conçus dans l'objectif d'accompagner un nouvel organisme de bassin ou de renforcer la capacité d'un organisme de bassin existant ou d'une entité économique régionale présentant des faiblesses à mettre en œuvre un investissement de la Banque mondiale. Le manque de préparation est souvent un défi que l'on rencontre à la fois du côté du client et des équipes de projet de la Banque mondiale. CIWA a soutenu la conception d'un nouveau projet avec l'appui direct d'experts dans des domaines transversaux tels que le genre, la FCV, la biodiversité et la résilience au changement climatique. Ce soutien renforcé a contribué à de meilleurs démarrages, bien qu'il ne puisse compenser totalement les difficultés rencontrées du côté du client, qui découlent souvent de la difficulté à recruter du personnel expérimenté en temps voulu. Par ailleurs, les capacités des organisations, tant sur le plan technique qu'institutionnel (y compris en matière de passation des marchés et de gestion financière), se renforcent progressivement grâce à un engagement continu avec les experts de la Banque mondiale. L'équipe de CIWA note ainsi une montée en compétence, dans le cadre, par exemple, des fonds d'affectation spéciale exécutés par le bénéficiaire (RETF) comme dans les projets NCCR et SADC-GMI.

Description du risque	Mesures d'atténuation appliquées	Mises à jour notables du niveau de risque
6. Le financement disponible pour CIWA est insuffisant pour répondre à la demande. Ce manque de financement peut engendrer des risques dans la mesure où les partenaires bénéficiaires potentiels peuvent avoir certaines attentes. Les donateurs participants peuvent tarder à engager des ressources face à la demande des organismes de bassin bénéficiaires.	CIWA s'efforce de poursuivre ses efforts de mobilisation de fonds et d'élargir ses partenariats avec de nouveaux acteurs internationaux, mais la demande exprimée par les clients et partenaires actuels ou potentiels continuera de dépasser les perspectives de financement actuelles, compte tenu de l'ampleur et de la complexité des besoins en Afrique subsaharienne. CIWA gère son portefeuille d'activités avec régularité et rigueur afin d'aligner la demande sur les ressources disponibles et de fixer des attentes réalistes avec ses partenaires. CIWA examine régulièrement sa situation financière et ajuste en conséquence ses activités programmatiques afin d'optimiser l'impact des ressources disponibles.	L'orientation stratégique de CIWA prévoit un élargissement du soutien aux enjeux prioritaires, notamment dans les points sensibles de FCV, la biodiversité, la résilience au changement climatique et la GESI. Le niveau de financement actuel ne permet pas de couvrir l'ensemble des ambitions du programme. Bien que CIWA ait enregistré des progrès dans ses efforts de levée de fonds, dans un contexte global difficile, ces ressources restent en deçà de la demande. À mesure que davantage d'activités sont menées dans les contextes marqués par la FCV, il faudra mobiliser d'importantes ressources supplémentaires pour garantir une mise en œuvre et une supervision de qualité du programme.
7. Fraude ou utilisation inappropriée des fonds.	Les projets appuyés par CIWA aident les clients à appliquer les Directives anti-corruption de la Banque mondiale.	Aucun incident n'a été signalé cette année.
8. Les pays riverains ne maintiendront pas forcément ni ne poursuivront l'appui apporté par CIWA aux investissements dans les institutions, les systèmes d'information et/ou les infrastructures. CIWA intervient en amont des investissements proprement dits et exerce un contrôle limité sur l'adoption des plans d'investissement par les pays ou la pérennisation du soutien aux institutions. L'importance de ce risque augmente à mesure que des donateurs de fonds aux normes de préparation plus souples prennent une place de plus en plus grande dans le financement des infrastructures en Afrique. Il est en partie lié à d'autres risques (par exemple, un manque de volonté politique ou une faible appropriation par les pays), mais il importe de le considérer à part entière, car il a un impact direct sur les objectifs, indicateurs et cibles qui serviront à évaluer les résultats du programme.	CIWA est un programme axé sur la demande, qui répond aux sollicitations de clients potentiels. Conscient des délais prolongés, des coûts de transaction élevés et du caractère non linéaire des processus de coopération, CIWA évalue soigneusement la viabilité de l'appui envisagé au moyen de consultations approfondies avec les organisations clientes et les gouvernements nationaux, ainsi que d'analyses internes de l'économie politique. Des mesures de pérennisation sont intégrées à la conception des programmes. Par exemple, les activités préparatoires des projets s'accompagnent d'un renforcement des capacités en matière de mobilisation de ressources, et les processus d'harmonisation avec les structures nationales sont définis lors de la formulation et de l'approbation des institutions régionales. CIWA reconnaît que l'engagement des pays riverains en faveur de la coopération peut évoluer dans le temps, en fonction de leur perception des risques et des opportunités associées, c'est pourquoi il met fortement l'accent sur le maintien et le renforcement de cette perception d'opportunité – justificatif de son intervention – à travers le partage de connaissances et d'informations, l'apport d'analyses factuelles et un dialogue continu. Toutefois, étant donné que l'engagement des pays riverains dans un développement coopératif peut s'intensifier ou fléchir selon les enjeux, CIWA conserve la capacité d'apporter à la fois un appui systématique à long terme et un appui catalytique à court terme, ainsi que la flexibilité nécessaire pour intervenir sur les trois domaines d'action (institutions, informations, investissements), ce qui lui permet d'ajuster son soutien au cours de la mise en œuvre. Si certains de ces facteurs de risque affectant la pérennité des résultats de CIWA relèvent du champ d'action du programme, la question fondamentale de l'engagement des États membres envers leurs organismes de bassin et le renforcement de leurs propres capacités demeure. Il est également important de trouver des moyens de préserver cet engagement, même en cas de réaffectation des ressources à des questions urgentes.	Les pays trouvent généralement plus facile de mettre en œuvre des investissements unilatéraux plutôt que régionaux. Toutefois, la compréhension du fait que les solutions durables en matière d'infrastructures sont souvent de portée régionale fait son chemin, et CIWA continue de produire des bases factuelles contribuant à faire avancer cette vision. Comme pour tous les projets de développement multilatéraux de la Banque mondiale, un risque existe : un projet peut être préparé selon des normes élevées d'équité et de durabilité, mais l'investissement finalement mis en œuvre par un autre donateur de fonds peut répondre à des normes différentes. En matière de capacité technique, il existe plusieurs outils concurrents pour la modélisation des bassins, et certains homologues nationaux n'ont pas le même niveau de capacités techniques que les organismes de bassin, ce qui limite l'adoption de ces outils plus sophistiqués.

ANNEXE 4 — Informations financières

■ La présente section fait le point sur la situation financière du programme CIWA. Sauf indication contraire, les données financières, y compris les taux de change, sont à jour au 30 juin 2025.

CIWA est financé par un Fonds d'affectation spéciale multidonateurs (FASM) et administré par la Banque mondiale pour le compte des partenaires au développement contributeurs. Les donateurs actuels de CIWA sont l'Autriche, le Danemark, la Commission européenne, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni. Ce FASM est un « Fonds d'affectation spéciale multidonateurs programmatique », dans le cadre duquel les donateurs s'engagent à soutenir un cadre thématique plutôt qu'un projet spécifique. Dans ce contexte, CIWA appuie à la fois des projets exécutés par des organisations bénéficiaires et des opérations mises en œuvre par la Banque mondiale.

Processus de financement et décaissement

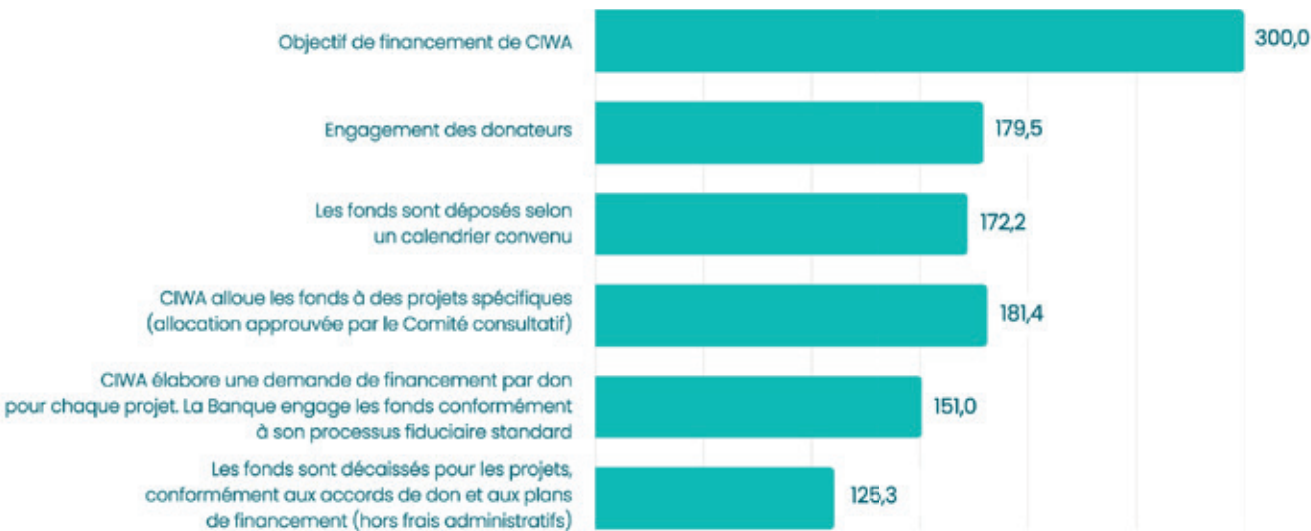
CIWA avait initialement été conçu comme un programme de 200 millions de dollars d'un terme de 10 ans. En 2021, le programme a été prolongé de cinq ans, jusqu'en 2026, sans que l'objectif initial de mobilisation de fonds n'ait été atteint. Au cours de l'exercice 2024, les membres du Comité consultatif de CIWA et les parties prenantes internes à la Banque mondiale ont approuvé un nouveau portefeuille de projets CIWA, en lien avec une deuxième prolongation de cinq ans. La prolongation du Fonds d'affectation spéciale (jusqu'en 2031) a été approuvée par la Banque mondiale et les accords avec les donateurs (Royaume-Uni, Pays-Bas, Suède, Autriche) ont été mis à jour. La valeur de ce nouveau portefeuille est estimée à 151 millions de dollars, en sus des fonds déjà alloués (par exemple, les dons qui ne figurent pas dans le nouveau portefeuille). Toutefois, le portefeuille pour les exercices 2025–2026 reste à définir, étant donné que sa mise en œuvre complète dépend de la réussite d'une importante mobilisation de fonds. L'objectif de financement de CIWA pour l'exercice 2025 (voir graphique A4.1) correspond à la valeur totale du nouveau portefeuille (151 millions de dollars) additionnée des fonds déjà alloués à ce jour (181 millions de dollars), soit un total de 332 millions de dollars, arrondi à 300 millions de dollars.

Ce montant actualise l'objectif fixé à 200 millions de dollars lors de l'exercice 2023, en y intégrant le nouveau portefeuille pour les exercices 2025–2026 et tous les fonds alloués jusque-là.

Conformément aux pratiques standard de la Banque mondiale en matière de fonds d'affectation spéciale, les donateurs s'engagent à verser des contributions à CIWA (pour un total de 179,5 millions de dollars) et à effectuer les dépôts selon un calendrier convenu (total de 172,2 millions de dollars). Dans le cadre de sa planification stratégique, CIWA a alloué des fonds à des projets spécifiques et à des activités d'assistance technique (pour un montant actuel de 181,4 millions de dollars), en cohérence avec les grands axes thématiques et domaines d'intervention approuvés par son Comité consultatif. La présente annexe fournit des informations complémentaires sur les engagements, les dépôts, les allocations, les engagements fermes et les décaissements.

Une fois les fonds alloués à des activités spécifiques, CIWA collabore avec les clients pour élaborer des demandes de financement par don, en vue du transfert des fonds vers les comptes d'activité. La Banque mondiale suit des procédures techniques, juridiques et fiduciaires pour approuver les projets et engage les fonds conformément à ses processus fiduciaires standard (le montant total des engagements de don s'élève à 151,0 millions de dollars). Les fonds ont été décaissés conformément aux accords de don et aux plans de financement (le montant des décaissements a atteint 125,3 millions de dollars). Le graphique A4.1 présente la situation globale. La majeure partie des fonds de CIWA (98 %) est déjà affectée à des projets existants et à des activités d'assistance technique. Toute activité majeure à venir dépendra strictement de la disponibilité de nouvelles contributions des donateurs.

Graphique A4.1. Vue d'ensemble des engagements, dépôts, allocations et décaissements des donateurs



Engagements, dépôts et allocations des donateurs

Les donateurs déposent les fonds dans le compte FASM de CIWA, conformément à un calendrier établi dans l'Accord d'administration ou dans d'autres documents échangés entre la Banque et les

donateurs. Ce calendrier peut être révisé, si nécessaire, pour répondre aux besoins de décaissement des projets.

Tableau A4.1. Engagements et dépôts des donateurs

Partenaires contributeurs	Monnaie	Montant (en la monnaie du donateur)	Montant (USD)	Montant reçu (USD)	Solde impayé (USD)
Pays-Bas	USD	58 767 681	58 767 681	55 874 091	2 893 590
Pays-Bas	EUR	113 480	124 317	124 317	
Suède (SIDA)	SEK	490 000 000	57 088 441	57 088 441	-
Royaume-Uni (FCDO)	GBP	34 380 000	47 215 237	43 992 147	3 223 090
Autriche (ADA)	EUR	6 000 000	6 584 713	5 415 500	1 169 213
Commission européenne	EUR	4 950 000	5 399 708	5 399 708	-
Danemark (DANIDIA)	DKK	18 700 000	3 398 597	3 398 597	-
Norvège (NORAD)	USD		882 746	882 746	
Total			179 461 440	172 175 547	7 285 893

Au 30 juin 2025, un montant indicatif de 181,4 millions de dollars (dont 180,4 millions de dollars pour des projets et 1,0 million de dollars en réserve) a été alloué aux projets et activités de CIWA¹³. La majeure partie des financements de CIWA (98 %) a été affectée à des activités en cours de préparation ou de mise en œuvre. Les fonds non alloués s'élèvent à 3,6 millions de dollars, et la demande d'appui actuelle dépasse largement les

ressources disponibles. Compte tenu du rôle central que jouent les eaux transfrontalières dans l'avancement économique, social et environnemental de l'Afrique, il est prévu que cette demande va continuer d'augmenter (voir Tableau A4.2). Ce calendrier peut être révisé, si nécessaire, pour répondre aux besoins de décaissement des projets. Le Tableau A4.1 présente l'état des engagements et des dépôts des donateurs.

Tableau A4.2. Aperçu de la disponibilité et de l'allocation des fonds

Allocation des fonds	
Engagements figurant dans les Accords d'administration signés	179 461 440
Plus revenus d'intérêts sur les investissements actuels	10 752 265
Moins frais de recouvrement des coûts administratifs sur TFO71597	-1460 856
Moins frais de recouvrement des coûts administratifs sur le RETF de TFO72642	-2100 000
Moins estimation des frais de recouvrement des coûts administratifs sur les pipelines de RETF (DREVE, etc.)	-925 000
Moins provision pour fluctuation des taux de change (15 % des créances des donateurs)	-660 000
Fonds disponibles pour les projets/activités	185 067 849
Moins allocation aux projets/activités (approuvée par le CC)	180 426 149
Moins réserve/Provision (approuvée par le CC)	1 000 000
= Fonds non alloués	3 641 700
% alloué	98 %

¹³ Ces allocations comprennent les subventions effectives et des allocations indicatives approuvées par le Comité consultatif de CIWA au 30 juin 2025. Elles sont susceptibles d'être modifiées après le 1^{er} juillet 2025.

Sur les 181,4 millions de dollars alloués à titre indicatif, 166,7 millions de dollars (soit 92 %) ont été affectés aux programmes de CIWA dans la Corne de l'Afrique, le bassin du Nil, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, et l'Afrique australe et à des travaux d'analyse à l'échelle du continent.

CIWA comprend des projets exécutés par les bénéficiaires et des programmes d'appui exécutés par la Banque, qui financent des activités d'assistance technique et des travaux d'analyse en complément des projets exécutés par les bénéficiaires. Dans certains cas, CIWA a alloué des financements à des efforts de suivi

des projets en cours, sur la base de la performance des projets et des organisations, et l'engagement des pays riverains.

À la fin de l'exercice 2025, le programme avait engagé un montant cumulé de 151,0 millions de dollars sous forme de dons, dont 125,3 millions de dollars ont été décaissés pour les projets et activités (soit 83 %). Le Tableau A4.3 présente une vue d'ensemble de la situation financière par sous-programme, et le Tableau A4.5 fournit des informations détaillées sur l'ensemble des projets CIWA ayant reçu des dons depuis le lancement du programme et leurs résultats financiers.

Tableau A4.3. Montants alloués, engagés, décaissés et en préparation¹⁴

Bassin/Sous-programme		Allocation convenue avec le CC	Montant approuvé du don	Décaissement	Solde d'engagement	En préparation
CORNE DE L'AFRIQUE		23 595 520	16 148 725	10 907 774	5 240 951	7 446 795
NIL		65 745 256	65 745 256	59 766 952	5 978 304	0
AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE CENTRALE	Niger	5 903 772	5 903 772	5 903 772	(0)	0
	Volta	2 964 237	2 964 237	2 964 237	(0)	0
	CEDEAO	10 658 867	10 658 867	10 658 867	-	0
	Lac Tchad	4 861 695	1 861 695	1 525 349	336 346	3 000 000
	Sahel	15 840 834	5 840 834	4 329 455	151 379	10 000 000
	Total Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	30 636 404	17 636 404	15 788 680	184 7724	13 000 000
AFRIQUE AUSTRALE	Okavango	1 295 568	1 295 568	1 101 089	194 479	0
	Orange-Senqu	1 695 822	1 695 822	1 695 822	-	0
	SADC	11 749 344	11 749 344	9 376 778	2 372 566	0
	Zambezi	13 816 497	12 316 497	12 316 497	0	1 500 000
	Approche programmatique Afrique australe	7 881 777	3 881 777	2 232 366	164 941	4 000 000
	Total Afrique australe	36 439 008	30 939 008	26 722 552	421 6456	5 500 000
AT CATALYTIQUE À L'ÉCHELLE DU CONTINENT		6 742 230	6 742 230	4 587 746	2 154 484	-
SUPERVISION RENFORCÉE (EN PRÉPARATION)		3 500 000			-	3 500 000
GESTION DE PROGRAMME		13 767 730	13 767 730	7 527 641	6 240 089	
Grand total		180 426 149	150 978 250	125 301 267	25 676 983	29 447 896

¹⁴ Le terme « allocation » désigne l'approbation, par le Comité consultatif de CIWA, d'une affectation de fonds. Cela inclut à la fois des dons effectifs et des allocations indicatives pour lesquelles le transfert vers les comptes d'activité d'un don est encore en attente. Il y a « engagement » lorsque les systèmes internes de la Banque mondiale reconnaissent que des fonds ont été affectés à un projet ou à une activité. Les fonds sont considérés comme engagés dès lors que la direction du fonds d'affectation spéciale approuve une demande de financement par don (DFD), ce qui entraîne la signature d'un contrat ou d'un avenant formalisant l'engagement et autorisant les dépenses. Le terme « décaissement » désigne le transfert de fonds depuis le compte du don vers le compte désigné du client, après traitement et approbation par la Banque d'une demande relative à des investissements spécifiques. Pour les dons exécutés par la Banque mondiale, un décaissement correspond à un paiement effectué sur la base d'un bon de commande ou d'un contrat. Le « vivier » d'un projet d'un sous-programme sont les activités qui ont reçu une approbation conditionnelle d'allocation ou sont en attente d'approbation dans les systèmes de gestion des projets ou des fonds fiduciaires de la Banque mondiale. Le développement du vivier de projet est en cours et susceptible d'évolution après le 1^{er} juillet 2025, y compris les allocations indicatives.

Revenus, décaissements et solde de financement

À la fin de l'exercice 2025, CIWA avait reçu un montant total de 182,9 millions de dollars, dont 172,2 millions de dollars de paiements effectués par les donateurs et 10,7 millions USD de revenus de placement générés par le compte CIWA. Les décaissements cumulés s'élèvent à 128,8 millions de dollars, dont 125,3 millions de dollars pour les projets et 3,5 millions de dollars de frais administratifs. Le rythme des décaissements s'est accéléré au cours de l'exercice 2025. Le solde des engagements de dons

s'élève à 25,6 millions de dollars. Le Tableau A4.4 présente le solde disponible sur le compte CIWA, estimé à environ 54,0 millions de dollars, ou à -1,9 million de dollars si l'on prend en compte les engagements actuels de 25,6 millions de dollars et les 29,4 millions de dollars supplémentaires prévus pour la seconde moitié de l'exercice 2026 et pour l'exercice 2027.

Tableau A4.4. Solde du fonds¹⁵

Revenus issus du financement vs solde des décaissements et engagements	USD
Montant total des dépôts	172 175 547
Plus revenus d'intérêts sur les investissements actuels	10 752 265
Revenus totaux	182 927 812
Moins décaissements (projets/activités CIWA)	-125 301 267
Moins frais de recouvrement des coûts administratifs	-3 560 856
Solde	54 065 689
Moins solde des engagements liés aux dons approuvés	-25 676 983
Montant total du solde (en tenant compte des engagements liés aux dons approuvés)	28 388 706
Moins vivier de projets retenus (approuvés par le CC) pour mise en œuvre en 2025 et 2026	-29 447 896
Moins montant estimé des frais administratifs sur le vivier de projet RETF (DREVE, Tchad, eaux souterraines, etc.)	-925 000
Solde prévisionnel (en tenant compte des engagements et pipelines de 2025–2026)	-1 984 190

Résumé financier de la gestion du programme

Les coûts de gestion de CIWA incluent les dépenses engagées par l'UGP et les experts techniques de la Banque mondiale qui apportent des conseils stratégiques et un appui. En plus des coûts liés au personnel et aux consultants, cette catégorie couvre les dépenses associées à la coordination avec les donateurs, aux activités de communication et de sensibilisation, au suivi et évaluation, à l'examen à mi-parcours, à la production de rapports, aux réunions de partenariat, ainsi qu'aux activités de diffusion, y compris le site web, les brochures et les publications.

CIWA a fait preuve d'efficacité dans sa gestion, en s'appuyant sur les systèmes de gestion financière et de suivi robustes mis en place dès le lancement du programme. Depuis son démarrage en 2011, CIWA a consacré 4,2 % du montant total des contributions à ses coûts de gestion, ce qui a permis de maintenir les coûts de gestion de l'UGP à un niveau rentable.

Besoins futurs de financement et mobilisation de ressources

CIWA examine régulièrement son portefeuille existant et planifie ses interventions à venir de manière à obtenir des résultats dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. Les enseignements tirés de la mise en œuvre sont intégrés à la planification des futures activités, en parallèle à l'application des outils de gestion des risques dans le contexte du financement CIWA, présentés à l'Annexe 3. La demande pour le programme CIWA dépasse les ressources actuellement disponibles. À ce jour, 98 % des financements disponibles ont été alloués. En réponse à cette forte demande de la part de ses clients et dans le but d'amplifier son impact, le programme a identifié un portefeuille potentiel de projets dont la valeur excède les ressources actuellement disponibles. CIWA s'emploie donc activement à rechercher de nouvelles sources de financement.

¹⁵ Les donateurs verseront leurs contributions par anticipation afin de permettre à CIWA de limiter les expositions et les risques liés à l'écart entre les engagements pris et les fonds effectivement déposés.

Table A4.5. Financial Details of Projects Funded by CIWA (US\$)

Bassin/ Sous- programme	Exécuté par	Nom	FAS n°	Date de clôture du don	Allocation (USD)	Décaissement (USD)	
CORNE DE L'AFRIQUE	IGAD	Informations et investissements sur les eaux souterraines dans la Corne de l'Afrique	TFOB0514	Financement clos	2 633 000	2 633 000	
	Banque mondiale	Informations et investissements sur les eaux souterraines dans la Corne de l'Afrique	TFOA8681	Financement clos	693 788	693 788	
	Banque mondiale	Somalie – Appui à la gestion des ressources en eau transfrontalières (y compris les fleuves Juba et Shebelle)	TFOA7944	Financement clos	1 155 687	1 154 769	
	Banque mondiale	Renforcement de la résilience dans la Corne de l'Afrique	TFOB2448	Financement clos	1 397 945	1 397 945	
	Banque mondiale	Libérer le potentiel de résilience : gestion des eaux souterraines et apprentissage dans les zones frontalières de la Corne de l'Afrique	TFOB8456	1/31/2026	6 500 000	4 569 792	
	Banque mondiale	Programme d'appui aux eaux transfrontalières au Soudan du Sud	TFOC0362	3/31/2026	3 768 305	458 480	
	À déterminer	Modélisation des inondations au Soudan du Sud (dans le cadre des 3,2 M€ provenant des Pays-Bas, FS pour le NCCR)	À déterminer		1 446 795		
	Banque mondiale	Étude de la qualité de l'eau dans le bassin du lac Victoria	À déterminer		1 000 000		
	À déterminer	Gestion et exploitation des eaux souterraines transfrontalières en Afrique de l'Est (RETF)	À déterminer		5 000 000		
TOTAL CORNE DE L'AFRIQUE					23 595 520	10 907 774	
NIL	Initiative du bassin du Nil (y compris NEL, EN)	Coopération sur le Nil pour des résultats (NCORE) + FS 1 et 2	TF013767	Financement clos	22 854 134	22 854 134	
	Dialogue du bassin du Nil	Mobilisation de la société civile pour la résilience sociale et climatique dans le bassin du Nil (NBD) + FS 1	TF015834	Financement clos	4 438 976	4 438 976	
	Banque mondiale	Programme d'appui au bassin du Nil	TFOA2051	Financement clos	1 657 727	1 657 727	
	Banque mondiale	Supervision renforcée (NBD)	TF014064	Financement clos	597 104	597 104	
	Banque mondiale	Supervision renforcée (NCORE)	TF015335/ TFOA0526	Financement clos	1 098 042	1 098 042	
	Initiative du bassin du Nil (y compris NEL, EN)	Coopération sur le Nil pour la résilience au changement climatique	TFOB4716	11/30/2025	30 000 000	26 931 830	
	Banque mondiale	Supervision renforcée (Coopération sur le Nil pour la résilience au changement climatique)	TFOB5495	12/1/2025	1 649 273	1 640 448	
	NBD/Banque mondiale	Mobilisation de la société civile pour la résilience sociale et climatique dans le bassin du Nil (NBD) + FS II	TFOC7839	3/31/2027	3 000 000	500 000	
	Banque mondiale	Supervision renforcée (NBD II)	TFOC8045	3/31/2027	450 000	48 692	
TOTAL NIL					65 745 256	59 766 952	
AFRIQUE DE L'OUEST et AFRIQUE CENTRALE	Niger	Autorité du Bassin du Niger	Projet de gestion du bassin du fleuve Niger	TF018539	Financement clos	4 198 203	4 198 203
		Banque mondiale	Programme d'appui au bassin du Niger	TF018616	Financement clos	1 162 140	1 162 140
		Banque mondiale	Supervision renforcée (ABN)	TF016609	Financement clos	543 429	543 429
		SOUS-TOTAL NIGER				5 903 772	5 903 772
	Volta	Autorité du Bassin de la Volta	Projet de mise en œuvre du Programme d'action stratégique du bassin de la Volta	TF016611	Financement clos	1 979 795	1 979 795
		Banque mondiale	Programme d'appui au bassin de la Volta	TF015556	Financement clos	499 879	499 879
		Banque mondiale	Supervision renforcée (Volta)	TF015557	Financement clos	484 563	484 563
		SOUS-TOTAL VOLTA				2 964 237	2 964 237
	Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	Banque mondiale	Gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest (CEDEAO) (P2.2)	TF016610	Financement clos	1 065 867	1 065 867
		Banque mondiale	Dialogue politique sur le lac Tchad (I) (P2.3)	TFOA1005/ TF17506/ TF015878/	Financement clos	861 695	861 695
		Banque mondiale	Sécurité de l'eau transfrontalière dans le bassin du lac Tchad (II, BETF)	TFOB5943	6/30/2023	1 000 000	663 654
		Banque mondiale	Lac Tchad (III, BETF)	À déterminer		1 000 000	

Table A4.5. Tableau A4.5 : Données financières des projets financés par CIWA (USD)¹⁶

Bassin/ Sous- programme		Exécuté par	Nom	FAS n°	Date de clôture du don	Allocation (USD)	Décaissement (USD)
WEST AND CENTRAL AFRICA	West and Central Africa	À déterminer	Initiative multisectorielle pour la sécurité de l'eau dans le bassin du lac Tchad (RETF)	À déterminer		2 000 000	
		Banque mondiale	Sahel occidental/central – Pilote d'outils innovants pour la gestion des ressources en eau	TFOB2227	Financement clos	424 771	424 771
		Banque mondiale	Sahel occidental/central – Appui en connaissances pour la planification et les investissements liés à la résilience	TFOB2228	2/28/2027	4 419 829	2 908 450
		Banque mondiale	Initiative sur les eaux souterraines au Sahel	TFOB3793	Financement clos	996 234	996 234
		À déterminer	Programme d'appui aux bassins des fleuves Sénégal et Volta (DREVE) (BETF)	À déterminer		1 500 000	
		À déterminer	Développement vert, résilient et inclusif (OMVS) (DREVE) (RETF)	À déterminer		8 500 000	
		SOUS-TOTAL CEDEAO, LAC TCHAD, SAHEL					21 768 396
TOTAL AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE CENTRALE						30 636 404	15 788 681
AFRIQUE AUSTRALE	Okavango	Banque mondiale	Analyse des opportunités d'investissements multisectorielle dans le bassin de l'Okavango	TAOAO105	Financement clos	995 568	995 568
		Banque mondiale	Programme de renforcement de la résilience des moyens de subsistance au changement climatique dans le bassin de l'Okavango	TFOC2629	6/30/2026	300 000	105 521
		SOUS-TOTAL OKAVANGO					1 295 568
	Orange-Senqu	Botswana	Transfert d'eau des Hautes Terres du Lesotho vers le Botswana	TF016233	Financement clos	1 527 322	1 527 322
		Banque mondiale	Supervision renforcée (HTL-B)	TF016038	Financement clos	168 500	168 500
			Sous-total Orange-Senqu			1 695 822	1 695 822
	SADC	SADC	Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC	TF016748	Financement clos	2 000 000	2 000 000
		Banque mondiale	Préparation renforcée (SADC)	TF015336	Financement clos	299 344	299 344
		SADC	Gestion durable des eaux souterraines II	TFOB5735	11/30/2025	9 000 000	6 732 146
		Banque mondiale	Préparation et supervision renforcées	TFOB5830	11/30/2025	450 000	345 289
		SOUS-TOTAL SADC					11 749 344
	Zambezi	ZAMCOM	Projet de gestion du bassin du fleuve Zambèze (ZAMCOM)	TF018921	Financement clos	4 000 000	4 000 000
		Autorité du fleuve Zambèze (ZRA)	Projet de développement du bassin du fleuve Zambèze (ZRA)	TF016238	Financement clos	5 786 277	5 786 277
		Banque mondiale	Programme d'appui au bassin du fleuve Zambèze	TF011577	Financement clos	1 001 192	1 001 192
		Banque mondiale	Supervision renforcée (ZAMCOM)	TF014926	Financement clos	648 749	648 749
		Banque mondiale	Supervision renforcée (ZRA)	TF014927	Financement clos	880 279	880 279
		Banque mondiale	Programme d'appui au bassin du fleuve Zambèze (II)	À déterminer		1 500 000	
		SOUS-TOTAL ZAMBÈZE					13 816 497
	Approche programmatique pour l'Afrique australe	Banque mondiale	Programme-cadre pour la résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse	TFOB3679	Financement clos	415 120	415 120
		Banque mondiale	Cadrage et travaux de préparation pour la résilience en Afrique australe	TFOB2156	Financement clos	59 882	59 882
		Banque mondiale	Système énergétique pour la résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse	TFOB3730	Financement clos	390 104	390 104
		Banque mondiale	Résilience urbaine de l'Afrique australe face à la sécheresse	TFOB3706	Financement clos	388 036	388 036
		Banque mondiale	Résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse – Moyens de subsistance et sécurité alimentaire	TFOB3669	Financement clos	398 635	398 635
		Banque mondiale	Hiérarchisation des infrastructures transfrontalières résilientes en Afrique australe	TFOB8090	5/31/2023	230 000	196 690

¹⁶ Pipelines approuvés par le CC en bleu

Bassin/ Sous- programme		Exécuté par	Nom	FAS n°	Date de clôture du don	Allocation (USD)	Décaissement (USD)
		Banque mondiale	Renforcement des organismes de bassins transfrontaliers en Afrique à travers l'élaboration de programmes et le renforcement des capacités	TFOC4064	21/31/2025	1 500 000	383 899
		Banque mondiale	SADRI Phase II (Eswatini – Centre d'excellence sur la sécheresse)	TFOC9000		500 000	
		Banque mondiale	Sécurité de l'eau et investissements pour améliorer les écosystèmes et les communautés des Hautes Terres du Lesotho	À déterminer		1 000 000	
		À déterminer	Appui à la résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse (RETF)	À déterminer		3 000 000	
			Sous-total Approche programmatique pour l'Afrique australe			7 881 777	2 232 366
	TOTAL AFRIQUE AUSTRALE					36 439 008	26 722 552
	CATALYTIQUE	Opportuniste	Banque mondiale	P2.4 : Conférence sur le lac Tanganyika	TFOB6056	Financement clos	0
Banque mondiale			P2.5 : Développement du bassin du fleuve Luapula	TFOA5600	Financement clos	203 877	203 877
Banque mondiale			P1 : Aperçu stratégique des eaux transfrontalières en Afrique	TFO11569	Financement clos	280 358	280 358
À l'échelle du continent africain		Banque mondiale	P1 : Justification économique de la coopération	TFO11626	Financement clos	315 659	315 659
		Banque mondiale	P1 : Analyse de l'économie politique	TFO16821	Financement clos	517 035	517 035
		Banque mondiale	P3 : Facilitation des services hydrométéorologiques à l'échelle de l'Afrique	TFOA0106	Financement clos	97 136	97 136
		Banque mondiale	P3 : Coopération pour la résilience au changement climatique	TFOA1627	Financement clos	174 579	174 579
		Banque mondiale	P4 : Renforcement des capacités et échanges de connaissances	TFOA0107	Financement clos	260 564	260 564
		Banque mondiale	P4 : Amélioration de l'accès public aux données concernant les bassins	TFO16747	Financement clos	295 077	295 077
		Banque mondiale	Renforcement de la résilience de la gestion des ressources en eau	TFOB1074	Financement clos	55 465	55 465
		Banque mondiale	Qualité de l'eau des Grands Lacs	TFOB1226	Financement clos	296 502	296 502
		Banque mondiale	Initiative en faveur des données numériques	TFOB5148	5/31/2023	1 000 000	745 306
		Banque mondiale	Conservation de la biodiversité et coopération dans le domaine des ressources en eau transfrontalières	TFOB6640	Financement clos	15 978	15 978
		Banque mondiale	Étude des bassins hydrographiques panafricains	TFOC7544	1/31/2026	1 500 000	65 631
		Banque mondiale	Évaluation par les pairs/Gestion	TFO19125	6/30/2026	1 730 000	1 264 578
TOTAL CATALYTIQUE					6 742 230	4 587 746	
SUPERVISION RENFORCÉE UGP	Banque mondiale	SOUS-TOTAL (PROJETS)				163 158 419	117 773 705
	Banque mondiale	Fonds de mise en œuvre pour le vivier de RETF (à déterminer)	À déterminer		3 500 000		
		Gestion et administration de programme	TFO11372/11377 TFOB1847/ TFOB1846	1/31/2026 1/31/2026	13 767 730	7 527 641	
TOTAL						180 426 149	125 301 267

ANNEXE 5 — Utilisation efficiente des ressources

■ Résumé de la question d'utilisation efficiente des ressources

La conception et la mise en œuvre du programme CIWA intègrent de manière marquée les principes d'utilisation efficiente des ressources.¹⁷ CIWA met tout en œuvre pour atteindre ses objectifs et applique des mesures de réduction des coûts dans la gestion du programme, l'administration, la préparation et la supervision des projets. Tout en maîtrisant ses dépenses, CIWA a enregistré des avancées significatives vers la réalisation de ses objectifs et de ses cibles de résultats au niveau du programme, assurant un bon retour sur l'appui financier des partenaires au développement.

En tant que programme de la Banque mondiale, CIWA peut réaliser des économies d'échelle. Il mobilise l'appui de manière à générer un effet multiplicateur en termes d'efficience et d'efficacité. Cela a été rendu possible par les éléments suivants :

- Recours à l'expérience et à l'expertise de la Banque mondiale en matière de gestion de fonds fiduciaires, permettant une rationalisation des coûts administratifs.
- Mobilisation de l'expertise technique mondiale des équipes de la Banque mondiale dans divers secteurs tels que l'eau, l'agriculture, l'énergie, l'environnement, la gouvernance, la lutte contre la pauvreté, et les défis transversaux du développement, y compris le changement climatique, la FCV, et la GESI.
- Capitalisation de l'expérience de longue date de la Banque mondiale en matière de coopération dans le domaine des eaux transfrontalières, acquise dans le cadre d'autres programmes tels que le Fonds d'affectation spéciale pour le bassin du Nil, l'Initiative pour l'eau en Asie du Sud et le Programme de partenariat pour l'eau.
- Capitalisation des partenariats solides de la Banque mondiale avec des acteurs mondiaux pour valoriser les expériences et réseaux régionaux.
- Mobilisation de financements supplémentaires pour les projets cofinancés par CIWA, en provenance notamment du Fonds pour l'environnement mondial, du *Korean Green Growth Fund* (Fonds coréen pour la croissance verte), et d'autres partenaires.
- Mobilisation de diverses sources de financements complémentaires telles que l'IDA, la BAD et d'autres investisseurs pour appuyer la mise à l'échelle de projets dont CIWA soutient la préparation dans une optique de potentiel de financement.

Résumé de l'exercice 2025

- **Économie** : Les coûts de fonctionnement de CIWA restent bien inférieurs aux estimations prudentes de gestion de programme, en particulier compte tenu de l'envergure de son intervention dans les zones affectées par la FCV.
- **Efficience** : Pour chaque dollar apporté par CIWA à un projet, 0,40 dollar supplémentaire ont été mobilisés à partir d'autres sources de financement.
- **Efficacité** : Un investissement majeur potentiel a été mobilisé au cours de l'exercice 2025, toutefois, la valeur totale de l'investissement n'a augmenté que d'environ 100 000 dollars, tandis que les engagements ont progressé de 28,2 millions de dollars. Pour chaque dollar engagé par

CIWA dans les opérations, le programme a induit 106,70 dollars d'investissements coopératifs. Pour chaque 2,10 dollars engagés par CIWA, environ une personne bénéficie, ou a directement bénéficié, d'investissements dans les ressources en eau transfrontalières, qu'ils soient en cours de mobilisation ou effectivement mobilisés.

- **Équité** : L'écart principal entre les sexes dans le cadre du programme CIWA réside dans la sous-représentation des femmes aux postes techniques et de décision en gestion des ressources en eau. CIWA s'emploie à réduire cet écart à travers plusieurs dons et l'initiative « Champions masculins pour l'autonomisation des femmes ». Les indicateurs de résultats correspondants ont été atteints ou dépassés au cours de l'exercice 2025.

Mesures utilisées pour évaluer l'utilisation efficiente des ressources par CIWA

Économie

i. Gestion et administration du programme. CIWA a assuré une gestion coût-efficace grâce aux systèmes robustes de gestion financière et de suivi mis en place dès le lancement du programme en 2011. Depuis cette date, CIWA a consacré 4,2 % de la contribution totale à ses frais de gestion, maintenant les dépenses de l'UGP à un niveau rentable. Ces coûts de CIWA incluent les dépenses engagées par l'UGP et les experts techniques de la Banque mondiale fournissant conseils stratégiques et appui. Outre les coûts liés au personnel et aux consultants, cette catégorie comprend les coûts associés à la coordination avec les donateurs de CIWA, à la sensibilisation et à la communication ; au suivi et évaluation ; à l'examen à mi-parcours ; à la production de rapports ; aux réunions de partenariat ; et aux activités de diffusion, y compris le site web, les brochures et les publications.

ii. Préparation et supervision renforcées. Pour garantir une mise en œuvre de qualité du programme, les politiques de la Banque mondiale exigent que les activités financées par des fonds d'affectation spéciale soient mises en œuvre en conformité avec les politiques et les procédures applicables de la Banque¹⁸, et que toutes les activités exécutées par les bénéficiaires fassent l'objet d'une supervision adéquate et soient mises en œuvre conformément aux termes et conditions des Accords d'administration et de don, ainsi qu'aux normes et procédures de supervision de la Banque. Estimés à 6 % des contributions au fonds (mais facturés uniquement sur la base des coûts réels), les coûts de préparation et de supervision couvrent les dépenses liées à l'identification et au cadrage des projets potentiels, au soutien à la préparation, à l'appui à la mise en œuvre et à la supervision. CIWA s'est fixé pour norme de maintenir le montant des coûts de supervision renforcée en dessous de 6 % des contributions au fonds – avec un coût ponctuel de 150 000 dollars par projet pour l'identification et la préparation, et un coût annuel de 100 000 dollars pour la supervision pendant les trois ans de durée du projet.

Les données sur la Région Afrique de la Banque mondiale indiquent que le coût moyen de préparation d'un projet d'investissement s'élève à environ 350 000 dollars, tandis que le coût annuel de supervision d'un projet est d'environ 150 000 dollars (données de 2023). Les coûts de préparation et de supervision des projets régionaux et des projets menés dans des pays affectés par les situations de FCV dans le cadre de l'IDA impliquent généralement

¹⁷ À partir de l'exercice 2024, CIWA a mis à jour sa méthodologie d'examen de l'utilisation efficiente des ressources selon le cadre 5E du FCDO. Les 5E font référence à l'Économie, l'Efficience, l'Efficacité, l'Efficacité en termes de coût et l'Équité. <https://www.gov.uk/government/consultations/value-for-money-a-framework-on-metrics-standards-and-disclosures/value-for-money-a-framework-on-metrics-standards-and-disclosures>

¹⁸ World Bank. World Bank Trust Funds Procedure. Mise à jour de 2024

des coûts plus élevés en raison de leur plus grande complexité. Toutefois, CIWA parvient à réduire ses coûts en fondant la budgétisation des projets sur une évaluation rigoureuse des coûts estimatifs et en utilisant des processus de passation des marchés efficaces, en mettant en place des mécanismes de partage des coûts et en optimisant les déplacements – en privilégiant notamment les réunions par visioconférence lorsque cela est possible, en organisant les réunions de CIWA de manière consécutive lorsque cela est faisable, et en les associant à d'autres réunions en rapport au secteur de l'eau pour tirer parti des synergies. Dans les limites du plafond global de 6 %, le gestionnaire du programme peut, à sa discrétion, allouer des fonds supplémentaires à la préparation ou à la supervision de projets spécifiques, en fonction des besoins.

Efficience

- Ratio de levier – CIWA renforce son efficience en mobilisant des sources de financement supplémentaires pour les projets financés via des RETF¹⁹, ce qui lui permet de réduire le coût unitaire de ses intrants par rapport au volume global des extrants mobilisés. CIWA utilise l'indicateur suivant pour évaluer les gains d'efficience résultant de la mobilisation de financement auprès de sources supplémentaires :

$$\text{Ratio de levier} = \frac{\Sigma \text{ Fonds mobilisés auprès de sources supplémentaires pour les projets CIWA}}{\Sigma \text{ Contributions de CIWA aux projets cofinancés}}$$

Tableau A5.1. Contributions de cofinancement cumulées jusqu'à l'exercice 2025

Projet	Contribution de CIWA (millions USD)	Cofinanceur	Contribution des partenaires (millions USD)
Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC – Phase II	9,0	FEM	4,57
		Fonds nationaux de contrepartie des dons subsidiaires	0,158
Coopération sur le Nil pour la résilience au changement climatique	30	GFDRR	0,4
		Korean Green Growth TF	0,65
Coopération sur le Nil pour des résultats	22,8	FASBN	16,5
Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC – Phase I	2,0	FEM	8,2
Projet de mise en œuvre du Programme d'action stratégique du bassin de la Volta	3,5	FEM	7,2
Non co-financé RETFS CIWA ²⁰	25,6		
Valeur totale Projet/RETF CIWA (millions USD)	91,4	Fonds mobilisés	37,68

En matière de mobilisation de financements supplémentaires pour renforcer l'efficience des projets soutenus par CIWA (en augmentant le volume global des produits, et donc en réduisant le coût unitaire de ses intrants), CIWA a cofinancé le projet NCORE en partenariat avec le FASBN, ainsi que trois projets en partenariat avec le FEM – à savoir les Phases I et II du projet de Gestion des eaux souterraines dans la région de la SADC, et la mise en œuvre du Programme d'action stratégique du bassin de la Volta. Le NCCR a bénéficié d'un cofinancement pour ses travaux sur le Système d'alerte précoce aux inondations dans le Nil oriental, apporté par le GFDRR et le *Korean Green Growth Fund*. Ces contributions ont déjà été signalées dans les rapports précédents. Au cours de l'exercice 2025, les contributions en nature des fonds nationaux pour appuyer les dons subsidiaires du projet « Gestion durable des

eaux souterraines dans les États membres de la SADC – Phase II » ont augmenté de 18 000 dollars.

Ratio de levier = 1,4

En moyenne, pour chaque dollar que CIWA apporte à un projet, 0,40 dollar a été mobilisé auprès d'autres sources. Autrement dit, la valeur combinée des contributions de CIWA aux RETF actifs et clôturés (par exemple, les projets), additionnée à celle des cofinancements, atteint 129 millions de dollars. Sur ce total, 71 % proviennent de dons accordés par CIWA et 29 % des cofinanceurs de la Banque mondiale.

Inversement, l'influence des financements CIWA sur la préparation ou la mise en œuvre de nouveaux projets financés par l'IDA peut être estimée à l'aide de l'Indicateur de résultats 6 (voir Annexe 2).

¹⁹ Le ratio de levier de CIWA prend en compte les financements additionnels qui cofinancent les projets soutenus par CIWA, à savoir uniquement les financements issus des fonds fiduciaires financés par les donateurs (RETF) (voir l'annexe 4 pour la liste complète des RETF et BETF de CIWA). Les financements cofinancés par des BETF de CIWA ne sont pas inclus dans le calcul du ratio de levier, bien que de nombreux BETF de CIWA visent à renforcer l'impact des projets financés par l'IDA par le biais du cofinancement (CIWA agissant par exemple comme cofinanceur). Cet aspect de complémentarité et d'effet de levier est mesuré à travers les indicateurs de résultats de CIWA, présentés à l'annexe 2.

²⁰ Seuls les RETF actifs sont inclus dans le calcul. Les projets en réserve engagés mais non encore approuvés ne sont pas pris en compte. Les années précédentes incluaient des engagements non approuvés.

Efficacité/Coût-efficacité

CIWA mesure son efficacité – c’est-à-dire sa capacité à générer les résultats de développement visés par le programme par rapport à ses cibles – à l’aide des Indicateurs de résultats du programme (voir Annexe 2). Depuis l’ajustement de la formulation de son Cadre de résultats, CIWA définit ses cibles annuelles et rend compte sur les résultats de ses indicateurs en procédant par année fiscale, plutôt que de manière cumulative. Le suivi des résultats par rapport aux nouvelles cibles annuelles a débuté en exercice 2025.

Indicateur d’ODP 1 : Sous l’influence de CIWA, des investissements d’un montant de 30 à 40 millions de dollars sont mobilisés.

Indicateur d’ODP 2 : 300 000 personnes bénéficient directement de projets de gestion et de valorisation améliorées des ressources en eau induits par CIWA.

Au cours de l’exercice 2025, le projet hydroélectrique de Nsongezi, soutenu par l’IBN et NCORE, est passé du statut d’investissement potentiel à celui d’investissement mobilisé. Ce projet est principalement situé en Ouganda, mais il se trouve sur le fleuve Kagera, qui forme la frontière entre l’Ouganda et la Tanzanie. Sa valeur est estimée à 156 millions de dollars et il devrait bénéficier à une population de plus de 4 millions. Les autres évolutions notables concernent l’augmentation des investissements mobilisés dans le cadre des dons subsidiaires du projet SADC GMI – Phase II. D’un point de vue quantitatif, la cible a été dépassée, mais non grâce à l’investissement attendu, tandis que la valeur des investissements potentiels a diminué du même montant, ce qui maintient le total à 17,4 milliards de dollars.

Les indicateurs du Cadre de résultats de CIWA ne reflètent toutefois pas pleinement les avantages secondaires et tertiaires générés par l’appui du programme. Par exemple, une institution transfrontalière renforcée par CIWA peut préparer la voie à une série d’actions de coopération régionale ultérieures. Chaque action coopérative ainsi facilitée peut avoir des retombées positives pour des millions de personnes. Ces résultats sont souvent comptabilisés et rapportés au niveau des bassins et des projets, mais sont trop larges et spécifiques pour être agrégés à l’échelle du programme, compte tenu de la nature des enjeux soutenus et du temps nécessaire à la concrétisation de ces avantages. Ainsi, l’efficacité réelle du programme CIWA sur une perspective à long terme est probablement sous-estimée dans le Cadre de résultats.

CIWA estime le coût-efficacité du programme en calculant le ratio entre les deux résultats de niveau ODP et la valeur du programme dans son ensemble :

$$\text{Ratio d'investissements induits} = \frac{\Sigma \text{ Valeur des investissements induits}}{\Sigma \text{ Valeur de l'ensemble du programme actif}}$$

$$\text{Ratio de bénéficiaires directs} = \frac{\Sigma \text{ Bénéficiaires directs des investissements induits}}{\Sigma \text{ Valeur de l'ensemble du programme actif}}$$

Ces mesures sont fondées sur les indicateurs d’ODP de CIWA et la taille du programme en cours, ou encore sur le montant total alloué au sein de l’enveloppe globale du programme.²¹

Ratio d’investissement induit :

Valeur totale des investissements = 17,4 milliards de dollars

Fonds engagés = 163,1 millions de dollars

En moyenne, pour chaque dollar que CIWA apporte à travers ses opérations (fonds engagés), le programme a induit la mobilisation de 106,7 dollars d’investissements coopératifs. Au cours de l’exercice 2025, la valeur totale des investissements n’a augmenté que d’environ 100 000 dollars, tandis que les fonds engagés ont augmenté de 28,2 millions de dollars.

Ratio de bénéficiaires directs :

Nombre total de bénéficiaires = 86,3 millions

Fonds engagés = 163,4 millions de dollars

Pour chaque 2,1 dollars engagés par CIWA, environ une personne bénéficie – ou a directement bénéficié – d’investissements dans les ressources en eau transfrontalières, qu’ils soient potentiels ou déjà mobilisés. Ce ratio s’est également amélioré par rapport à l’exercice 2024, le nombre total de bénéficiaires ayant progressé d’environ 12 %, tandis que les fonds engagés ont augmenté de 17,5 %.

Dans l’ensemble, le calcul de l’efficacité fait apparaître une baisse par rapport aux années précédentes, malgré la mobilisation d’un investissement important via NCORE. Cette baisse s’explique par l’augmentation importante des fonds engagés, conjuguée au fait que la mobilisation d’un investissement auparavant considéré « potentiel » ne modifie pas la valeur totale des investissements.

Amélioration commerciale et utilisation efficiente des ressources

CIWA veille à optimiser l’utilisation de ses ressources dans la passation de marchés (minimisation des coûts et assurance qualité) en exigeant que toutes les activités mises en œuvre par les bénéficiaires financent les biens, les travaux et les services conformément aux directives de la Banque mondiale relatives aux « Marchés financés par les prêts de la BIRD et les crédits de l’IDA » et à la « Sélection et l’emploi de consultants par les emprunteurs de la Banque mondiale », conjointement appelées « Directives relatives aux marchés publics et aux consultants ». De même, pour toutes les activités exécutées par la Banque mondiale dans le cadre de CIWA, celle-ci assure l’ensemble de la passation de marchés de biens et l’embauche et la supervision des consultants, conformément aux politiques et aux procédures applicables. Ces directives couvrent notamment l’utilisation des documents types de la Banque mondiale (par exemple, les dossiers d’appel d’offres types, les demandes de propositions, les modèles de contrats), les conflits d’intérêts, la passation anticipée de marchés, le cofinancement, les irrégularités de passation de marché et la fraude et la corruption.

Disponibilité de financement

À la fin de l’exercice 2025, CIWA était un programme d’une valeur de 179,5 millions de dollars, cofinancé par l’Autriche, le Danemark, la Commission européenne, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni. La forte demande exprimée par les clients pour l’appui de CIWA, combinée au fait que 98 % de l’enveloppe actuelle du programme est déjà provisoirement allouée, signifie que CIWA doit poursuivre ses efforts de mobilisation de fonds afin d’élargir son impact et garantir la pérennité des résultats obtenus.

²¹ Il est noté que la méthode de comptabilisation de ces deux indicateurs a évolué. La différence réside dans le fait que, cette année, le dénominateur prend en compte la valeur de l’ensemble du programme en cours d’exécution (montant alloué sur l’enveloppe globale du programme), et non plus uniquement les financements en cours dans les projets soutenus par CIWA ayant influencé les investissements et les bénéficiaires. Le recours à des valeurs à l’échelle du programme pour le calcul de ces indicateurs offre une meilleure représentation de l’efficacité au niveau du programme et intègre l’hypothèse selon laquelle toutes les activités de CIWA ont vocation, à terme, à influencer des investissements générant des bénéfices pour les populations.

Équité

CIWA œuvre en faveur d'un monde où la parité femmes-hommes est une réalité, ce qui implique de transformer les normes relatives aux rôles féminins et masculins et d'influencer les rapports de pouvoir au sein des gouvernements, des entreprises, des institutions et des foyers.

CIWA s'emploie également à renforcer l'inclusion sociale et la dignité des personnes défavorisées en raison de leur identité, afin qu'elles puissent participer pleinement et équitablement à la vie en société. L'inclusion sociale repose sur le principe que les hommes et les femmes ne sont pas des groupes homogènes, mais se différencient par des critères tels que l'âge, la race, la religion, l'origine ethnique, les croyances et les pratiques, ainsi que de nombreux autres contextes socioculturels.

Cette année, le Rapport annuel de CIWA intègre cette section sur l'Équité afin de se conformer à la méthodologie du FCDO en matière d'utilisation efficiente des ressources. Elle présente un résumé des éléments pertinents du rapport annuel sur des exemples d'intégration de la dimension GESI dans les opérations de CIWA, et d'indicateurs mesurant les résultats liés à la GESI.

Activités en faveur de la GESI

Conscient que la dimension masculine du genre doit aussi être abordée – particulièrement dans le secteur de l'eau dominé par les hommes – CIWA a lancé l'initiative « Champions masculins pour l'autonomisation des femmes ». Lors de l'exercice 2025, l'initiative a élargi son réseau à 24 membres grâce au recrutement de 13 nouveaux Champions issus de toutes les régions de l'Afrique subsaharienne. Ces Champions représentent la société civile, les organisations de jeunesse, le monde universitaire et les ministères, et ont participé à des ateliers de renforcement des capacités ciblés, des sessions d'assistance technique et des dialogues réguliers visant à combler les écarts entre les sexes et à promouvoir l'autonomisation des femmes dans les institutions du secteur de l'eau.

L'intégration des considérations de GESI comprend les directives du programme « Libérer le potentiel de résilience » pour la participation communautaire, qui ont exigé la participation de spécialistes sociaux, environnementaux, du genre et techniques pour veiller à ce que les investissements répondent aux besoins de tous les membres de la communauté, en particulier les femmes et les groupes vulnérables. Le programme de stages pour jeunes professionnels du Secrétariat de l'Initiative du bassin du Nil a accueilli trois femmes participantes, et un atelier régional du Réseau des femmes du Nil a été planifié pour amplifier la voix des femmes dans la gouvernance des eaux transfrontalières. En Afrique australe, les projets financés par des dons subsidiaires ont bénéficié à plus de 100 000 personnes, dont environ 52 000 femmes, et ont permis de dispenser des formations et d'octroyer des bourses à des femmes occupant des postes techniques et de direction. Les projets RCRP et le NCCR ont également mis l'accent sur l'intégration du genre dans la planification et la mise en œuvre des investissements, notamment par le biais de recrutements ciblés et de formations destinées aux femmes au sein d'institutions de gestion des ressources en eau.

Des initiatives telles que le Programme d'appui aux eaux transfrontalières du Soudan du Sud et le projet Sécurité de l'eau du lac Tchad ont permis d'ouvrir des dialogues entre autorités nationales, acteurs humanitaires et parties prenantes locales, et d'adapter les plateformes de données pour une prise de décision fondée sur des données factuelles. Le projet de Gestion durable des eaux souterraines dans la SADC – Phase II a appuyé la mobilisation de la société civile par des dialogues et des renforcements des capacités, tandis que l'initiative des Champions masculins pour l'autonomisation des femmes a collaboré avec des réseaux tels que le *Women in Water Diplomacy Network* pour impliquer les jeunes et le milieu universitaire. Ces efforts ont été complétés par des actions visant à remettre en question les normes sociales et de genre, notamment par la mise en place de groupes nationaux de coordination paritaires, la révision de plans d'action, et l'organisation d'événements d'apprentissage et de tables rondes sur la rétention des femmes dans les métiers du secteur de l'eau.

Le renforcement des capacités a été un pilier central des activités de CIWA en matière de GESI durant l'exercice 2025, avec un large éventail de formations dispensées au personnel et aux parties prenantes dans le cadre de plusieurs projets. Plus de 293 femmes occupant des postes à niveau de compétences élevé ou intermédiaire, et des postes de direction, ont participé à des formations techniques, et les enquêtes de satisfaction ont fait état de niveaux élevés d'adhésion à ces événements. ENTRO a alloué des ressources importantes à la formation de son personnel sur la création de lieux de travail favorables à la parité femmes-hommes et a lancé le Forum Genre pour le bassin du Nil oriental. L'initiative des Champions masculins pour l'autonomisation des femmes a proposé une formation en ligne sur la GESI à ses membres et a élaboré un plan d'action complet, assorti d'un Cadre de résultats. L'objectif de ces activités était non seulement de renforcer les capacités individuelles, mais également de favoriser le changement institutionnel et de créer des environnements plus inclusifs pour les femmes et autres groupes marginalisés.

Le programme CIWA représente-t-il toujours une utilisation efficiente des ressources ?

Le programme CIWA constitue une utilisation efficiente des ressources. Tout en s'appuyant sur un secrétariat allégé et en mobilisant des partenariats, CIWA a accompli des progrès notables vers la réalisation de ses objectifs et la génération de ses résultats attendus au niveau du programme, assurant un bon retour sur l'appui financier des partenaires au développement. Il importe de rappeler que le programme CIWA intervient dans un contexte complexe où les avancées ne sont pas linéaires – c'est-à-dire qu'elles peuvent s'accompagner de reculs, ce qui peut affecter la performance globale mesurée par les indicateurs de développement. Néanmoins, les données disponibles suggèrent fortement que le programme CIWA continue de représenter une utilisation efficiente des ressources.



@CIWApogram



ciwaprogram.org/fr



www.linkedin.com/company/cooperation-in-international-waters-in-africa



Austrian
Development
Cooperation



Cofinancé par
l'Union européenne



MINISTRY OF
FOREIGN AFFAIRS
OF DENMARK
Danida



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands



Norwegian Ministry
of Foreign Affairs



Sweden
Sverige



UK International
Development
Partnership | Progress | Prosperity